



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Émis le : 14 juin 2019

**Agence MCA-Morocco
Pour le compte du :
Gouvernement du Maroc
MCA-Morocco Programme**

**Financé par
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

**Par le biais de la
MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION**

**pour
Passation de marchés de Biens et Services connexes**

**Acquisition, Livraison et Installation des équipements informatiques au
profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la
composante MIAES (Education Secondaire)**

ES-12-A : Paquet informatique

N° AO : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

Avis d'Appel d'Offres

Rabat, Maroc
14 juin 2019

Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :
ES-12-A : Paquet informatique
DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

Madame, Monsieur,

Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement du **Maroc** (le « Gouvernement » ou « [GdM] ») ont conclu un programme de coopération en vue d'une assistance au titre du Millennium Challenge Account pour un montant d'environ **450 millions** de Dollars US (le « Financement MCC ») afin de contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au **Maroc** (le « Compact »). Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'**Agence MCA-Morocco** (l'« Entité MCA » ou l'« Acheteur »), entend utiliser une partie du Financement MCC pour des paiements éligibles en vertu d'un contrat pour lequel est émis le présent Appel d'Offres (« AO »). Tous paiements effectués par l'Entité MCA au titre du contrat proposé seront soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, y compris des restrictions sur l'utilisation et le décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Entité MCA ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC. Le Compact et les documents s'y rapportant sont disponibles sur le site web de la MCC (www.mcc.gov) et sur le site web de l'Entité MCA à l'adresse suivante : www.mcamorocco.ma.

Le montant global du Compact financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le projet « Éducation et formation pour l'employabilité » qui a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

La première activité de ce projet qui porte sur l'éducation secondaire prévoit trois composantes fondamentales : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire à travers la contractualisation des performances et le renforcement des capacités de gestion des responsables desdits établissements, l'innovation pédagogique centrée sur l'élève et la réhabilitation de l'infrastructure ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information MASSAR et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

La deuxième activité de ce projet relative au développement de la formation professionnelle (FP) et de l'emploi comprend : 1) La création d'un fonds pour le financement des initiatives de création de nouveaux centres ou de reconversion de centres existants via un partenariat public-privé ; 2) L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ; 3) La promotion de l'emploi inclusif par des financements innovants permettant l'insertion des jeunes chômeurs et des femmes défavorisées dans le marché du travail ; 4) L'appui à la mise en place d'un système intégré d'observation du marché du travail.

Le présent AO fait suite à l'avis général de passation des marchés publié le **17 avril 2018** sur dgMarket, le **4 décembre 2018** sur UNDB Online, le **17 avril 2018** sur le site www.mcamorocco.ma et le **17 avril 2018** dans les journaux locaux : Alyaoum et le Matin.

L'Acheteur invite maintenant les entités éligibles (« Soumissionnaires ») à soumettre une offre pour la fourniture de **matériel informatique, multimédia et équipement de connectivité de 90 établissements scolaires bénéficiaires du projet « Education Secondaire » au niveau des régions de Tanger Tétouan Al Hoceima, de Fès Meknès et de Marrakech Safi sur une période de 30 mois**. De plus amples informations sur les biens et services connexes figurent dans les Conditions Particulières de Fourniture dans le dossier d'appel d'offres qui accompagne le présent AO (le « Dossier d'Appel d'Offres »).

Le présent AO est ouvert à tous les Soumissionnaires éligibles qui souhaitent y répondre. Sous réserve des restrictions énoncées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des entités éligibles peuvent s'associer à d'autres Soumissionnaires en vue d'optimiser leurs capacités à réaliser leur mission avec succès.

Les biens et services connexes, du contrat devant être attribué, sont divisés en deux tranches, comme suit :

- Une tranche de base de 10 mois pour les régions de Tanger Tétouan Al Hoceima ;
- Une tranche optionnelle de 24 mois pour les régions de Fès Meknès et de Marrakech Safi.

Ces deux tranches ne sont pas séquentielles.

Un Fournisseur sera sélectionné par voie d'**appel d'offres ouvert (Competitive Bidding)** dont la procédure d'évaluation est décrite dans le présent Dossier d'Appel d'Offres conformément aux « Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC », lesquelles sont disponibles sur le site web de la MCC (www.mcc.gov/ppg). Le processus de sélection, tel que décrit, comprendra l'examen et la vérification des qualifications et des réalisations antérieures, ainsi qu'un contrôle des références, avant l'attribution du marché.

Le Dossier d'Appel d'Offres comprend les sections suivantes :

PREMIÈRE PARTIE – PROCÉDURES D'APPEL D'OFFRES ET DE SÉLECTION

Section I Instructions aux Soumissionnaires (« IS »)

Cette section fournit des informations destinées à aider les Soumissionnaires potentiels à préparer leurs Offres ; elle fournit également des informations sur la soumission, l'ouverture et l'évaluation des Offres, ainsi que sur l'attribution de Marchés. **Les stipulations de cette section ne doivent pas être modifiées.**

Section II Fiches de données de l'Appel d'Offres (« FDAO »)

Cette section définit les conditions particulières spécifiques à chaque passation de marchés et vient compléter les informations contenues dans la Section I, Instructions aux Soumissionnaires.

Section III Critères d'évaluation et de qualification

Cette section décrit les critères employés pour évaluer les Offres et sélectionner le Soumissionnaire qui exécutera le Marché.

Section IV Formulaires de soumission des Offres

Cette section comprend le Formulaire de soumission des Offres, les Bordereaux des Prix des Biens, la Garantie d'Offre, l'Autorisation du Fabricant (si nécessaire) et d'autres formulaires à remplir par les Soumissionnaires et à joindre à leurs Offres.

DEUXIÈME PARTIE – CONDITIONS DE FOURNITURE

Section V Conditions Particulières de Fourniture

Cette section comprend la liste détaillée des Biens et Services connexes, les Calendriers de Livraison et d'Achèvement, les Spécifications et les Plans et Dessins Techniques décrivant les Biens et Services connexes qui font l'objet de la passation de marché.

TROISIÈME PARTIE – CONDITIONS DU CONTRAT ET FORMULAIRES CONTRACTUELS

Section VI Accord contractuel et Cahier des Clauses Administratives Générales (« CCAG »)

Cette section comprend le modèle de Contrat que l'Entité MCA et le Fournisseur se proposent de conclure. **Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales ne doivent pas être modifiées.**

Section VII Conditions spéciales du Contrat (CSC) et Annexe au Contrat

Cette section comprend les formulaires relatifs aux clauses du Contrat qui complètent le CCAG et qui doivent être remplis par l'Entité MCA pour

chaque passation de marchés de Biens et Services connexes. Cette section comprend également une Annexe au Contrat (Annexe A : Dispositions complémentaires) qui inclut des dispositions faisant partie intégrante des obligations qui incombent au Gouvernement et à l'Entité MCA en vertu du Compact et des documents connexes qui, conformément auxdits Compact et dispositions connexes, doivent être transférées à tout Fournisseur, Sous-traitant ou Associé impliqué dans la passation de marchés financés par la MCC. **Les stipulations et les clauses de l'Annexe A au modèle de contrat ne doivent pas être modifiées.**

Section VIII Formulaires contractuels

Cette section contient des formulaires qui seront remplis après l'attribution du Marché au Soumissionnaire retenu.

Veuillez noter qu'une réunion préalable à la Soumission d'offres **sera** organisée, tel que cela est décrit dans les Fiches de données de l'Appel d'Offres (« FDAO »), à la Section II du Dossier d'Appel d'Offres.

Les Soumissionnaires désireux de soumissionner doivent manifester leur intérêt en envoyant un courrier électronique indiquant leurs coordonnées complètes, à l'adresse ci-dessous. Ceci garantira aux Soumissionnaires la réception des mises à jour du présent AO.

Agent de passation de marchés

Pour l'Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée, Bureau de l'Agent de passation des marchés, Rabat- Morocco

Email: procurement@mcamorocco.ma

Les Offres doivent être déposées et de la manière indiquées dans les Fiches de données de l'Appel d'Offres (FDAO) à la clause 25.1 des IS, au plus tard le **24 juillet 2019 à 15h00mn, heure locale de Rabat.**

Toutes les Offres doivent être accompagnées d'une Garantie d'Offre, déposée sous les conditions, sous la forme et pour le montant indiqués sur les FDAO.

Il convient de noter que **seules les propositions électroniques** déposées via un lien de demande de fichier seront acceptées. Les modalités de soumissions électroniques étant uniquement celles décrites dans l'annexe 1 de la Section II- Fiches de données de l'appel d'offres (FDAO) - Procédures de soumission des propositions.

Il convient de noter que les propositions transmises par courrier électronique, ne sont pas acceptées.

Veillez agréer, Madame/Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Agent de passation de marchés

Pour le compte de l'Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée, Bureau de l'Agent de passation des marchés, Rabat- Maroc

procurement@mcamorocco.ma

Table des matières

<u>Section I. Instructions aux Soumissionnaires</u>	<u>2</u>
<u>A. Généralités 2</u>	
<u>B. Dossier d'Appel d'Offres.....</u>	<u>14</u>
<u>C. C. Préparation des Offres.....</u>	<u>16</u>
<u>D. Soumission et ouverture des Offres</u>	<u>22</u>
<u>E. Évaluation et comparaison des Offres.....</u>	<u>25</u>
<u>F. Attribution du Contrat</u>	<u>31</u>
<u>Section II. Fiches de données de l'Appel d'Offres</u>	<u>34</u>
<u>A. Généralités 34</u>	
<u>B. Dossier d'Appel d'Offres.....</u>	<u>34</u>
<u>C. Préparation des Offres.....</u>	<u>35</u>
<u>D. Soumission et ouverture des Offres</u>	<u>39</u>
<u>E. Évaluation et comparaison des Offres.....</u>	<u>40</u>
<u>F. Attribution du Contrat</u>	<u>41</u>
<u>Section III. Critères de qualification et d'évaluation.....</u>	<u>43</u>
<u>Section IV. Formulaires de soumission des Offres</u>	<u>50</u>
<u>BSF1 Formulaires de soumission des Offres.....</u>	<u>51</u>
<u>BSF1.1 Formulaire de certification d'entreprise publique.....</u>	<u>54</u>
<u>BSF2 Bordereau des Prix des Biens.....</u>	<u>59</u>
<u>BSF3 Bordereau des prix et Calendrier d'achèvement pour les Services connexes.....</u>	<u>71</u>
<u>BSF4 Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire</u>	<u>76</u>
<u>BSF5 Formulaire d'informations relatives aux associés d'une coentreprise</u>	<u>77</u>
<u>BSF6 Formulaire de Garantie d'Offre (Garantie bancaire)</u>	<u>78</u>
<u>BSF7 Formulaires des données environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité .</u>	<u>80</u>
<u>BSF8 Autorisation du fabricant.....</u>	<u>81</u>
<u>BSF9 Capacité financière du Soumissionnaire.....</u>	<u>82</u>
<u>BSF10 Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels et antérieurs impliquant le Soumissionnaire.....</u>	<u>83</u>
<u>BSF11 Références concernant les Contrats financés par la MCC</u>	<u>84</u>
<u>Section V. Conditions Particulières de Fourniture.....</u>	<u>86</u>
<u>SR1 Liste des Biens et calendrier de livraison.....</u>	<u>87</u>

<u>SR2</u>	<u>Liste des Services connexes et calendrier de réalisation</u>	<u>99</u>
<u>SR3</u>	<u>Spécifications Techniques.....</u>	<u>102</u>
<u>SR4</u>	<u>Plans</u>	<u>144</u>
<u>SR5</u>	<u>Inspections et Tests</u>	<u>145</u>
<u>SR6</u>	<u>Procédures environnementales, d'hygiène et de sécurité</u>	<u>150</u>
<u>Section VI.</u>	<u>Cahier des Clauses Administratives Générales.....</u>	<u>152</u>
<u>Section II.</u>	<u>Conditions Spéciales du Contrat</u>	<u>191</u>
<u>Annexe A :</u>	<u>Dispositions Complémentaires</u>	<u>200</u>
<u>Section III.</u>	<u>Formulaires contractuels.....</u>	<u>201</u>
	<u>Notification d'intention d'adjudication</u>	<u>202</u>
	<u>Notification d'Adjudication de Contrat</u>	<u>203</u>
	<u>Accord Contractuel 204</u>	
	<u>Formulaire d'attestation de conformité aux sanctions</u>	<u>206</u>
	<u>Formulaire d'auto-certification à remplir par les consultants/sous-traitants/fournisseurs</u>	<u>211</u>
	<u>Garantie Bancaire d'Exécution.....</u>	<u>213</u>
	<u>Garantie bancaire de restitution de paiement anticipé</u>	<u>215</u>

**PREMIÈRE PARTIE :
PROCÉDURES D'APPEL
D'OFFRES ET DE SÉLECTION**

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

A. Généralités

Dans la Première partie (Procédures d'Appel d'Offres et de Sélection) du présent Dossier d'Appel d'Offres, les mots et expressions qui suivent ont les significations indiquées ci-dessous. Ces définitions ne s'appliquent pas aux termes et expressions figurant dans les sections qui constituent la Troisième partie (Conditions du Contrat et Formulaires contractuels) du présent Dossier d'Appel d'Offres, dans laquelle lesdits termes et expressions ont la signification qui leur est donnée dans les sous-clauses 1.1 et 1.2 du CCAG, sauf indication contraire.

- (a) « Addendum » ou « Addenda » désigne un amendement au présent Dossier d'Appel d'Offres porté par l'Entité MCA.
- (b) « Associé » désigne toute entité constituant le Soumissionnaire ou Fournisseur. Un Sous-traitant n'est pas un Associé.
- (c) « Association », « Coentreprise » (« JV » en anglais) ou « consortium » désigne une association d'entités constituant le Soumissionnaire ou Fournisseur, avec ou sans un statut juridique distinct de celui de ses membres.
- (d) « FDAO » désigne les Fiches de données de l'Appel d'Offres visées à la Section II du présent Dossier d'Appel d'Offres utilisées pour refléter des exigences et/ou conditions spécifiques.
- (e) « Offre » désigne une offre pour la fourniture des Biens et Services connexes, soumise par un Soumissionnaire en réponse au présent Dossier d'Appel d'Offres.
- (f) « Soumissionnaire » désigne toute entité qui soumet une Offre.
- (g) « Dossier d'Appel d'Offres » désigne le présent dossier et ses modifications éventuelles, préparé par l'Acheteur en vue de sélectionner un Fournisseur.
- (h) « Compact » désigne le Compact du Millennium Challenge **identifié dans les FDAO**.
- (i) « confirmation » désigne une confirmation écrite.
- (j) « Contrat » désigne le contrat proposé à la signature entre l'Acheteur et le Fournisseur, y compris toutes les pièces jointes, les annexes et tous les documents incorporés par référence à celles-ci, dont un modèle est fourni dans la Troisième partie du présent Dossier d'Appel d'Offres.
- (k) « jour » désigne un jour calendaire.
- (l) « Destination finale » désigne l'endroit (les endroits) où les Biens doivent être livrés ou installés, de la manière

indiquée à la clause 15.6 des IS.

- (m) « CCAG » désigne le Cahier des Clauses Administratives Générales.
- (n) « Biens » désigne l'ensemble des biens, matières premières, machines et équipements et/ou autres matériaux que le Fournisseur doit fournir à l'Acheteur conformément au Contrat.
- (o) « Gouvernement » désigne le gouvernement identifié dans les **FDAO**.
- (p) « Normes de Performance d'IFC » désigne les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale.
- (q) « Instructions aux Soumissionnaires » ou « IS » fait référence à la Section I du présent Dossier d'Appel d'Offres, y compris toutes les modifications, qui fournit aux Soumissionnaires toutes les informations nécessaires à la préparation de leurs Offres.
- (r) « par écrit » signifie communiqué par écrit (par exemple, par courrier, courriel, télécopie) avec accusé de réception.
- (s) « Millennium Challenge Corporation » ou « MCC » désigne un organisme du Gouvernement américain agissant au nom du Gouvernement des États-Unis.
- (t) « Financement MCC » désigne le Financement de la MCC mis à la disposition du Gouvernement conformément aux dispositions du Compact.
- (u) « Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC » ou « Directives de la MCC » désigne les Directives de la MCC applicables à la passation des marchés, ainsi que les modifications éventuelles y afférentes apportées périodiquement et pouvant être consultées sur le site web de la MCC à l'adresse : www.mcc.gov/ppg.
- (v) « Réunion préalable à la Soumission d'offres » désigne la réunion préalable à la Soumission d'offres spécifiée dans l'IS 8.2 des FDAO, au besoin.
- (w) « Acheteur » ou « Entité MCA » désigne l'entité responsable **identifiée dans les FDAO**, et la partie avec laquelle le Fournisseur signe le Contrat de fourniture des Biens et Services connexes.
- (x) « Services connexes » désignent les services accessoires à la fourniture des Biens tels que : assurance, installation, formation et maintenance initiale et autres obligations similaires du Fournisseur au titre du Contrat.

- (y) « CSC » désigne les Conditions spéciales du Contrat.
- (z) « Conditions Particulières de Fourniture » désignent les documents inclus dans la Deuxième partie du présent Dossier d'Appel d'Offres, qui décrivent les spécifications techniques et les autres exigences liées aux Biens et Services connexes.
- (aa) « Sous-traitant » désigne toute entité auprès de laquelle un Soumissionnaire a l'intention de sous-traiter toute partie de la fourniture des Biens et Services connexes.
- (bb) « Fournisseur » désigne l'entité qui fournit les Biens et Services connexes à l'Acheteur dans le cadre du Contrat.
- (cc) « Taxes » a la signification qui lui est donnée dans le Compact.
- (dd) « Traite des personnes » ou « TDP » a la signification qui lui est donnée dans les Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC.

1. Objet du Marché

L'Acheteur a diffusé une Invitation à soumissionner pour la passation de marchés de Biens et Services connexes tels qu'indiqués dans la Section V, Conditions Particulières de Fourniture. Le nom et le numéro d'identification du Contrat, ainsi que le nombre et la description du ou des lots, **figurent dans les FDAO.**

L'Acheteur n'est pas tenu d'accepter l'une quelconque des Offres et se réserve le droit, à tout moment avant l'attribution du Contrat, d'annuler la procédure de passation de marchés sans encourir aucune responsabilité envers le Soumissionnaire.

2. Origine des Financements

Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la MCC, et le Gouvernement ont conclu le Compact. Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'Entité MCA, entend utiliser une partie du Financement MCC pour des paiements éligibles en vertu du présent Contrat. Tous paiements effectués au titre du Financement MCC seront soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, et notamment aux restrictions sur l'utilisation et le décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Entité MCA ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC. Le Compact et les documents s'y rapportant sont disponibles sur le site web de la MCC (www.mcc.gov) et sur le site web de l'Entité MCA.

3. Fraude et Corruption

La MCC exige que tous les bénéficiaires du Financement MCC, y compris l'Entité MCA et tous les candidats, Soumissionnaires, Fournisseurs, entrepreneurs, Sous-traitants, consultants et sous-consultants au titre de tous contrats financés par la MCC, observent

les normes d'éthique les plus strictes lors de la passation et de l'exécution desdits contrats. La Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption (AFC) de la MCC ») s'applique à toutes les passations de marchés et à tous les contrats impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de la MCC. La Politique AFC de la MCC exige que les sociétés et organismes bénéficiant de fonds de la MCC reconnaissent avoir connaissance de la Politique AFC de la MCC et certifient avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et corruption.

(a) Aux fins de ces dispositions, les termes ci-après sont définis de la façon suivante, et parfois repris collectivement dans le présent document sous l'appellation « Pratiques de fraude et corruption » :

i) « **coercition** » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d'une partie, influencer indûment les actions d'une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de financements de la MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d'une procédure de passation de marchés ou de l'exécution d'un contrat ;

ii) « **collusion** » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, frauduleuse, d'obstruction ou prohibée, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l'Entité responsable des avantages d'une concurrence libre et ouverte ;

iii) « **corruption** » désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d'un fonctionnaire, du personnel de l'Entité responsable, du personnel de la MCC, des consultants, ou des employés d'autres organismes participant à des activités financées, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décisions ou à l'examen de décisions, ainsi qu'à la poursuite du processus de sélection, ou encore au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d'un contrat ou en vue de l'exécution d'un contrat ;

iv) « **fraude** » désigne tout acte ou omission, y compris toute

déclaration inexacte qui, sciemment ou par négligence, induit ou tente d'induire en erreur une partie afin d'obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris tout acte ou omission visant à influencer (ou tenter d'influencer) un processus de sélection ou l'exécution d'un contrat, ou à éviter (ou tenter d'éviter) une obligation ;

v) « ***obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption*** », tout acte posé dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC qui : a) cause la destruction, la falsification, la modification ou la dissimulation délibérées de preuves, ou qui consiste en une fausse (de fausses) déclaration(s) à des enquêteurs ou à tout fonctionnaire dans le but d'entraver une enquête sur des allégations de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, ou de pratiques interdites ; ou qui b) menace, harcèle ou intimide une partie pour l'empêcher soit de divulguer sa connaissance d'informations pertinentes en rapport avec une enquête soit de poursuivre l'enquête ; ou qui c) vise à empêcher la réalisation d'une inspection et/ou l'exercice des droits de vérification de la MCC et/ou du Bureau de l'inspecteur général (OIG) responsable pour le compte de la MCC, tels que prévus en vertu d'un compact, d'un accord de programme de seuil, ou d'accords connexes.

vi) « ***pratiques interdites*** » désigne toute action en violation de la Section E (respect de la loi sur la lutte contre la corruption, sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, sur le financement du terrorisme, sur la Traite des personnes et d'autres restrictions) de l'Annexe des Dispositions générales qui fera partie des contrats financés par la MCC.

- (b) L'Entité MCA rejettera une Offre (et la MCC refusera l'approbation d'une adjudication proposée) si elle décide que le Soumissionnaire qui a été retenu s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites en soumissionnant au Contrat.
- (c) La MCC et l'Entité MCA ont le droit de sanctionner un Soumissionnaire, y compris déclarer le Soumissionnaire inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée de temps, pour l'attribution d'un contrat financé par la MCC si à tout moment la MCC ou l'Entité MCA détermine que le Soumissionnaire s'est livré, directement ou

par l'intermédiaire d'un agent, à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en soumissionnant ou en exécutant un tel contrat.

- (d) La MCC et l'Entité MCA ont le droit d'exiger qu'une disposition soit incluse dans le Contrat obligeant le Fournisseur sélectionné à autoriser l'Entité MCA, la MCC ou toute personne désignée par la MCC, à procéder à l'inspection des comptes, dossiers et autres documents du Fournisseur ou de tous Sous-traitants liés à la préparation et à la soumission de l'Offre ou à l'exécution du Contrat, ainsi qu'à ordonner l'audit desdits comptes, dossiers et autres documents par des auditeurs désignés par la MCC ou par l'Entité MCA, avec l'approbation de la MCC.
- (e) En outre, la MCC a le droit d'annuler toute portion du Financement MCC alloué au Contrat si elle vient à constater qu'un représentant d'un bénéficiaire du Financement MCC s'est livré à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou de pratiques interdites pendant le processus de sélection ou l'exécution d'un Contrat financé par la MCC, sans que l'Entité MCA ait pris à temps et à la satisfaction de la MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation.

**4. Exigences
environnementales et
sociales**

Traite des personnes

La MCC a une politique de tolérance zéro en ce qui concerne la Traite des personnes. La Traite des personnes (« TDP ») est un crime qui consiste à agir par la force, la fraude et/ou la coercition pour exploiter une autre personne. La TDP peut prendre la forme de la servitude domestique, du péonage, du travail forcé, de la servitude sexuelle, de l'asservissement pour dette et de l'utilisation des enfants soldats. Cette pratique prive l'être humain de ses droits et de sa liberté, augmente les risques sanitaires mondiaux, alimente les réseaux du crime organisé en pleine croissance et peut accroître le niveau de pauvreté et ralentir le développement. La MCC s'engage à œuvrer avec les pays partenaires pour que des mesures appropriées soient prises pour prévenir, atténuer et contrôler les risques de TDP dans lesdits pays et dans les projets qu'elle finance.

Des renseignements supplémentaires sur les exigences de la MCC pour lutter contre la Traite des personnes sont énoncées dans la Politique de lutte contre la Traite des personnes (« TDP ») de la MCC disponible sur le site web de la MCC (<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>). Tous les contrats financés par la MCC doivent se conformer aux exigences minimales de conformité pour la lutte contre la TDP établies par ladite Politique. Les Contrats classés à haut risque de TDP par la MCC doivent mettre en œuvre un Plan de gestion des risques en matière de TDP (qui doit être élaboré par l'Entité MCA et être mis en œuvre par l'entrepreneur correspondant).

**Directives
environnementales de la
MCC et Normes de
Performance d'IFC**

Les projets financés par la MCC dans le cadre d'un Compact seront élaborés et mis en œuvre conformément aux Directives environnementales de la MCC (telles que définies ci-dessous), y compris les normes de performance environnementale et sociale énoncées dans les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale, telles que modifiées de temps à autre. Le Soumissionnaire doit s'assurer que ses activités, y compris toutes activités effectuées par les Sous-traitants, en vertu du Contrat sont conformes aux Directives environnementales de la MCC (l'expression étant entendue comme définie dans le Compact ou accord connexe et disponible à l'adresse [http:// www.MCC.gov](http://www.MCC.gov)) et ne sont pas « de nature à causer un important risque environnemental, sanitaire ou de sécurité » tel que défini dans lesdites Directives environnementales. Le Soumissionnaire doit aussi se conformer aux Normes de performance d'IFC pour l'application du Contrat. Des informations supplémentaires sur les Normes de performance sont disponibles à l'adresse suivante :

http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc

external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards

5. Qualification et éligibilité des Soumissionnaires

5.1 Les critères de qualification et d'éligibilité énoncés dans le Dossier d'Appel d'Offres s'appliqueront au Soumissionnaire et à toutes les entités constituant le Soumissionnaire.

Les Soumissionnaires doivent satisfaire aux critères d'admissibilité énoncés dans le présent Dossier d'Appel d'Offres et tels que contenus dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC régissant les marchés financés par la MCC en vertu du Compact.

Coentreprises ; Sous-traitants

5.3 Toute entité éligible peut soumissionner individuellement ou dans le cadre d'une coentreprise. Si un Soumissionnaire est une coentreprise ou se propose de se constituer en coentreprise a) tous les membres de la coentreprise seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Contrat ; et b) la coentreprise désignera un représentant qui sera habilité à mener toutes les activités au nom de chaque membre et pour le compte de tous les membres de la coentreprise.

5.4 Sous réserve des restrictions énoncées dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, tout Soumissionnaire peut proposer de sous-traiter une partie du Contrat conformément à ses termes et à condition d'indiquer clairement les noms et coordonnées du sous-traitant dans l'Offre soumise par le Soumissionnaire.

5.5 Les critères de qualification applicables aux Soumissionnaires parallèlement à ceux énoncés dans les présentes Instructions aux Soumissionnaires sont indiqués à la Section III, Critères de qualification et d'évaluation.

5.6 Les Soumissionnaires doivent également satisfaire aux critères d'éligibilité contenus dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC régissant les marchés financés par la MCC en vertu du Compact. Si un Soumissionnaire a l'intention de s'adjoindre un associé ou de sous-traiter une partie du Contrat, ledit associé ou Sous-traitant sera également soumis à l'application des critères d'éligibilité énoncés dans le présent Dossier d'Appel d'Offres et dans les Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC.

5.7 Les Soumissionnaires doivent justifier de la continuation de leur éligibilité, à la satisfaction de l'Acheteur, en réponse aux demandes raisonnables de l'Acheteur à cet effet.

Conflit d'intérêts

5.8 Un Soumissionnaire ne doit pas avoir de conflit d'intérêts. Tout Soumissionnaire en situation de conflit d'intérêts doit être disqualifié, sauf si le conflit d'intérêts a été atténué et si l'atténuation a été approuvée par la MCC. L'Acheteur exige des Soumissionnaires et des Fournisseurs qu'ils défendent avant tout et en permanence les intérêts de l'Acheteur, qu'ils évitent scrupuleusement tout conflit d'intérêts, y compris des conflits d'intérêts avec d'autres missions ou avec les intérêts de leurs propres entreprises, et qu'ils agissent sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure. Sans limitation de la portée générale de ce qui précède, un Soumissionnaire ou Fournisseur, notamment toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou Fournisseur et tout Sous-traitant d'une partie du Contrat, y compris les services connexes, ainsi que leurs personnels et affiliés respectifs, peut être considéré comme ayant un conflit d'intérêts et être disqualifié ou exclu s'il :

- (a) compte au moins un partenaire dominant commun avec une ou plusieurs autres parties dans la procédure envisagée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres ; ou
- (b) a le même représentant légal qu'un autre Soumissionnaire aux fins du présent Appel d'Offres ; ou
- (c) a une relation, directement ou par l'intermédiaire de tiers communs, lui permettant d'avoir accès à des informations sur l'Offre d'un autre Soumissionnaire ou d'influencer celle-ci ou d'influencer les décisions de l'Acheteur au sujet de la procédure de sélection concernant le présent marché ; ou
- (d) participe à plus d'une Offre dans le cadre de la présente procédure ; la participation d'un Soumissionnaire à plus d'une Offre entraîne la disqualification dudit Soumissionnaire de toutes les procédures d'Appel d'Offres auxquelles il participe ; cependant, cette disposition n'interdit pas l'inclusion d'un même Sous-traitant dans plus d'un Appel d'Offres ; ou
- (e) est lui-même, ou a une entreprise ou une relation familiale avec i) un membre du Conseil d'administration ou du personnel de l'Entité MCA, ii) l'Agent de passation des marchés, l'Agent financier ou l'auditeur (tel que défini dans le Compact ou les accords connexes) engagé par l'Entité MCA dans le cadre du Compact, directement ou indirectement impliqué dans une partie A) de la préparation du présent Dossier d'Appel d'Offres, B) du processus de sélection

concernant le présent marché, ou C) de la supervision du Contrat, sauf si le conflit découlant de cette relation a été résolu d'une manière jugée acceptable par la MCC ;
ou

- (f) l'un quelconque de ses affiliés a été ou est actuellement engagé par l'Entité MCA comme Agent de passation des marchés ou comme Agent financier en vertu du Compact.

5.9 Tout Soumissionnaire engagé par l'Acheteur pour fournir des biens, des travaux ou des services autres que des services de Consultants au titre d'un projet, ainsi que l'un quelconque de ses affiliés, doit être exclu de la fourniture de services de Consultants en rapport avec lesdits biens, travaux et services. À l'inverse, un Soumissionnaire engagé pour fournir des services de Consultants en vue de l'élaboration ou de la mise en œuvre d'un projet, ainsi que ses affiliés, doit être exclu par la suite de la fourniture de biens, travaux ou services autres que des services résultant desdits services de Consultants ou directement liés à ceux-ci en vue de l'élaboration ou de la mise en œuvre du projet concerné.

5.10 Les Soumissionnaires et le Fournisseur ont l'obligation de divulguer toute situation de conflit réel ou potentiel qui les met dans l'impossibilité de servir au mieux l'intérêt de l'Acheteur, ou qui peut raisonnablement être perçue comme ayant cet effet. La non-divulgaration d'une telle situation peut entraîner la disqualification du Soumissionnaire ou la résiliation du Contrat.

Entreprises publiques

5.11 Les entreprises publiques (en anglais « GOE ») ne sont pas admises à concourir en vue de l'obtention des marchés de biens ou travaux financés par la MCC. Les entreprises publiques a) ne peuvent pas être parties à un quelconque contrat financé par la MCC pour la fourniture de travaux ou de biens par le biais d'un processus d'appel d'offres ouvert, d'un appel d'offres restreint, d'un contrat de gré à gré ; et b) ne peuvent pas être pré-qualifiées pour un quelconque contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et devant être octroyé par l'une de ces méthodes. Cette interdiction ne s'applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement ou aux établissements d'enseignement et centres de recherche du secteur public ainsi qu'aux entités statistiques ou de cartographie, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n'ont pas été constituées principalement à des fins commerciales, ou pour lesquelles une exception est accordée

par la MCC conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC. Tous les Soumissionnaires doivent certifier leur statut comme l'exige le Formulaire BSF1.1 de soumission des Offres.

- Inadmissibilité et exclusion**
- 5.12 Aucun Soumissionnaire ou Fournisseur, aucune partie constituant le Soumissionnaire ou Fournisseur, ni aucun Sous-traitant pour une partie quelconque du Contrat, y compris des services connexes, ou leurs affiliés et employés respectifs, ne pourra être une personne physique ou morale a) faisant l'objet d'une déclaration d'inéligibilité pour cause d'engagement dans une pratique de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou dans une pratique interdite selon les dispositions de la clause 3.1 des IS ci-dessus, ou b) ayant été déclarée inadmissible à participer à une passation de marché conformément aux procédures définies dans la Dixième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l'admissibilité) qui peuvent être consultées sur le site web de la MCC à l'adresse www.mcc.gov/ppg. Le non-respect de cette disposition rend également inadmissible à la participation au présent marché toute entité établie ou ayant son siège social ou une part importante de ses activités dans un pays soumis aux sanctions ou restrictions imposées par la législation ou la politique des États-Unis.
- 5.13 Un Soumissionnaire ou Fournisseur, toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou Fournisseur, et tous Sous-traitants pour une partie quelconque du Contrat, y compris des services connexes, et leurs affiliés et employés respectifs n'ayant pas été rendus inadmissibles par ailleurs pour une raison décrite dans la présente clause 5 des IS seront néanmoins exclus de la procédure si :
- (a) conformément à la loi et aux règlements officiels du pays, le Gouvernement interdit les relations commerciales avec le pays du Soumissionnaire ou Fournisseur (y compris ses Associés, Sous-traitants et leurs affiliés respectifs). Les pays sous sanctions ou restrictions en vertu des lois ou de la politique des États-Unis à la date du présent Dossier d'Appel d'Offres sont **énumérés dans les FDAO** ; ou
 - (b) en application d'une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement interdit toute importation de biens en provenance du pays du

Soumissionnaire ou du Fournisseur (y compris ses Associés et Sous-traitants, ainsi que leurs affiliés respectifs) ou tout paiement aux entités présentes dans ledit pays ; ou

- (c) ce Soumissionnaire ou Fournisseur, toutes les parties constituant le Soumissionnaire ou le Fournisseur, tout Sous-traitant, Associé, ou leurs personnels ou affiliés respectifs sont autrement jugés inéligibles par la MCC en vertu d'une politique ou d'une directive susceptible d'entrer en vigueur périodiquement, telle que publiée sur le site web de la MCC (www.mcc.gov).

**Justification de la
continuation de l'éligibilité**

- 5.14 Les Soumissionnaires et le Fournisseur doivent justifier de la continuation de leur éligibilité d'une manière jugée satisfaisante par l'Acheteur en réponse aux demandes raisonnables de l'Acheteur à cet effet.

**Commissions et
gratifications**

- 5.15 Le cas échéant, le Soumissionnaire ou Fournisseur communiquera des informations sur les commissions et les gratifications ayant été payées ou devant être payées au titre de la présente passation de marché ou de son Offre et, pendant la période d'exécution du Contrat, si le marché a été attribué à ce Soumissionnaire, conformément aux dispositions du Formulaire de soumission des Offres (BSF1) de la Section IV. Formulaires de soumission des Offres.

**6. Biens et Services
connexes éligibles**

- 6.1 Les Biens et Services connexes à fournir selon les modalités du Contrat peuvent provenir de tout pays sous réserve du respect des mêmes restrictions que celles spécifiées pour les Soumissionnaires et le Fournisseur, conformément à la clause 5 des IS ci-dessus. Sur requête de l'Acheteur, les Soumissionnaires devront fournir une preuve de l'origine des Biens et Services connexes.
- 6.2 Aux fins de la clause 6.1 des IS, « provenance » désigne l'endroit où les Biens sont extraits, implantés, cultivés, produits, fabriqués ou traités. Les biens sont produits lors de la création, grâce à un processus de fabrication, traitement ou assemblage important ou substantiel, d'un produit fini ayant une valeur commerciale dont les caractéristiques de base, la finalité ou l'utilité sont très différentes de ses composants d'origine. En ce qui concerne les Services connexes, le terme « provenance » désigne l'endroit à partir duquel les Services connexes sont fournis.

B. Dossier d'Appel d'Offres

7. Sections du Dossier d'Appel d'Offres

- 7.1 Le présent Dossier d'Appel d'Offres est composé de la Première partie, de la Deuxième partie et de la Troisième partie comprenant toutes les sections énoncées ci-dessous et doit être lu conjointement avec tous les addenda émis conformément à la clause 9 des IS.

Première partie – Procédures d'Appel d'Offres et de Sélection

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires
- Section II. Fiches de données de l'Appel d'Offres
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification
- Section IV. Formulaires de soumission des Offres

Deuxième partie – Conditions de fourniture

- Section V. Conditions Particulières de Fourniture

Troisième partie – Formulaires contractuels

- Section VI. Accord contractuel et Cahier des Clauses Administratives Générales
- Section VII. Conditions spéciales du Contrat et Annexe au Contrat
- Section VIII. Formulaires contractuels

- 7.2 L'Invitation à soumissionner émise par l'Acheteur ne fait pas partie du Dossier d'Appel d'Offres.

- 7.3 L'Acheteur n'est pas responsable de l'exhaustivité du présent Dossier d'Appel d'Offres et de ses Addenda, si ceux-ci n'ont pas été obtenus directement auprès de la source indiquée par l'Entité MCA dans le cadre de l'Invitation à soumissionner.

- 7.4 Il est attendu du Soumissionnaire qu'il examine toutes les instructions, les formulaires, conditions et Conditions Particulières de Fourniture du présent Dossier d'Appel d'Offres. Le fait de ne pas fournir tous les renseignements ou documents exigés par le présent Dossier d'Appel d'Offres peut entraîner le rejet de l'Offre.

8. Clarification du Dossier d'Appel d'Offres

- 8.1 Tout Soumissionnaire potentiel désireux d'obtenir des clarifications sur le présent Dossier d'Appel d'Offres doit saisir l'Entité MCA par écrit, y compris par courriel ou par télécopie à l'adresse de l'Entité MCA **indiquée dans les FDAO**. L'Entité MCA répondra à toute demande de clarifications, à

condition qu'elle ait été reçue au plus tard dans un délai ne dépassant pas le nombre de jours **indiqué dans les FDAO** avant la date limite de soumission des Offres. L'Entité MCA doit envoyer une copie écrite des réponses, y compris un descriptif de la demande de clarifications, sans en identifier l'origine, à tous les Soumissionnaires présélectionnés ou inscrits ou ayant obtenu le Dossier d'Appel d'Offres directement auprès de l'Entité MCA à la date **indiquée dans les FDAO**. L'Entité MCA affichera également une copie des réponses et des descriptifs de demandes de clarifications sur le site web de l'Entité MCA **indiqué dans les FDAO**. Si la clarification entraîne la modification d'éléments essentiels au présent Dossier d'Appel d'Offres, l'Entité MCA doit modifier le présent Dossier d'Appel d'Offres conformément à la procédure prévue à la clause 9 des IS.

- 8.2 Le représentant nommé par le Soumissionnaire est invité à assister à une réunion préalable à la soumission d'offres, **si une telle réunion est prévue dans les FDAO**. La réunion a pour objectif de clarifier les préoccupations et d'apporter des réponses aux questions concernant les préoccupations susceptibles d'être soulevées à ce stade. La participation à une réunion préalable à la soumission d'offres est fortement recommandée, mais n'est pas obligatoire. La participation à une réunion préalable à la soumission d'offres et/ou la visite de sites ne sont pas prises en compte aux fins d'évaluation des Offres.
- 8.3 Le procès-verbal de ladite réunion, y compris le texte des questions posées, sans identifier la source, sera affiché sur le site web de l'Entité MCA comme indiqué dans l'IS 8.1 des FDAO et sera communiqué par écrit à tous les Soumissionnaires inscrits ou ayant obtenu le Dossier d'Appel d'Offres directement auprès de l'Entité MCA. Toute modification du Dossier d'Appel d'Offres qui s'imposerait à la suite de la réunion préalable à la Soumission d'offres sera effectuée exclusivement par l'Entité MCA via la publication d'un Addendum et non par le biais du procès-verbal de ladite réunion préalable à la soumission d'offres.

9. Modification du Dossier d'Appel d'Offres

- 9.1 À tout moment avant l'expiration du délai de soumission des Offres, l'Entité MCA peut modifier le Dossier d'Appel d'Offres par le biais d'Addenda.
- 9.2 Tous les Addenda publiés font partie intégrante du présent Dossier d'Appel d'Offres affiché sur le site web de l'Entité MCA et doivent être communiqués par écrit à tous les Soumissionnaires inscrits ou ayant obtenu le Dossier d'Appel

d'Offres directement auprès de l'Entité MCA.

9.3 Afin d'accorder aux Soumissionnaires potentiels un délai raisonnable qui tient compte d'un Addendum lors de la préparation de leur Offre, l'Entité MCA peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission des Offres.

C. Préparation des Offres

10. Coût de l'appel d'offres

10.1 Le Soumissionnaire assume tous les coûts associés à la préparation et à la soumission de son Offre et à la finalisation du Contrat. L'Acheteur n'est pas responsable de ces coûts, quel que soit le déroulement ou le résultat du processus d'appel d'offres.

11. Langue de l'Offre

11.1 L'Offre, et toutes correspondances et documents se rapportant à l'Offre, qui auront été échangés entre le Soumissionnaire et l'Acheteur, doivent être rédigés dans la langue **indiquée dans les FDAO**. Les pièces justificatives et les brochures imprimées faisant partie intégrante de l'Offre peuvent être dans une autre langue, à condition d'être accompagnées d'une traduction précise des passages importants dans la langue spécifiée dans les FDAO, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'Offre, la version rédigée dans ladite langue fait foi.

12. Documents constituant l'Offre

12.1 L'Offre soumise par le Soumissionnaire doit comprendre :

- (a) Tous les Formulaires d'Offre conformes aux dispositions de la Section IV. Les Formulaires d'Offre, y compris le Formulaire de soumission des Offres et les Bordereaux des Prix des Biens pertinents, conformément aux clauses 13, 15 et 16 des IS ;
- (b) la Garantie d'Offre, conformément à la clause 22 des IS ;
- (c) la confirmation écrite autorisant le signataire de l'Offre à engager le Soumissionnaire, conformément à la clause 23 des IS ;
- (d) des preuves documentaires conformes à la clause 17 des IS montrant que le Soumissionnaire est en droit de soumettre l'Offre ;
- (e) des preuves documentaires conformes à la clause 18 des IS, montrant que les Biens et Services connexes à fournir par le Soumissionnaire sont d'une provenance éligible ;
- (f) des preuves documentaires conformes à la clause 19 des IS, montrant que les Biens et Services connexes sont conformes au Dossier d'Appel d'Offres ;
- (g) des preuves documentaires conformes à la clause 20 des IS,

attestant des qualifications du Soumissionnaire pour exécuter le marché si son Offre est acceptée ; et

(h) tous autres documents **requis en vertu des FDAO**.

**13. Formulaire de
soumission des Offres et
Bordereau des Prix**

13.1 Le Formulaire de soumission des Offres et le Bordereau des Prix doivent être préparés en utilisant les formulaires appropriés fournis à la Section IV. Formulaires de soumission des Offres. Ces formulaires doivent être remplis sans en modifier le texte, et aucune substitution ne doit être acceptée. Tous les espaces vierges doivent être remplis en fournissant les informations demandées.

14. Offres de substitution

14.1 Sauf indication contraire **spécifiée dans les FDAO**, il ne sera tenu compte d'aucune Offre de substitution.

**15. Prix des Offres et
remises**

15.1 Les prix et remises indiqués par un Soumissionnaire dans le Formulaire de soumission des Offres et dans les Bordereaux des Prix des Biens doivent se conformer aux stipulations ci-dessous. Les remises ne sont autorisées qu'en cas de soumission d'Offres pour plusieurs lots et seront prises en compte durant le processus d'évaluation spécifiée à la Section III. Critères de qualification et d'évaluation.

15.2 Le Soumissionnaire doit énumérer tous les lots et articles et en fixer les prix séparément dans les Bordereaux des Prix des Biens. Les éléments pour lesquels aucun prix n'aura été indiqué par le Soumissionnaire ne seront pas payés par l'Acheteur, et ils seront considérés comme étant couverts par d'autres éléments dans les Bordereaux des Prix des Biens. Les lots ou éléments non compris dans les Bordereaux des Prix des Biens seront considérés comme devant être exclus de l'Offre et, à condition que l'Offre soit sensiblement conforme, l'ajustement correspondant sera dûment entrepris conformément à la clause 31.6 des IS.

15.3 Le prix à indiquer dans le Formulaire de soumission des Offres conformément à la clause 13.1 des IS doit être le prix total de l'Offre, à l'exclusion de toutes remises accordées.

15.4 Le Soumissionnaire doit indiquer toutes remises inconditionnelles et la méthode par laquelle les mettre en application dans le Formulaire de soumission des Offres conformément à la clause 13.1 des IS.

15.5 Les sigles EXW, CIF, CIP et autres concepts similaires doivent être régis par les règles prévues par l'édition Incoterms **spécifiée dans les FDAO** publiée par la Chambre de commerce internationale.

15.6 Les prix doivent être indiqués de la manière indiquée dans chaque Bordereau des Prix compris dans la Section IV. Formulaires d’Offre, comme suit :

- a) le prix tout compris des Biens à condition de vente de type rendu droits acquittés, y compris le transport, l’assurance et tous les services requis pour la livraison des Biens à leur Destination finale **spécifiée dans les FDAO** ;
- b) le prix de chaque élément comprenant les Services connexes tels que spécifiés dans les Conditions Particulières de Fourniture (autres que le transport, l’assurance et les autres services requis pour la livraison des Biens à leur Destination finale).

15.7 Les prix indiqués par le Soumissionnaire doivent être fixés pour la durée d’exécution du Contrat par le Soumissionnaire et ne doivent en aucun cas faire l’objet de variations, sauf indication contraire des **FDAO**. Les Offres soumises avec des « prix ajustables » doivent être considérées comme non conformes et doivent être rejetées, conformément à la clause 31 des IS. Si toutefois, **conformément aux FDAO**, les prix indiqués par le Soumissionnaire doivent être soumis à variation au cours de l’exécution du Contrat, une Offre soumise avec des prix fixes ne doit pas être rejetée, et la correction doit être traitée comme étant égale à zéro.

15.8 Si cela est prévu à la clause 1.1 des IS dans les FDAO, les Soumissionnaires intéressés seront invités à soumissionner pour des Contrats individuels (lots) ou pour n’importe quelle combinaison de Contrats (corps d’état). Sauf indication contraire des **FDAO**, les prix indiqués correspondront à 100 % des éléments indiqués pour chaque lot et à 100 % des quantités indiquées pour chaque élément d’un lot. Les Soumissionnaires qui souhaitent offrir une réduction de prix (remise) en cas d’adjudication de plus d’un Contrat (lot) indiqueront la réduction de prix applicable conformément à la clause 15.4 des IS, à condition que les Offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

15.9 La clause 15 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (Section VI) énonce les dispositions fiscales du Contrat. Les Soumissionnaires doivent examiner cette clause avec soin dans la préparation de leur Offre.

16. Monnaies de l’Offre

16.1 La ou les devises de l’Offre sont telles que **spécifiées dans les FDAO**.

17. Documents établissant l’éligibilité du

17.1 Pour établir leur éligibilité conformément à la clause 5 des IS, les Soumissionnaires doivent remplir le Formulaire de

Soumissionnaire

Soumission des Offres (BSF1) fourni à la Section IV. Formulaires de soumission des Offres.

18. Documents établissant l'éligibilité des Biens et Services connexes

- 18.1 Pour établir l'éligibilité des Biens et Services connexes conformément à la clause 5 des IS, les Soumissionnaires doivent remplir les déclarations du pays de provenance comprises dans les Formulaires des Bordereaux des Prix des Biens (BSF2, BSF3) à la Section IV. Formulaires de soumission des Offres.
- 18.2 Si **les FDAO le prévoient**, tout Soumissionnaire ne fabriquant pas ou ne produisant pas les Biens qu'il envisage de fournir doit soumettre une Autorisation du Fabricant au moyen du formulaire inclus dans la Section IV. Formulaires d'Offre pour montrer que le fabricant ou le producteur des Biens l'a dûment autorisé à fournir ces Biens au Maroc. Autrement, si **les FDAO le prévoient**, le Soumissionnaire doit être un Fabricant de l'équipement d'origine (FEO) et doit fabriquer ou produire les Biens qu'il envisage de fournir.
- 18.3 Si **les FDAO le prévoient**, dans le cas d'un Soumissionnaire qui n'exerce pas ses activités au Maroc, ledit Soumissionnaire doit être (si le Contrat lui est attribué) représenté par un Agent dans le pays équipé à cette fin et à même de remplir les obligations d'entretien, de réparation et de stockage de pièces de rechange qui incombent au Fournisseur conformément aux stipulations des Conditions du Contrat et/ou Spécifications techniques ; et cet Agent doit se conformer aux critères de qualification liés à la période suivant les livraisons spécifiée à la Section III. Critères d'évaluation et de qualification, le cas échéant.

19. Documents établissant l'éligibilité des Biens et Services connexes

- 19.1 Pour montrer la conformité des Biens et Services connexes au Dossier d'Appel d'Offres, le Soumissionnaire doit fournir, dans le cadre de son Offre, des preuves documentaires indiquant que les Biens sont conformes aux spécifications techniques, y compris à toutes les exigences et normes spécifiées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture.
- 19.2 Les preuves documentaires pourront se présenter sous forme de documents, de plans et dessins techniques ou de données, et comprendront une description détaillée, point par point, des principales caractéristiques techniques et de performances des Biens et Services connexes, montrant que les Biens et Services connexes sont substantiellement conformes aux spécifications techniques, y compris à toutes les exigences et normes, avec, le cas échéant, une déclaration des écarts et

exceptions aux Conditions Particulières de Fourniture.

- 19.3 Le Soumissionnaire doit fournir également une liste de renseignements, avec l'indication des sources et des prix actuels des pièces de rechange, des outils spéciaux, etc., nécessaires au maintien des Biens en bon état de marche pendant la période **indiquée dans les FDAO**, à compter du début de l'utilisation des Biens par l'Acheteur. Sauf indication contraire dans les FDAO et à la Section III. Critères de qualification et d'évaluation, ces prix ne doivent pas être inclus dans l'évaluation des offres.
- 19.4 Les normes concernant la qualité de l'exécution, le traitement, les matériaux et les matériels, ainsi que les références à des marques ou des numéros de catalogue par l'Acheteur dans les Conditions Particulières de Fourniture, sont descriptives uniquement, et non restrictives. Un Soumissionnaire peut proposer d'autres normes de qualité, marques et/ou numéros de catalogue, à condition qu'il montre, de manière jugée satisfaisante par l'Acheteur, que ce qu'il propose en remplacement est équivalent ou supérieur à ce qui est indiqué dans les Conditions Particulières de Fourniture.

20. Documents établissant les qualifications du Soumissionnaire

- 20.1 Les preuves documentaires montrant que le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Contrat si son Offre est retenue doivent montrer, d'une manière jugée satisfaisante par l'Acheteur, qu'il répond aux critères énoncés à la Section III. Critères de qualification et d'évaluation.

21. Durée de validité des Offres

- 21.1 Les Offres restent valides pendant la période **spécifiée dans les FDAO** après la date limite de soumission des Offres prescrite par l'Acheteur. Une Offre dont la période de validité est plus courte doit être rejetée par l'Acheteur au motif qu'elle est irrecevable.
- 21.2 Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration de la Période de validité de l'Offre, l'Acheteur peut demander aux Soumissionnaires de prolonger la période de validité de leurs Offres. La requête ainsi que les réponses du Soumissionnaire doivent être par écrit. Si une Garantie d'Offre est demandée, elle doit également être prolongée pendant une période de vingt-huit (28) jours après le délai d'extension de la période de validité de l'Offre. Un Soumissionnaire peut refuser la requête sans devoir renoncer à la Garantie d'Offre. Un Soumissionnaire qui accepte la requête ne doit avoir ni l'obligation, ni l'autorisation de modifier son Offre.

22. Garantie d'Offre

22.1 La Garantie d'Offre doit être du montant et libellée dans les devises **spécifiées dans les FDAO** et doit :

- (a) au gré du Soumissionnaire, se présenter sous la forme de lettres de crédit irrévocables ou de garanties bancaires respectant pour l'essentiel la présentation du Modèle de Garantie d'Offre (Garantie bancaire) (BSF8) inclus dans la Section IV, Formulaire de soumission des Offres ;
- (b) être délivrée par un établissement de bonne réputation sélectionné par le Soumissionnaire et se trouvant dans n'importe quel pays éligible (conformément à la définition donnée à la clause 5 des IS) ; si l'établissement délivrant la garantie bancaire se trouve à l'extérieur du Maroc, il aura un établissement financier correspondant au Maroc pour la rendre exécutoire ;
- (c) être payable rapidement à la demande écrite de l'Acheteur au cas où les conditions prévues à la clause 22.2 des IS seraient invoquées ;
- (d) être remise en version originale : les photocopies ne seront pas acceptées ;
- (e) rester valable pendant une période de vingt-huit (28) jours après la période de validité initiale des Offres, ou pour toute période de prolongation demandée ultérieurement conformément à la clause 21.2 des IS.

22.2 Toute Offre qui ne s'accompagne pas d'une Garantie d'Offre substantiellement conforme (lorsqu'une Garantie d'Offre est exigée), comme le prévoit la clause 22 des IS, sera rejetée par l'Acheteur pour raison de non-conformité. La Garantie d'Offre peut être perdue :

- (a) si un Soumissionnaire retire son Offre au cours de la période de validité de l'Offre spécifiée dans le Formulaire de soumission des Offres, sauf tel que prévu à la clause 21.2 des IS ;
- (b) si un Soumissionnaire n'accepte pas la correction de son Prix d'Offre en vertu de la clause 32.2 des IS ; ou
- (c) si le Soumissionnaire retenu omet, dans les délais prescrits :
 - de fournir la Garantie d'Exécution conformément à la clause 16 des CCAG ainsi que le prévoit la clause 44 des IS ; ou
 - de signer le Contrat conformément à la clause 43 des IS.

22.3 La Garantie d'Offre d'une coentreprise doit être établie au nom de la coentreprise qui soumet l'Offre. Si la coentreprise n'a pas été juridiquement constituée au moment de la soumission, la Garantie d'Offre doit être établie aux noms de tous les partenaires futurs, ou au nom du représentant nommément désigné (partenaire responsable ou membre chef de file) dans la lettre d'intention ou dans tout document similaire à propos de la formation de la coentreprise.

23. Présentation et signature de l'Offre

23.1 Le Soumissionnaire prépare des documents composant l'Offre conformément à la clause 12 des IS. L'original doit être signé par une personne dûment autorisée à le signer pour et au nom du Soumissionnaire. Cette autorisation sous forme de confirmation écrite, telle que **spécifiée dans les FDAO**, doit être jointe à l'Offre. La personne ou les personnes signant l'Offre doivent parafer toutes les pages de l'Offre où des inscriptions et modifications ont été introduites.

23.2 Non applicable

23.3 L'Offre ne doit contenir ni modifications ni ajouts, à l'exception de ceux nécessaires pour se conformer aux instructions données par l'Acheteur ou pour corriger les erreurs commises par le Soumissionnaire, auquel cas la ou les personnes signant l'Offre apposeront leurs initiales en regard des corrections.

23.4 Le Soumissionnaire fournit les informations demandées dans le Formulaire de soumission d'Offre (BSF1) de la Section IV. Formulaires d'Offre, sur les commissions et gratifications éventuellement versées ou à verser à des agents dans le cadre du présent Dossier d'Appel d'Offres ou à son Offre ou à l'exécution du Contrat si le Soumissionnaire se voit attribuer le Contrat.

D. Soumission et ouverture des Offres

24. Soumission des Offres

24.1 Les Soumissionnaires doivent envoyer leur Offre par voie électronique. Aucune copie papier n'est autorisée.

a) Non applicable

b) Les Soumissionnaires qui soumissionnent par voie électronique doivent suivre les procédures de soumission par voie électronique **spécifiées dans les FDAO**.

Les soumissionnaires doivent recevoir un lien de demande de fichier (File Request Link - FRL) lors de la demande du Dossier d'Appel d'Offres, qui sera utilisé pour soumettre une offre.

Un seul exemplaire de l'offre doit être soumis. Cette copie doit être considérée comme étant l'original.

Le lien de demande de fichier expirera à la date limite de soumission de la proposition, spécifiée à la sous-clause 25.1 des IS. Les offres doivent être soumises uniquement via le lien communiqué. Les soumissions par copie papier ou par courrier électronique ne sont pas acceptables et entraîneront le rejet de la proposition. Le lien de demande de fichier peut être utilisé plusieurs fois pour soumettre des documents supplémentaires.

Tous les documents soumis (fichiers autonomes ou fichiers dans des dossiers) doivent être au format PDF. Les offres doivent être soumises sous forme de fichiers PDF, des dossiers ou des dossiers compressés, et aucun d'eux ne doit dépasser 10 Go.

MCA-Morocco ne peut être tenue responsable de l'envoi ou de l'emplacement erroné des offres, des offres soumises par courrier électronique ou la non utilisation du lien de demande de fichier (FRL). Ces cas peuvent être un motif de rejet de l'offre.

Les soumissionnaires doivent utiliser, pour les offres, le format de nom du fichier qui se trouve dans les Fiches de données de l'Appel d'Offres (FDAO).

24.2 Non applicable

24.3 Non applicable

25. Délai pour la soumission des Offres

25.1 Les Offres doivent être reçues par l'Acheteur à son adresse au plus tard à l'heure et à la date **précisées dans les FDAO**.

25.2 L'Acheteur peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission des Offres en effectuant une modification conforme à la clause 9 des IS, auquel cas tous les droits et obligations de l'Acheteur et des Soumissionnaires soumis auparavant au délai initial sont dès lors soumis au nouveau délai.

26. Offres tardives

26.1 L'Acheteur ne tient pas compte des Soumissions arrivant/déposées après la date limite pour la soumission des Offres, conformément à la clause 25 des IS. Toute Soumission reçue par l'Acheteur après la date limite pour la soumission des Offres est déclarée en retard, et rejetée.

27. Retrait, substitution et modification des Offres

27.1 Un Soumissionnaire peut retirer, substituer ou modifier son Offre avant la fin de la période de soumission des Offres, en envoyant un avis par écrit dûment signé par un représentant autorisé et en incluant une copie de l'autorisation du signataire conformément à la clause 23.1 des IS (sauf qu'aucune copie de l'avis de retrait n'est exigée). La substitution ou la modification correspondante de l'Offre doit accompagner la notification écrite respective. Toutes les notifications doivent être :

- (a) soumises conformément aux clauses 24 et 25 des IS (étant entendu que les avis de retrait ne nécessitent pas de copies), et, de plus, les enveloppes respectives doivent comporter une mention claire du terme « retrait », « Substitution » ou « Modification » ; et
- (b) reçues par l'Acheteur avant la date limite prescrite pour la soumission des offres conformément à la clause 25 des IS.

27.2 Les Offres faisant l'objet d'une demande de retrait conformément à la présente clause des IS sont renvoyées sans être ouvertes aux Soumissionnaires, à la demande et aux frais de ces derniers.

27.3 Aucune Offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée après le délai de soumission des Offres pendant l'intervalle compris entre la date limite pour la soumission des Offres et l'expiration de la période de validité de l'Offre indiquée par le Soumissionnaire dans le Formulaire de soumission des Offres ou toute prolongation de celle-ci.

28. Ouverture des Offres

28.1 L'Acheteur ouvre les Offres en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d'assister à l'ouverture à la date et à l'endroit **indiqués dans les FDAO**. Les procédures d'ouverture spécifiques à suivre en cas de dépôt électronique autorisé **en vertu des FDAO** doivent être celles **prévues dans lesdites FDAO**.

28.2 Les soumissions portant la mention « Retrait » doivent être ouvertes et lues à haute voix, alors que les Offres pour lesquelles une notification de retrait acceptable a été soumise conformément à la clause 27 des IS ne doivent pas être ouvertes. Aucun retrait d'Offre n'est permis à moins que l'avis de retrait correspondant ne contienne une autorisation valable visant à demander le retrait et que celui-ci soit lu à haute voix au moment de l'ouverture des Offres. Ensuite, les soumissions sur lesquelles figure la mention « Substitution »

sont ouvertes, lues à haute voix et échangées avec l'Offre correspondante faisant l'objet de la substitution ; l'Offre ainsi remplacée n'est pas ouverte et est rendue au Soumissionnaire. Aucune substitution d'Offre n'est permise à moins que l'avis de substitution correspondant ne contienne une autorisation valable visant à demander la substitution et que celle-ci soit lue à haute voix au moment de l'ouverture des Offres. Les substitutions sur lesquelles figure la mention « Modification » sont ouvertes et lues à haute voix avec l'Offre correspondante. Aucune modification d'Offre n'est permise à moins que l'avis de modification correspondant ne contienne une autorisation valable visant à demander la modification et que celui-ci soit lu à haute voix lors de l'ouverture des Offres. Seules les soumissions qui sont ouvertes et lues à haute voix lors de l'ouverture des Offres seront prises en considération pour les étapes ultérieures de la procédure d'attribution des marchés.

28.3 Les soumissions portant la mention « Soumission d'Offre » seront alors ouvertes. Elles doivent être ouvertes une par une et les renseignements suivants seront lus à haute voix : le nom des Soumissionnaires, le prix de l'Offre, le montant total de chacune des Offres et des variantes (si les FDAO exigent ou autorisent des appels d'offres avec variantes), les remises, substitutions ou modifications éventuelles, la présence ou l'absence de Garantie d'Offre et toute autre information que l'Acheteur jugera utile d'annoncer. Aucune Offre ne sera rejetée à l'ouverture des Offres, sauf les Offres déposées en retard qui seront rejetées conformément à la clause 26 des IS. Les substitutions et les modifications déposées conformément à la clause 27 des IS, qui ne sont pas ouvertes et lues à haute voix à l'ouverture des Offres ne sont pas prises en compte, quelles que soient les circonstances. Les Offres en retard, retirées ou substituées doivent être retournées sans avoir été ouvertes, à la demande et aux frais du Soumissionnaire.

28.4 L'Acheteur prépare le procès-verbal de la séance d'ouverture des Offres, en indiquant les informations communiquées aux personnes présentes conformément à la clause 28.3 des IS. Une copie du compte-rendu est remise à tous les Soumissionnaires ayant soumis une Offre dans les temps, et publiée sur le site web de l'Entité MCA.

E. Évaluation et comparaison des Offres

29. Confidentialité

29.1 Les informations portant sur l'examen, la clarification, l'évaluation et la comparaison des Offres et des recommandations pour l'attribution du Contrat ne sont pas

divulguées aux Soumissionnaires ou à toute autre personne n'étant pas officiellement concernée par cette procédure avant l'annonce de l'intention d'attribuer le Contrat au Soumissionnaire retenu, conformément à la clause 41 des IS. Toute utilisation inappropriée par un Soumissionnaire d'informations confidentielles portant sur la procédure peut entraîner le rejet de l'Offre ou l'invalidation de l'intégralité de la procédure de passation de marchés.

29.2 Toute tentative ou initiative d'un Soumissionnaire visant à influencer l'évaluation des Offres ou la prise de décisions d'adjudication par l'Acheteur peut soumettre le Soumissionnaire à l'application des dispositions des politiques anti-fraude et anti-corruption du Gouvernement, de l'Acheteur et de la MCC, ainsi qu'à la mise en œuvre d'autres sanctions et mesures correctives dans la mesure où de telles dispositions le prévoient.

29.3 Nonobstant ce qui précède, entre la date d'ouverture des Offres et la date d'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite contacter l'Acheteur sur tout sujet en rapport avec le processus d'appel d'offres, il peut le faire par écrit à l'adresse **indiquée dans les FDAO**.

30. Clarification concernant les Offres

30.1 En vue de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des Offres, l'Acheteur peut, à sa discrétion, demander à un Soumissionnaire de clarifier son Offre. Toute clarification soumise par un Soumissionnaire qui n'est pas une réponse à une demande émanant de l'Acheteur doit être rejetée. Les demandes de clarification de l'Acheteur et les réponses du Soumissionnaire doivent être sous forme écrite. Aucune modification du prix ou du contenu de l'Offre ne peut être sollicitée, proposée ou permise, sauf pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'Acheteur lors de l'évaluation des Offres, conformément à la clause 32 des IS.

31. Conformité des Offres

31.1 Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des Offres :

« Écart » désigne une différence par rapport aux exigences indiquées dans les Dossiers d'Appel d'Offres ;

« Réserve » désigne la fixation de conditions limitatives ou une retenue empêchant d'accepter totalement les exigences indiquées dans les Dossiers d'Appel d'Offres ; et

« Omission » désigne le fait de ne pas soumettre tout ou partie des informations ou documents requis dans les

Dossiers d'Appel d'Offres.

- 31.2 Une Offre substantiellement conforme est une offre qui est conforme à toutes les conditions et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres sans réserve, omission ou écart substantiels. Une réserve, une omission ou un écart substantiel est tel que :
- (a) en cas d'acceptation, la réserve, l'omission ou l'écart :
 - (i) affecterait d'une façon substantielle l'étendue, la qualité ou l'acquisition des Biens et Services connexes ; ou
 - ii) limiterait de façon substantielle, de façon non conforme aux dispositions du présent Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Acheteur ou les obligations du Soumissionnaire en vertu du Contrat proposé ; ou
 - b) en cas de rectification, cela affecterait de façon inéquitable la position concurrentielle des autres Soumissionnaires présentant des Offres substantiellement conformes.
- 31.3 Si une Offre n'est pas substantiellement conforme aux exigences du Dossier d'Appel d'Offres, elle est rejetée par l'Acheteur et ne peut pas être rendue conforme ultérieurement par la correction des réserves, omissions ou écarts substantiels.

Erreurs

- 31.4 Sous réserve de la conformité substantielle d'une Offre, l'Acheteur peut déroger à toute erreur constatée dans ladite Offre.
- 31.5 Si une Offre est substantiellement conforme, l'Acheteur peut demander au Soumissionnaire de soumettre des informations ou documents nécessaires dans un délai raisonnable pour corriger les erreurs mineures ou omissions dans l'Offre en rapport avec les exigences de documentation. Ladite omission ne doit être relative à aucun aspect en rapport avec le prix de l'Offre. Si le Soumissionnaire ne respecte pas cette demande, son Offre peut être rejetée.
- 31.6 Si une Offre est substantiellement conforme, l'Acheteur corrige les erreurs mineures quantifiables portant sur le Prix de l'Offre. À cet effet, le Prix de l'Offre est ajusté, à des fins de comparaison exclusivement, de façon à refléter le prix d'un élément ou d'un composant erroné ou manquant, **tel qu'indiqué dans les FDAO.**

32. Correction des erreurs de calcul

- 32.1 À condition que l'Offre soit substantiellement conforme, l'Acheteur corrige les erreurs de calcul comme suit :
- (a) en cas d'écart entre le prix unitaire et le prix total

obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaut et le prix total est corrigé, à moins que, selon l'avis de l'Acheteur, il existe une erreur évidente de placement de la virgule indiquant les unités dans le prix unitaire, auquel cas, le prix total indiqué prévaut et le prix unitaire est corrigé ;

(b) en cas d'erreur dans un total correspondant à l'addition ou à la soustraction des sous-totaux, les sous-totaux prévalent et le total est corrigé ; et

(c) en cas de divergence entre les montants en lettres et les montants en chiffres, le montant exprimé en toutes lettres prévaut, à moins que le montant exprimé en toutes lettres ne traduise une erreur de calcul, auquel cas, le montant exprimé en chiffres prévaut, sous réserve du respect des clauses (a) et (b) ci-dessus.

32.2 Si le Soumissionnaire qui a présenté l'Offre assortie de la meilleure valeur n'accepte pas la correction d'erreurs, son Offre doit être rejetée et il est possible qu'il perde sa Garantie d'Offre conformément à la clause 22.2(b) des IS.

33. Examen des termes et conditions, Évaluation technique

33.1 L'Acheteur examine l'Offre afin de confirmer que les termes et conditions prévus au CCAG et aux CSC ont été acceptés par le Soumissionnaire sans écarts ni réserves substantiels.

33.2 L'Acheteur évalue les aspects techniques de l'Offre, afin de s'assurer que tous les critères spécifiés aux Conditions Particulières de Fourniture du Dossier d'Appel d'Offres ont été respectés sans écarts ni réserves substantiels.

33.3 Si, après l'examen des termes et conditions et l'évaluation technique, l'Acheteur juge que l'Offre n'est pas substantiellement conforme en application de la clause 31 des IS, il doit rejeter l'Offre.

34. Devise unique

34.1 À des fins d'évaluation et de comparaison, la ou les devises dans laquelle (lesquelles) sont libellées les Offres est (sont) convertie(s) en une devise unique, **telle que précisée dans les FDAO.**

35. Évaluation des Offres

35.1 L'Acheteur utilise les critères et les méthodes énumérés dans la présente clause, telle que complétée par les dispositions des FDAO et de la Section III. Critères de qualification et d'évaluation. Aucun autre critère ni aucune autre méthode ne sont autorisés.

35.2 L'évaluation d'une Offre par l'Acheteur ne prendra pas en

compte :

- (a) toutes Taxes autres que des Taxes acquittées dans le cadre de l'importation de Biens fabriqués à l'extérieur du Maroc, lesquels Biens ayant déjà été importés.
- (b) les variations/ajustements de prix au cours de la période d'exécution du Contrat, si cela est prévu dans le Dossier d'Appel d'Offres ; et
- (c) tout autre facteur qualifié de facteur exclu à la Section III, Critères de qualification et d'évaluation.

35.3 Si les **FDAO le prévoient**, l'évaluation des prix d'une Offre par l'Acheteur peut nécessiter la prise en compte d'autres facteurs en plus du prix de l'Offre indiqué conformément à la clause 15 des IS. Ces facteurs peuvent être liés aux caractéristiques, performances, termes et conditions d'achat des Biens et Services connexes. L'impact des facteurs sélectionnés, le cas échéant, sera exprimé en termes monétaires afin de faciliter la comparaison des Offres, sauf indication contraire de la Section III, Critères de qualification et d'évaluation.

35.4 Si les **FDAO le prévoient**, le Dossier d'Appel d'Offres autorisera les Soumissionnaires à indiquer des prix séparés pour un ou plusieurs lots, et l'Acheteur pourra attribuer un ou plusieurs lots à plus d'un Soumissionnaire. La méthode d'évaluation employée pour déterminer les combinaisons de lots assortis des meilleures valeurs est présentée à la Section III, Critères de qualification et d'évaluation.

35.5 Conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC, l'exécution antérieure par le Soumissionnaire de Contrats financés par la MCC sera prise en compte dans l'évaluation de l'Offre par l'Acheteur. L'Acheteur se réserve le droit de vérifier les références concernant tout contrat antérieur fournies par le Soumissionnaire ou d'utiliser toute autre source à la discrétion de l'Acheteur. Si le Soumissionnaire (y compris l'un quelconque de ses Associés) fait partie ou a fait partie d'un contrat financé par la MCC (soit directement avec la MCC ou avec toute Entité MCA, quel que soit le lieu dans le monde), en qualité de Fournisseur principal, de société affiliée, d'Associé ou de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre, le Soumissionnaire doit inscrire ce contrat dans la liste de références jointe à son Offre, en utilisant les Références des Contrats financés par la MCC (BSF11) incluses dans la Section IV, Formulaire de soumission des Offres. L'absence de tels contrats dans la liste peut amener

l'Acheteur à émettre une appréciation négative concernant les performances passées du Soumissionnaire. Cependant, le fait de ne pas indiquer de tels contrats parce que le Soumissionnaire (y compris tout Associé) n'a pas été partie à de tels contrats ne sera pas un motif d'appréciation négative par l'Acheteur. Dans ce cas précis, le Soumissionnaire ne sera pas tenu de fournir des informations sur ses antécédents en rapport avec un contrat financé par la MCC. L'Acheteur vérifiera les références, notamment les rapports d'exécution de contrats antérieurs du Soumissionnaire saisis dans le Système d'évaluation des performances passées de l'entreprise (en anglais « CPPRS ») de la MCC. Une appréciation négative de l'Acheteur sur les performances passées du Soumissionnaire peut être un motif de rejet de l'Offre, ou d'abaissement des notes d'évaluation, à la discrétion de l'Acheteur.

- | | | |
|--|------|--|
| 36. Comparaison des Offres | 36.1 | L'Acheteur compare toutes les Offres substantiellement conformes pour déterminer quelle Offre est assortie de la meilleure valeur, conformément à la clause 35 des IS. |
| 37. Préférence nationale | 37.1 | La préférence nationale n'est pas prise en considération dans l'évaluation des Offres soumises. |
| 38. Post-qualification du Soumissionnaire | 38.1 | L'Acheteur s'assure que le Soumissionnaire ayant soumis l'Offre qui présente la valeur la plus avantageuse et qui est considérée comme étant substantiellement conforme au présent Dossier d'Appel d'Offres est qualifié pour exécuter le Contrat de manière satisfaisante. |
| | 38.2 | À cette fin, il examine les preuves documentaires de qualification soumises par le Soumissionnaire et les critères de qualification indiqués à la Section III, Critères de qualification et d'évaluation. |
| | 38.3 | <p>L'Acheteur se réserve le droit de demander des informations supplémentaires afin de pouvoir réaliser une évaluation des risques de la capacité juridique, technique et financière du fournisseur attributaire du Contrat. Si la demande lui en est faite, le Soumissionnaire retenu démontrera que :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) il n'est pas partie à un litige visant sa faillite, sa restructuration ou sa liquidation ; (b) il a mené à bien des Contrats similaires de manière satisfaisante ; et (c) il dispose d'un chiffre d'affaires annuel moyen suffisant, ou d'autres éléments indiquant une assise financière raisonnablement suffisante, pour exécuter un |

Contrat du montant de l'Offre.

- 38.4 Une appréciation positive est requise avant l'attribution d'un marché à un Soumissionnaire. S'il ne satisfait pas aux critères de qualification définis, son Offre sera disqualifiée, et l'Acheteur portera son attention sur l'Offre suivante présentant la valeur la plus avantageuse et procèdera à l'évaluation de la capacité de ce Soumissionnaire à exécuter le Contrat de manière satisfaisante.

F. Attribution du Contrat

39. Critères d'attribution du marché

- 39.1 Sous réserve de la clause 1.2 des IS, l'Acheteur attribue le marché au Soumissionnaire dont l'Offre est assortie de la valeur la plus avantageuse tout en étant substantiellement conforme aux dispositions du présent Dossier d'Appel d'Offres, à condition que le Soumissionnaire ait été jugé qualifié pour exécuter le Contrat de façon satisfaisante.

40. Droit de l'Acheteur de modifier les Quantités au moment de l'Adjudication

- 40.1 L'Acheteur se réserve le droit, au moment de l'attribution du Contrat, d'augmenter ou diminuer la quantité de Biens et Services connexes initialement spécifiée à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture, sous réserve de ne pas dépasser les pourcentages **indiqués dans les FDAO**, et sans aucune modification des prix unitaires ni des termes et conditions de l'Offre et du Dossier d'Appel d'Offres.

41. Notification d'intention d'adjudication

- 41.1 Préalablement à l'expiration du délai de validité de l'Offre concernée, l'Acheteur envoie la Notification d'intention d'adjudication au Soumissionnaire retenu. La Notification d'intention d'adjudication inclut une déclaration selon laquelle l'Acheteur délivrera un Avis d'attribution officiel et un projet d'Accord contractuel après l'expiration du délai de dépôt de la contestation de l'attribution du marché et du délai de résolution d'une telle contestation. La transmission de la Notification d'intention d'adjudication ne constitue pas la formation d'un contrat entre l'Acheteur et le Soumissionnaire retenu, et aucun droit ne sera créé par la réception de la Notification d'intention d'adjudication.
- 41.2 Parallèlement à la Notification d'intention d'adjudication, l'Acheteur avise également par écrit tous les autres Soumissionnaires des résultats de la procédure d'appel d'offres. L'Acheteur répond dans les meilleurs délais par écrit à tout Soumissionnaire non sélectionné qui, après avoir reçu la notification des résultats de la procédure d'appel d'offres, aura soumis une demande écrite d'informations telle qu'indiquée dans les Directives de passation des

marchés du Programme MCC ou une contestation formelle de l'attribution du marché.

42. Contestation de l'attribution du marché

42.1 Les Soumissionnaires ne peuvent contester les résultats d'une procédure d'appels d'offres qu'en respectant les règles fixées dans le Système de Contestation de l'attribution du marché élaboré par l'Acheteur et approuvé par la MCC. Les règles et dispositions du Système de Contestation de l'attribution des marchés sont affichées sur le site web de l'Acheteur **indiqué dans les FDAO**.

43. Signature du Contrat

43.1 À l'expiration du délai de dépôt et de résolution de toute Contestation de l'attribution des marchés soumise, l'Acheteur envoie l'Avis d'attribution de marché au Soumissionnaire retenu.

43.2 L'Avis d'attribution de marché (ou « Lettre d'acceptation ») inclut les Formulaires contractuels pour examen et signature par le Soumissionnaire retenu. En attendant qu'un Contrat formel soit préparé et signé, l'Avis d'attribution assorti d'une acceptation écrite constitue un Contrat ayant force obligatoire.

43.3 Dans les quatorze (14) jours suivant sa réception du Contrat, le Soumissionnaire retenu signe, date et renvoie le Contrat à l'Acheteur.

44. Garantie d'Exécution

44.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant sa réception de l'Avis d'attribution émis par l'Acheteur, le Soumissionnaire retenu fournit une Garantie d'Exécution conformément à la clause 16 des CCAG, en utilisant à cette fin le Formulaire de Garantie d'Exécution inclus dans la Troisième partie. Conditions du Contrat et Formulaires contractuels. Le Soumissionnaire fournit également l'attestation de Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions conformément à la clause G des Dispositions complémentaires de l'Annexe A au Contrat.

44.2 Si le Soumissionnaire retenu ne fournit pas de Garantie d'Exécution ou ne signe pas le Contrat conformément à la clause 43.3 des IS, cela constituera un motif suffisant pour annuler l'adjudication, et le Soumissionnaire aura perdu sa Garantie d'Offre. Dans ce cas, l'Acheteur peut, soit attribuer le Contrat au Soumissionnaire suivant présentant la valeur la plus avantageuse qui, selon l'Acheteur, est substantiellement conforme, ledit Soumissionnaire présentant par ailleurs les qualifications requises pour exécuter le Contrat de manière

satisfaisante, soit lancer un nouvel appel d'offres ou encore annuler le processus d'appel d'offres.

45. Publication de l'attribution du marché et restitution des Garanties de soumission

- 45.1 Dès réception de l'Accord contractuel signé et d'une Garantie d'Exécution valide, l'Acheteur restitue les Garanties de soumission aux Soumissionnaires non sélectionnés et publie sur UNDBOnline, sur dgMarket et sur le site web de l'Acheteur et sur d'autres sites que la MCC pourra préciser et conformément aux Directives de passation des marchés du Programme MCC, les résultats en identifiant l'Offre et les informations suivantes :
- (a) le nom du Soumissionnaire retenu ;
 - (b) le prix de l'Offre retenue et le prix du Contrat attribué si son montant est différent ; et
 - (c) la durée et un résumé des prestations objet du Marché attribué.

46. Conditionnalités du Compact

- 46.1 Il est recommandé que les Soumissionnaires examinent attentivement les dispositions énoncées à l'Annexe A au Contrat, étant donné qu'elles font partie des obligations du Gouvernement et de l'Acheteur en vertu des dispositions du Compact et des documents s'y rapportant qui, conformément auxdites dispositions, doivent être transférées à tout Soumissionnaire, Fournisseur ou Sous-traitant impliqué dans la passation de marchés ou contrats ultérieurs financés par les ressources de la MCC.
- 46.2 Les dispositions de l'Annexe A du Contrat s'appliquent aussi bien aux procédures d'appel d'Offres qu'à l'exécution du Contrat.

Section II. Fiches de données de l'Appel d'Offres

A. Généralités

Définitions des IS	<p>h) « Compact » désigne le Millennium Challenge Compact entrant en vigueur le 30 juin 2017 entre les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation, et le Gouvernement, tel que modifié périodiquement.</p> <p>o) « Gouvernement » désigne le Gouvernement du Maroc.</p> <p>w) « Acheteur » ou « Entité MCA » désigne l'Agence MCA-Morocco.</p>
IS 1.1	<p>Nom et identification du Contrat envisagé :</p> <p>Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES</p> <p>Lot ES-12-A : Paquet informatique</p> <p>Numéro et description du/des lot(s) :</p> <p>DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact</p>
IS 5.13 (a)	<p>À la date du présent Dossier d'Appel d'Offres, les pays sous sanctions ou restrictions en vertu des lois ou de la politique des États-Unis sont : Iran, Corée du Nord, Soudan et Syrie. Voir la liste actualisée des pays sur le lien suivant : https://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm</p>

B. Dossier d'Appel d'Offres

IS 8.1	<p>Des précisions peuvent être demandées par courriel au plus tard le 4 juillet 2019, afin que des réponses puissent être communiquées à tous les Soumissionnaires au plus tard le 11 juillet 2019.</p> <p>L'adresse à laquelle demander des clarifications est la suivante : Agence MCA-Morocco</p> <p>À l'attention de : L'Agent de passation de marchés</p> <p>Courriel : procurement@mcamorocco.ma</p> <p>Adresse du site web de l'Entité MCA : www.mcamorocco.ma</p>
IS 8.2	<p>Une réunion préalable à la soumission d'offres se tiendra le 2 juillet 2019 à 15h00mn, heure locale de Rabat</p> <p>Lieu : Agence MCA-Morocco</p> <p>Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée, Bureau de l'Agent de passation des marchés, Rabat-</p>

	<p>Maroc procurement@mcamorocco.ma</p> <p>La conférence peut être également suivie en ligne sur le lien suivant : https://zoom.us/j/122836919</p> <p>La participation de tous les Soumissionnaires potentiels ou de leurs représentants à ladite réunion est fortement recommandée, mais n'est pas obligatoire.</p>
IS 11.1	<p>L'Offre doit être rédigée en français. Les pièces justificatives et les brochures imprimées faisant partie intégrante de l'Offre peuvent être en anglais.</p>
C. Préparation des Offres	
IS 12.1(h)	<p>Tout Soumissionnaire doit joindre les documents additionnels suivants à son Offre, ceux-ci comprendront une partie de l'Offre :</p> <p>Outre les formulaires d'offre demandés (BSF1, BSF 1.1, BSF2, BSF3, BSF4, BSF5, BSF6, BSF7, BSF8, BSF9, BSF10, BSF11),</p> <p>Procuration en bonne et due forme du signataire autorisé à signer pour et au nom du Soumissionnaire.</p> <p>Acte constitutif ou certificat de constitution du Soumissionnaire (pour chacun des associés de la coentreprise (le cas échéant)</p> <p>Lettre d'intention de constituer une coentreprise ou de conclure un contrat de coentreprise (le cas échéant)</p> <p>Si le Fournisseur n'est pas le Fabricant de l'équipement proposé, il devra joindre à son offre une autorisation du Fabricant conforme au formulaire BSF8 de la Section IV (pour les articles : PC portable, Vidéoprojecteur, points d'accès, NAS Storage, Imprimante, PC bureau, licences Microsoft, licences pour la solution de gestion de classe, licences pour les antivirus,).</p> <p>Liste des Biens et calendrier de livraison</p> <p>Liste des Services connexes et calendrier de réalisation</p> <p>Documentation technique dans un fichier séparé comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les notices d'utilisation/catalogues en précisant les références exactes des équipements proposés. Ils comprendront une description détaillée, point par point, des principales caractéristiques techniques et de performances des Biens et Services connexes. Une liste récapitulative, comportant toutes les indications pouvant guider à retrouver les articles proposés objet du présent appel d'offres • Elle peut contenir également tous les éléments d'information que le fournisseur entend porter à la connaissance de la commission, relativement

	<p>à l'article considéré.</p> <p>Méthodologie y compris le matériel, le personnel et le planning d'exécution bien détaillé : Description de l'approche, de la méthodologie et du plan de travail pour l'exécution de la mission : Description générale de la stratégie du Soumissionnaire pour fournir les Services requis pour maîtriser les défis liés à l'exécution des Services requis et que son approche, sa méthodologie et son plan de travail pourront lui permettre d'y faire face.</p> <p>Cette méthodologie doit comporter les trois (3) chapitres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approche technique et méthodologie : compréhension des objectifs de la mission, approche par rapport aux services, méthodologie pour exécuter les activités et atteindre les résultats escomptés, décrire les équipements indispensables pour assurer les prestations, • Organisation des services après-vente ; • Plan de formation et transfert de compétences ; • Plan de travail : proposer les tâches principales de la mission, leurs contenus et leur durée, les étapes et les dates de livraison; • Organisation et dotation en personnel : structure et la composition de votre équipe. <p>Expérience et capacité technique : Les attestations délivrées par les acheteurs publics ou privés avec indication de la nature, du montant, des délais et des dates de livraison desdites fournitures, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s). Les attestations doivent être délivrées par les hommes de l'art, sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire</p> <p>Services après-vente - Continuité de service et support technique de maintenance: présence physique au Maroc et dans les régions concernées : Une attestation d'engagement légalisée dûment signée et cachetée par le partenaire régional du fournisseur, dont chaque partenaire s'engage à assurer, durant la période de garantie, la continuité de service et le support technique permanent.</p>
IS 14.1	Il ne sera tenu compte d'aucune Offre de substitution (variante).
IS 15.5	L'édition Incoterms est Incoterms 2010 . L'Incoterm utilisé sera DDP (Delivered Duty Paid, Destination Finale) .
IS 15.6 (a)	La Destination finale des Biens est : Voir annexes 1-1, 1-2 et 1-3 – Section V – Conditions Particulières de Fourniture
IS 15.7	Les prix proposés par un Soumissionnaire seront fixes pour la durée du présent Contrat.

IS 15.9	<p><u>Dispositions fiscales :</u></p> <p>Les prestations financées dans le cadre du Compact sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), y compris la TVA à l'importation et des droits d'importation. Les prestataires non-résidents et ne disposant pas d'un identifiant fiscal au moment de la signature de leurs contrats les liant à l'Agence MCA-Morocco seront soumis à une retenue à la source de 10% (IS) sur toutes les factures libellées pour le paiement en Hors-Taxe.</p> <p>L'offre doit inclure tous les coûts, les prix, les frais (frais de déplacement, transports...), y compris toutes les taxes que le consultant est susceptible de subir dans son pays d'origine. Cette offre ne devra pas inclure les montants de la TVA ainsi que les droits de douanes au Maroc quand ils existent et pour lesquels les fournisseurs recevront des certificats d'exonération et des franchises douanières, sous réserve de présentation d'une facture pro-forma conforme au modèle qui sera envoyé en même temps que le contrat. Pour toutes les taxes payées au Maroc, y compris les impôts sur les bénéfices et revenus, biens et taxes ad valorem, les retenues d'impôt et taxes sur la masse salariale, le Fournisseur recevra, du Gouvernement du Maroc, la preuve de paiement pour lui éviter la double imposition.</p> <p>Il n'y aura pas d'ajustement de prix contenu dans l'offre pour retirer ou incorporer les Taxes Exonérées après la date limite de réception des offres.</p> <p>Les dispositions fiscales sont énoncées dans le « MCA-Morocco Tax guidelines for Vendors » joint au présent DAO et inclus dans la section VI – Cahier des Clauses Administratives Particulières - Clause 15. Le fournisseur est avisé que les dispositions fiscales en vertu des contrats financés par MCC peuvent être différentes de celles des contrats financés par les autres donateurs et devraient être soigneusement examinées.</p>
IS 16.1	<p>La monnaie (Les monnaies) de l'Offre est (sont) la (les) suivante(s) : Dollars des États-Unis (USD) et/ou Dirhams marocains (MAD)</p> <p>La ou les devises utilisées pour le paiement sera celle ou celles de l'Offre.</p> <p><u>La monnaie de l'offre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les entreprises marocaines : Le Dirham marocain (MAD). - Pour les entreprises étrangères : <ul style="list-style-type: none"> • Si l'entreprise dispose d'un registre de commerce au Maroc** : le Dirham marocain (MAD) ; • Si l'entreprise ne dispose pas de registre de commerce au Maroc : le Dollar américain (USD). <p>**Une copie de l'extrait du registre de commerce (Modèle D) doit être fournie.</p> <p>Aucune autre monnaie n'est autorisée.</p> <p><i>Il est fortement conseillé aux Soumissionnaires non-résidents désirant ouvrir un</i></p>

	<i>compte au Maroc en cas d'attribution de ce contrat, de se renseigner au préalable auprès d'un conseiller financier ou agent fiduciaire sur les conditions et modalités d'ouverture d'un tel compte et sur les éventuelles implications fiscales.</i>
IS 18.2	L'Autorisation du Fabricant est exigée . Le Soumissionnaire : n'est pas tenu d'être un Fabricant de l'équipement d'origine.
IS 18.3	Si le Soumissionnaire n'exerce pas ses activités au Maroc, il doit être représenté par un Agent dans le pays.
IS 21.1	La période de validité de l'Offre est 120 jours après la date limite de soumission des offres.
IS 22.1	<p>La Garantie d'Offre sera une garantie bancaire respectant pour l'essentiel la présentation du Modèle de Garantie d'Offre (Garantie bancaire) (BSF6) inclus dans la Section IV et qui s'élèvera à un million cinq cent mille dirhams marocains (1.500.000 MAD) ou l'équivalent en dollars américains (USD).</p> <p>La Garantie d'offre doit être remise en version originale et doit parvenir à l'Agence MCA-Morocco au plus tard au délai de soumission indiqué à la clause IS 25.1 ci-dessous, à l'adresse :</p> <p>Agent de passation des marchés Pour le compte de l'Agence MCA-Morocco Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée, Bureau de l'Agent de passation des marchés, Rabat-Maroc</p> <p>Veuillez consulter le lien ci-dessous pour la localisation géographique de l'adresse des bureaux de l'Agence MCA-Morocco (En face de la Faculté de Médecine Dentaire).</p> <p>https://www.google.com/maps/place/%D9%85%D9%84%D8%AD%D9%82%D8%A9+%D8%B1%D8%A6%D9%8A%D8%B3+%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D8%A9%E2%80%AD/@33.978844,-6.8691122,18z/data=!4m5!3m4!1s0x0:0x196d93ee9130a659!8m2!3d33.9792126!4d-6.8692178</p> <p>La Garantie d'offre doit être remise sous pli fermé et porte la mention :</p> <p>« Garantie d'offre Nom et adresse du soumissionnaire A l'Agent de passation des marchés Pour le compte de l'Agence MCA-Morocco Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée, Bureau de l'Agent de passation des marchés, Rabat-</p>

	<p>Maroc</p> <p>Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES (Education Secondaire)</p> <p>Lot ES-12-A : Paquet informatique</p> <p>Numéro et description du/des lot(s) :</p> <p>DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact</p> <p>Ne pas ouvrir avant l'heure et la date d'ouverture des Offres»</p> <p>Les Soumissionnaires doivent être informés que les distances peuvent exiger un délai de livraison plus long que prévu.</p> <p>Toute Soumission de la Garantie d'offre reçue par l'Acheteur après la date limite pour la soumission des Offres est déclarée en retard, rejetée et renvoyée sans être ouverte au Soumissionnaire, à la demande et aux frais de ce dernier.</p>
IS 23.1	<p>La confirmation écrite de l'autorisation de signer au nom du Soumissionnaire consiste en : une Procuration en bonne et due forme du signataire autorisé à signer pour et au nom du Soumissionnaire.</p>
IS 23.2	<p>Le nombre de copies de l'Offre soumise : non applicable, sauf la garantie d'offre qui doit être en version originale.</p>
<p>D. Soumission et ouverture des Offres</p>	
IS 24.1	<p>La soumission des Offres par voie électronique est requise.</p>
IS 24.1(b)	<p>Les Soumissionnaires doivent soumettre leurs Offres par voie électronique.</p> <p><u>L'Annexe 1 de la présente Section II (Fiches de données de l'Appel d'Offres)</u> décrit en détail la procédure de soumission électronique des Offres.</p> <p>Toute Offre déposée électroniquement doit être reçue à cette adresse avant la date limite de dépôt des Offres spécifiée à la sous-clause 25.1 des IS.</p> <p>Les Soumissionnaires sont avisés que l'Acheteur n'est pas responsable de tout retard ou défaut dans la réception ou le téléchargement de toute Soumission soumise par voie électronique.</p>
IS 25.1	<p><u>Soumission des offres</u></p> <p>La date limite de soumission des Offres est :</p> <p>24 juillet 2019 à 15h00mn, heure locale de Rabat.</p> <p>Le lien de soumission des Offres est :</p> <p>https://www.dropbox.com/request/pZMo4vGJifCpMQZhRP0x</p>

	<p>Si les offres sont protégées par un mot de passe d'accès, le mot de passe doit être communiqué avec la référence de l'offre : ES-12-A_Offre_[Nom de l'Entreprise]_MCA-Morocco et doit parvenir uniquement à l'adresse procurement@mcamorocco.ma avant la date limite de soumission des offres.</p> <p>Lors de la séance publique d'ouverture des offres, si le mot de passe soumis par un soumissionnaire s'avère incorrect et la version correcte n'est pas communiquée par ledit soumissionnaire séance tenante, la proposition de ce soumissionnaire sera rejetée.</p> <p><u>Soumission de la garantie d'offre</u></p> <p>La date limite de soumission de la garantie d'offre est :</p> <p>24 juillet 2019 à 15h00mn, heure locale de Rabat</p> <p>L'adresse de soumission de la garantie d'offre est :</p> <p>Attn : Agent de passation des marchés Agence MCA-Morocco Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée, Bureau de l'Agent de passation des marchés, Rabat- Morocco</p> <p>Veuillez consulter le lien ci-dessous pour la localisation géographique de l'adresse des bureaux de l'Agence MCA-Morocco (En face de la Faculté de Médecine Dentaire).</p> <p>https://www.google.com/maps/place/%D9%85%D9%84%D8%AD%D9%82%D8%A9+%D8%B1%D8%A6%D9%8A%D8%B3+%D8%A7%D9%84%D8%AD%D9%83%D9%88%D9%85%D8%A9%E2%80%AD/@33.978844,-6.8691122,18z/data=!4m5!3m4!1s0x0:0x196d93ee9130a659!8m2!3d33.9792126!4d-6.8692178</p>
E. Évaluation et comparaison des Offres	
IS 27	<p>Le lien de demande de fichier peut être utilisé plusieurs fois pour soumettre des documents supplémentaires. Si le Soumissionnaire soumet plusieurs versions de son dossier/son offre, celui-ci devra impérativement en informer l'Agence MCA-Morocco avant la date et heure limite de soumission à l'adresse : procurement@mcamorocco.ma et indiquer la version à considérer et la version à retirer. Dans le cas où aucun message n'est transmis par le Soumissionnaire, seule la version la plus récente sera retenue.</p>
IS 28.1	<p>L'heure, la date et le lieu d'ouverture sont : 24 juillet 2019 à 16h00mn, heure locale de Rabat</p> <p>L'ouverture en séance publique se déroulera en ligne sur le lien suivant : https://zoom.us/j/327263887</p>

IS 30.1	Toutes les correspondances doivent être adressées à l'Acheteur à l'adresse : procurement@mcamorocco.ma
IS 31.6	Sous réserve de la conformité substantielle de l'Offre, le prix moyen indiqué par les Soumissionnaires dont les Offres sont substantiellement conformes sera ajouté au prix de l'Offre et le coût total équivalent de l'Offre ainsi déterminé sera employé aux fins de comparaison de prix.
IS 34.1	La devise qui sera utilisée pour l'évaluation et la comparaison des Offres est : le dollar américain (USD) . Le taux de change est le cours de référence moyen de Bank Al Maghrib 28 jours précédant la date de l'ouverture de l'offre.
IS 35.3	Les ajustements sont déterminés au moyen des critères ci-après extraits de ceux indiqués à la Section III, Critères de qualification et d'évaluation (a) écarts dans le calendrier de livraison : [insérer l'ajustement par semaine, en % du prix de l'Offre]. Sans objet. Cependant les offres proposant des délais de livraison au delà de la fourchette indiquée dans le tableau de livraison seront rejetées comme étant non-conformes. (b) le coût des principaux composants de rechange, des pièces de rechange obligatoires et de l'entretien : [insérer le coût d'ajustement] Sans objet (c) la disponibilité au Maroc des pièces de rechange et du service après-vente pour les matériels offerts dans l'Offre : [insérer le facteur d'ajustement] Sans objet (d) Coûts du cycle de vie (coûts des biens et équipements durant leur cycle de vie) [insérer le coût d'ajustement]. Sans objet (e) la performance et la productivité des équipements proposés : [insérer le facteur d'ajustement]. Sans objet
F. Attribution du Contrat	
IS 40.1	L'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de réduire les quantités de chaque produit à hauteur de 15% .
IS 42.1	Le Système de Contestation de l'attribution des marchés de l'Acheteur est disponible sur le site web de l'Entité MCA http://www.mcamorocco.ma/fr/systeme-de-contestation-bid-challenge-system-bcs .

Annexe 1 de la Section II – Fiche de données de l'Appel d'Offres

Procédure pour le dépôt électronique des soumissions

- 1 Chaque soumissionnaire recevra un Lien de demande de fichier (par courriel) et doit utiliser ce lien pour soumettre sa soumission en entier. Le Lien de demande de fichier expire à la date limite de soumission des offres, spécifiée à la clause 25.1 des IS. Le lien de demande de fichier peut être utilisé plusieurs fois pour soumettre des documents supplémentaires. Si le Soumissionnaire soumet plusieurs versions de son dossier/son offre, celui-ci devra impérativement en informer l'Agence MCA-Morocco avant la date et heure limite de soumission à l'adresse : procurement@mcamorocco.ma et indiquer la version à considérer et la version à retirer. Dans le cas où aucun message n'est transmis par le Soumissionnaire, seule la version la plus récente sera retenue.
- 2 Tous les documents soumis (qu'il s'agisse de fichiers autonomes ou de fichiers dans des dossiers) doivent être en format pdf.
- 3 Les offres pourront être protégées par un mot de passe d'accès, ce qui signifie que le(s) fichier(s) pdf ne peut (peuvent) pas être ouvert(s) sans le mot de passe.

Si l'offre est protégée par un mot de passe, celui-ci doit être communiqué avec la référence de l'offre : ***ES-12-A_Offre_[Nom de l'Entreprise]_MCA-Morocco*** et doit parvenir uniquement à l'adresse procurement@mcamorocco.ma **avant la date limite de soumission des offres**.

Lors de la séance publique d'ouverture des offres, si le mot de passe soumis par un soumissionnaire s'avère incorrect et la version correcte n'est pas communiquée par ledit soumissionnaire séance tenante, la proposition de ce soumissionnaire sera rejetée.
- 4 Des instructions indiquant comment protéger des fichiers pdf dans Adobe Acrobat en utilisant un mot de passe sont accessibles à l'adresse : <https://helpx.adobe.com/acrobat/using/securing-pdfs-passwords.html>. Si vous ne disposez que du logiciel Adobe Reader, il est conseillé de télécharger et d'installer un programme gratuit comme PDFMate. Les instructions sur la protection des fichiers pdf par mot de passe dans PDFMate : <http://www.pdfmate.com/feature-encrypt.html>
- 5 Les Soumissionnaires sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs Offres seront téléchargées via le Lien de demande de fichier. Il est donc conseillé aux Soumissionnaires de commencer le processus de téléchargement de leurs Offres via le Lien de demande de fichier assez tôt avant la date limite de soumission.
- 6 Les Soumissionnaires doivent utiliser le format de nom de fichier pour les soumissions ainsi qu'il suit :
 - a. Nom de fichier de l'Offre : ***ES-12-A_Offre_[Nom de l'Entreprise]_MCA-Morocco***

Section III. Critères de qualification et d'évaluation

Cette section contient les facteurs, méthodes et critères que l'Acheteur peut utiliser afin d'évaluer une Offre et de déterminer si un Soumissionnaire est qualifié.

Détermination de la Qualification

Les informations requises pour déterminer la qualification d'un Soumissionnaire sont indiquées ci-dessous. Un Soumissionnaire qui omettrait de fournir la documentation requise, ou qui fournirait une documentation dont on découvre par la suite qu'elle est fausse ou erronée au cours du processus d'évaluation, verra son Offre rejetée. Les informations requises sont :

- (a) démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur, que le Soumissionnaire met en place des documents en matière de politique de sécurité et de sensibilisation à ces questions en nombre suffisant pour être en mesure d'exécuter le Contrat en sécurité et d'une manière professionnelle ; cette démonstration inclura un exposé écrit montrant que le Soumissionnaire possède une expertise avancée de la gestion des questions de santé et de sécurité (ci-après « S&S ») et qu'il peut gérer avec succès les risques S&S associés à la fourniture des Biens et Services connexes, et qu'il est capable de respecter des procédures S&S similaires à celles indiquées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture (SR6, le cas échéant et BSF 7).
- (b) démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur, que le Soumissionnaire met en place des documents en matière de politique environnementale et sociale et de sensibilisation à ces questions en nombre suffisant pour être en mesure d'exécuter le Contrat en conformité avec les Directives environnementales de la MCC et la législation environnementale du Maroc ; cette démonstration comprendra un exposé montrant que le Soumissionnaire possède une expertise avancée de la gestion des questions environnementales et sociales (ci-après « E&S ») et qu'il peut gérer avec succès les risques E&S associés à la fourniture des Biens et Services connexes, et qu'il est capable de respecter des plans de gestion E&S similaires à celles indiquées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture (SR6,

le cas échéant et BSF 7).

- (c) Evaluation de la conformité administrative des offres (clauses 31 à 35 des IS)
- (d) Evaluation de la conformité technique des offres (clauses 31 à 35 des IS), y compris la méthodologie et le service après-vente
- (e) Evaluation financière (clauses 31 à 35 des IS)
- (f) Exécution antérieure par le Soumissionnaire de Contrats financés par MCC (BSF11)
- (g) Toutes les Offres substantiellement conformes sont comparées pour déterminer quelle Offre est la moins disante.

Le Soumissionnaire ayant soumis l'Offre la moins disante et qui est considérée comme étant substantiellement conforme au présent Dossier d'Appel d'Offres doit être qualifié pour exécuter le Contrat de manière satisfaisante.

Pour se qualifier pour l'adjudication si le Contrat est confirmé, les Soumissionnaires doivent remplir les critères minimum suivants (voir les critères de post-qualification cités plus bas) :

- (a) il n'est pas partie à un litige visant sa faillite, sa restructuration ou sa liquidation (BSF 10) ;
- (b) il a mené à bien des Contrats similaires de manière satisfaisante ;
- (c) il dispose d'un chiffre d'affaires annuel moyen suffisant, ou d'autres éléments indiquant une assise financière raisonnablement suffisante, pour exécuter un Contrat du montant de l'Offre (BSF 9).

Critères d'évaluation

L'évaluation d'une Offre tiendra compte, outre le prix de l'Offre présenté conformément à la clause 15.6 des IS, un ou plusieurs des facteurs suivants, spécifiés à la clause 35 des IS, et quantifiés ci-dessous :

- (a) le calendrier de livraison proposé dans l'Offre ; **applicable (SR1, SR2 (en particulier l'article 14) et SR3 (en particulier les articles 12 et 13))**
- (b) les écarts par rapport à l'échéancier des paiements spécifié dans les CSC ; **non applicable**

- (c) le prix des composants, pièces de rechange obligatoires et de l'entretien ; **non applicable**
- (d) la disponibilité des pièces de rechange et d'un service après-vente au Maroc pour les équipements proposés dans l'Offre ; **applicable (SR3 – en particulier l'article 10 et SR5)**
- (e) les coûts du cycle de vie pendant la durée de vie de l'équipement ; **non applicable**
- (f) la performance et la productivité des équipements proposés : **applicable (SR3 – en particulier l'article 5 et SR5)**
- (g) les performances passées du Soumissionnaire et/ou **applicable (BSF 7)**
- (h) tous autres critères spécifiques indiqués dans les spécifications techniques, et notamment les exigences ESS énoncées dans les Conditions Particulières de Fourniture. **non applicable**

Pour les facteurs retenus ci-dessus, au moins une des méthodes quantitatives suivantes sera appliquée, de la manière spécifiée à la clause 35 des IS :

Calendrier de livraison.

Les Biens visés par le présent Dossier d'Appel d'Offres seront livrés (expédiés) dans une fourchette acceptable de semaines, spécifiée à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture. Aucun crédit ne sera accordé pour livraisons anticipées, et les Offres offrant un calendrier de livraison hors de cette fourchette seront jugées non conformes.

Écart par rapport à l'échéancier de paiement

Les Soumissionnaires doivent indiquer le prix de leur Offre dans l'échéancier des paiements inclus dans les CSC. Les Offres seront évaluées en fonction de cet échéancier de référence. Les Soumissionnaires sont toutefois autorisés à présenter un échéancier de paiement différent et à indiquer la réduction du prix de l'Offre qui accompagne cet échéancier. L'Acheteur peut tenir compte de l'échéancier de paiement proposé par le Soumissionnaire. **non applicable**

OU

Les CSC spécifient l'échéancier de paiement proposé par

	<p>l'Acheteur. Si une Offre s'écarte du calendrier et si un tel écart est considéré acceptable par l'Acheteur, l'Offre sera évaluée en calculant les intérêts générés par les paiements anticipés proposés dans l'Offre comparativement à ceux stipulés dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, au taux annuel spécifié à l'IS 35.3 des FDAO. non applicable</p>
Prix des pièces de rechange	<p>La liste des produits et des quantités des principaux assemblages et composants, et de certaines pièces de rechange sélectionnées, susceptibles d'être exigés au cours de la période initiale d'exploitation spécifiée à l'IS 35.3 des FDAO, est annexée aux spécifications techniques incluses à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture. Le prix total de ces produits, aux prix unitaires indiqués dans chaque Offre, sera ajouté au prix total de l'Offre. non applicable</p> <p>OU</p> <p>L'Acheteur dressera la liste des produits et pièces de rechange de grande valeur fréquemment utilisés, ainsi qu'une estimation des quantités requises au cours de la période initiale spécifiée à l'IS 35.3 des FDAO. Le prix total de ces produits et quantités sera calculé à partir du prix unitaire des pièces de rechange soumis par le Soumissionnaire et ajouté au prix de l'Offre. non applicable</p> <p>OU</p> <p>L'Acheteur doit estimer le prix d'usage des pièces de rechange en phase initiale d'exploitation spécifiée à l'IS 35.3 des FDAO, sur la base des informations fournies par chaque Soumissionnaire, et en fonction de l'expérience antérieure de l'Acheteur ou d'autres acheteurs dans des situations similaires. Ce prix doit être ajouté au prix de l'Offre aux fins d'évaluation. non applicable</p>
Pièces de rechange et service après-vente dans le pays de l'Acheteur	<p>Le coût, pour l'Acheteur, de la mise en place d'un service minimum après-vente et de pièces de rechange, visé à l'IS 35.3 des FDAO ou ailleurs dans le Dossier d'Appel d'Offres, s'il est chiffré séparément, doit être ajouté au prix de l'Offre. non applicable</p>
Coûts de cycle de vie	<p>S'il est précisé à l'IS 35.3 des FDAO un ajustement pour prendre en compte les coûts de cycle de vie additionnels correspondant à la période spécifiée ci-dessous, les coûts d'exploitation et d'entretien par exemple, lesdits coûts</p>

seront ajoutés au prix de l'Offre uniquement à des fins d'évaluation. L'ajustement sera évalué conformément à la méthode spécifiée ci-dessous et aux informations suivantes :

- (i) le nombre d'années retenu pour déterminer le coût du cycle de vie [*insérer le nombre d'années*] ; **non applicable**
- (ii) le taux d'actualisation qui doit être appliqué pour déterminer la valeur actuelle nette des coûts d'exploitation et d'entretien futurs (dépenses renouvelables) est [*insérer le taux d'actualisation*] ; **non applicable**
- (iii) les coûts d'exploitation et d'entretien annuels (dépenses renouvelables) sont déterminés sur la base de la méthode présentée dans les spécifications techniques énoncées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture ; **non applicable**
- (iv) les coûts de mise à l'arrêt définitif et d'élimination en fin de vie sont déterminés sur la base de la méthode présentée dans les spécifications techniques énoncées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture ; **non applicable**
- (v) les coûts de post-garantie couvrant la durée du cycle de vie, à moins que ladite durée soit spécifiée au point CSC 1.1 (ee), sont déterminés sur la base de la méthode présentée dans les spécifications techniques énoncées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture ; **non applicable**

et les informations ci-après sont requises des soumissionnaires [*insérer toutes les informations requises des soumissionnaires, y compris les prix*].

Performance et productivité de l'équipement

Pour être jugés conformes, les Biens proposés doivent présenter des performances minimales spécifiées dans la disposition correspondante des spécifications techniques énoncées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture. **(SR3 – en particulier l'article 5 et SR5)**

Critères spécifiques supplémentaires

D'autres critères spécifiques supplémentaires seront pris en compte au cours de l'évaluation, et la méthode d'évaluation visée à la clause 35 des IS et/ou dans les spécifications techniques sera utilisée, et notamment la conformité aux

exigences ESS énoncées à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture. (SR6, le cas échéant et BSF 7)

Lots/Contrats multiples

En cas d'attribution de lots multiples, les Soumissionnaires peuvent proposer des remises. Les remises peuvent être exprimées soit sous forme monétaire dans la devise de l'Offre soit en pourcentage du prix de l'Offre. Dans les deux cas, l'Acheteur appliquera les remises indiquées au prix de l'Offre tel que corrigé en vertu de la clause 32 des IS. **non applicable**

L'Acheteur peut attribuer un ou plusieurs Contrats au(x) Soumissionnaire(s) qui offre(nt) la combinaison d'Offres par lot la plus avantageuse et qui remplit (remplissent) les critères de post-qualification (voir plus loin 4. Critères Post-Qualification)..

Pour déterminer les combinaisons de lots les plus avantageuses, l'Acheteur :

- a. évaluera uniquement les Offres comprenant au moins les pourcentages de produits demandés par lot et de quantités par produit, conformément à la clause 15.8 des IS ; **non applicable**
- b. prendra en compte : **non applicable**
 - (i) l'Offre qui présente la valeur la plus avantageuse pour chaque lot ;
 - (ii) la réduction de prix par lot et la méthode d'application proposée par le Soumissionnaire dans son Offre ; et
- c. considèrera quel est l'ordre d'adjudication des différents Contrats qui garantira une combinaison économique optimale en tenant compte des contraintes de l'offre ou de la capacité d'exécution déterminées conformément aux critères de post-qualification décrits à la clause 38 et à la clause 4 des IS. Critères de post-qualification ci-dessous.

Critères de post-qualification

Après avoir déterminé l'Offre qui présente la valeur la plus avantageuse conformément à la clause 35 et à la sous-clause 36.1 des IS, l'Acheteur vérifiera la post-qualification du Soumissionnaire conformément à la clause 38 des IS, en utilisant uniquement les facteurs, méthodes et critères spécifiés à la clause 38 des IS et ceux énumérés ci-dessous. les facteurs non inclus dans la clause 38 des IS et la présente Section (4. Critères de Post-Qualification) ne doivent pas être utilisés pour déterminer la post-

qualification d'un Soumissionnaire.

- (a) Capacité financière : Le Soumissionnaire doit fournir les preuves documentaires qu'il satisfait aux conditions financières suivantes : états financiers audités des trois dernières années et attestation de capacité financière délivrée par la Banque : il dispose d'un chiffre d'affaires annuel moyen suffisant,
- (b) Expérience et capacité technique : Le Soumissionnaire doit fournir les preuves documentaires qu'il satisfait aux conditions suivantes en matière d'expérience et de capacité technique : il a mené à bien des Contrats similaires de manière satisfaisante
- (c) Contrats non exécutés et Procédures judiciaires : Le Soumissionnaire doit fournir la preuve documentaire de ce qu'il ne s'est pas trouvé en situation de non-exécution de Contrat au cours des cinq (5) dernières années précédant la date limite de dépôt des Offres, et notamment toute information relative à des différends ou à des litiges tranchés ou réglés. L'ensemble des procédures en cours ne doit pas excéder 10 % de la valeur patrimoniale nette du Soumissionnaire.
- (d) Conditions d'usage : Le Soumissionnaire doit fournir la preuve documentaire de ce que les Biens qu'il propose remplissent les conditions d'usage suivantes : Le Fournisseur garantit que tous les Biens sont neufs, qu'ils n'ont jamais été utilisés et qu'il s'agit des modèles les plus récents ou actuels, et qu'ils intègrent toutes les améliorations récentes en termes de conception et de matériaux

Section IV. Formulaires de soumission des Offres

<u>BSF1</u>	<u>Formulaires de soumission des Offres.....</u>	<u>51</u>
<u>BSF1.1</u>	<u>Formulaire de certification d'entreprise publique.....</u>	<u>54</u>
<u>BSF2</u>	<u>Bordereau des Prix des Biens.....</u>	<u>59</u>
<u>BSF3</u>	<u>Bordereau des prix et Calendrier d'achèvement pour les Services connexes.....</u>	<u>71</u>
<u>BSF4</u>	<u>Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire</u>	<u>76</u>
<u>BSF5</u>	<u>Formulaire d'informations relatives aux associés d'une coentreprise</u>	<u>77</u>
<u>BSF6</u>	<u>Formulaire de Garantie d'Offre (Garantie bancaire)</u>	<u>78</u>
<u>BSF7</u>	<u>Formulaires des données environnementales, sociales, d'hygiène et de sécurité .</u>	<u>80</u>
<u>BSF8</u>	<u>Autorisation du fabricant</u>	<u>81</u>
<u>BSF9</u>	<u>Capacité financière du Soumissionnaire</u>	<u>82</u>
<u>BSF10</u>	<u>Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels et antérieurs impliquant le Soumissionnaire.....</u>	<u>83</u>
<u>BSF11</u>	<u>Références concernant les Contrats financés par la MCC</u>	<u>84</u>

BSF1 Formulaire de soumission des Offres

[Le Soumissionnaire doit compléter ce formulaire conformément aux instructions indiquées. Aucune modification de son format ne sera autorisée et aucune substitution acceptée].

Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :

ES-12-A : Paquet informatique

Référence de l'Appel d'offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous avons examiné le Dossier d'Appel d'Offres, y compris ses Addenda émis conformément aux Instructions aux Soumissionnaires, et nous ne formulons aucune réserve.
2. Nous proposons d'effectuer la livraison conformément au Dossier d'Appel d'Offres et aux Calendriers de livraison spécifiés à la Section V, Conditions Particulières de Fourniture visée ci-dessus.
3. Le prix total de notre Offre, à l'exclusion de toutes réductions consenties au point (b) ci-dessous est : *[insérer le prix total de l'Offre en lettres et en chiffres, y compris les différents montants et les devises respectives qui se décompose comme suit:*
 - Pour la tranche de base Tanger-Tétouan-Al Hoceima : (BSF2+BSF3) TTH
 - Pour la tranche conditionnelle Fès-Meknès : (BSF2+BSF3)FM
 - Pour la tranche conditionnelle Marrakech-Safi : (BSF2+BSF3)MS.*]*
4. Les réductions offertes et la méthode d'application de ces réductions sont comme suit :

Réductions : Si notre Offre est acceptée, les réductions suivantes s'appliqueront. *[Préciser de manière détaillée chaque remise consentie et le produit spécifique de la Section V. Conditions Particulières de Fourniture à laquelle elle s'applique.]*

Méthode d'application des réductions : Les réductions doivent être appliquées au moyen de : *[indiquer de manière détaillée la méthode qui sera utilisée pour consentir la remise.]*

5. Notre Offre sera valable à compter de la date limite de dépôt des Offres conformément à la sous-clause 25.1 des IS pour la période définie conformément à la sous-clause 21.1 des IS, elle continuera de nous lier et pourra être retenue à n'importe quel moment avant l'expiration de cette période.
6. Si notre Offre est retenue, nous nous engageons à obtenir une Garantie d'Exécution conformément à la clause 16 des CCAG et tel que décrit à la clause 44 des IS en vue de l'exécution du Contrat.
7. Nous, et les Sous-traitants ou fournisseurs secondaires chargés de certaines parties du Contrat, sommes ressortissants de pays éligibles *[Insérer la nationalité du Soumissionnaire, y compris celle des parties constituant le Soumissionnaire, si*

le Soumissionnaire est une coentreprise, et la nationalité de chaque Sous-traitant et fournisseur].

8. Nous n'avons aucun conflit d'intérêts, conformément à la clause 5 des Instructions aux Soumissionnaires [*insérer, le cas échéant : « , autres que ceux énumérés ci-dessous. »*] [*Si la liste comprend un ou plusieurs conflits d'intérêts, insérer : « Nous proposons les mesures d'atténuation suivantes pour les conflits d'intérêts : [insérer la description du conflit d'intérêts et les mesures d'atténuation proposées. »*]
9. Notre société, ses associés, y compris tous Sous-traitants ou fournisseurs chargés de certaines parties du Contrat, n'a pas été frappée d'inéligibilité par l'Acheteur, ou au titre des lois ou de la réglementation officielle du Maroc, conformément à la clause 5 des IS.
10. Nous sommes conscients des règles visant les activités prohibées, les parties faisant l'objet de restrictions et les conditions d'éligibilité des approvisionnements de source prohibée, conformément à la législation, à la réglementation et à la politique américaines, et ainsi que résumées à l'Annexe A du Contrat inclus dans la Section VII, et nous entendons respecter lesdites règles. Conditions spéciales du Contrat et Annexes au Contrat.
11. Nous avons certifié et signé le formulaire *BSF 1.1 Certification des entreprises publiques*.
12. Nous accusons réception de la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption (AFC) de la MCC »). Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est engagée dans des pratiques de corruption ou de fraude telles que décrites dans la clause 3 des IS. Dans cette optique, nous certifions que :
 - (a) Les prix figurant dans la présente proposition ont été définis de manière indépendante, sans intention de restreindre la compétition, ni aucune consultation, communication ou accord avec d'autres soumissionnaires ou concurrents concernant :
 - (i) lesdits prix ;
 - (ii) l'intention de soumettre une proposition ; ou
 - (iii) les méthodes ou facteurs de calcul des prix proposés.
 - (b) Les prix contenus dans la présente Offre n'ont pas été dévoilés et nous ne les dévoilerons pas, directement ou indirectement, à d'autres soumissionnaires, ni à aucun autre initiateur d'offre ou concurrent, avant l'ouverture des Offres, sauf indication contraire exigée par la loi ; et
 - (c) aucune tentative n'a été faite ni ne se fera par nos soins pour inciter une autre entreprise à soumettre, ou à ne pas soumettre, une proposition dans le but de restreindre la concurrence.
13. Les commissions, gratifications ou honoraires ci-après ont été payés ou doivent être payés dans le cadre du processus d'Appel d'Offres ou de l'exécution du Contrat : [*insérer le nom complet de chaque bénéficiaire, son adresse complète, la raison pour laquelle chaque commission ou gratification a été payée, ainsi que*

le montant et la devise de paiement de chacune desdites commissions ou gratifications.]

Nom du Bénéficiaire	Adresse	Raison	Montant

(Si aucune commission/gratification n'a été versée, ni ne doit être versée, indiquer « sans objet ».)

14. Nous comprenons que cette Offre, ainsi que votre acceptation par écrit de celle-ci incluse dans l'Avis d'attribution, constitue un Contrat obligatoire entre nous jusqu'à ce qu'un Contrat formel soit préparé et signé.
15. Nous avons conscience que vous n'êtes pas tenu d'accepter l'Offre la moins disante, ni toute autre Offre qui vous est adressée.
16. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'engagera dans des pratiques de corruption.
17. Nous déclarons par la présente que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans la Politique de lutte contre la Traite des personnes de la MCC, et nous ne les facilitons et ne les permettons pas, et nous ne nous engagerons pas dans de telles activités interdites pendant toute la durée du Contrat, et nous ne les faciliterons et ne les permettrons pas. Par ailleurs, nous donnons notre garantie que les activités interdites décrites dans la Politique de lutte contre la Traite des personnes de la MCC ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos Sous-traitants ni de nos fournisseurs secondaires ni de leurs employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que la participation à de telles activités serait un motif valable de suspension ou de résiliation du Contrat.
18. Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément à la clause 42.1 des IS, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats de cet appel d'offres pourra seulement être portée à l'attention de l'instance de recours du Système de Contestation de l'attribution des marchés de l'Acheteur.
Nous reconnaissons que notre signature scannée est valide et juridiquement contraignante.

Signé :

[Imprimer le nom]

[Adresse électronique]

En tant que :

Dûment autorisé(e) à signer au nom
de :

BSF1.1 Formulaire de certification d'entreprise publique

Les entreprises publiques ne sont pas admises à concourir en vue de l'obtention des marchés de biens ou travaux financés par la MCC. Par conséquent, les entreprises publiques i) ne peuvent pas être parties à un quelconque contrat financé par la MCC pour la fourniture de biens, de travaux ou de services par le biais d'un processus d'appel d'offres ouvert, d'un appel d'offres restreint, d'un contrat de gré à gré ou d'un contrat à fournisseur unique ; et ii) ne peuvent pas être pré-qualifiées ou présélectionnées pour un quelconque contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et devant être octroyé par l'une de ces méthodes.

Cette interdiction ne s'applique pas aux Travaux en régie effectués par des entités appartenant au gouvernement ou aux établissements d'enseignement et centres de recherche du secteur public ni aux entités statistiques ou de cartographie, ou aux autres entités techniques, du secteur public qui n'ont pas été formées principalement dans un but commercial, ou pour lesquelles une exception est accordée par la MCC conformément à la Septième partie des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC. Vous pouvez consulter l'intégralité de cette politique sur la page des Directives de passation de marchés du Compact sur le site web de la MCC (www.mcc.gov/ppg). Dans le cadre de la vérification de l'éligibilité pour ce marché, **veuillez remplir le formulaire ci-dessous afin d'indiquer le statut de votre entité.** Le Formulaire de certification doit être fourni conjointement avec l'Offre QUEL QUE SOIT LE STATUT DE VOTRE ENTITÉ.

Aux fins de ce formulaire, le terme « Gouvernement » désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris toute agence, administration, subdivision ou autre service de l'État à un niveau quelconque dans un pays ou une région.

◆◆◆◆

CERTIFICATION

Dénomination sociale du Soumissionnaire :

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

Adresse du siège social ou lieu principal d'activité ou du Directeur général du Soumissionnaire :

Noms complets de trois (3) dirigeants de haut rang du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n'a pas d'entité-mère) :

Dénomination sociale de l'entité-mère ou des entités-mères dans la langue et l'écriture du Pays de constitution (si elle est différente de ce qui est indiqué ci-dessus) :

Adresse(s) du siège social ou lieu principal d'activité ou du Directeur général de l'entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

- 1) Un État détient-il une majorité ou une participation majoritaire (que ce soit sur la base de la valeur ou des droits de vote) dans votre capital ou une autre participation lui procurant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d'agents ou d'autres moyens) ?

Oui ☐ Non ☐

- 2) Si votre réponse à la question 1 était oui, quel type d'entité contrôlée par le Gouvernement êtes-vous :

a. Travaux en régie

Oui ☐ Non

☐

- b. Établissement d'enseignement Oui ☐
Non ☐
- c. Centre de recherche Oui ☐ Non ☐
- d. Entité statistique Oui ☐ Non ☐
- e. Entité de cartographie Oui ☐ Non ☐
- f. Autre entité technique non constituée essentiellement à des fins commerciales
Oui ☐ Non ☐

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :

- a. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez :

-
- b. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou privilèges juridiques ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui, décrivez :

-
- c. Un gouvernement peut-il imposer ou ordonner l'une des actions suivantes à votre égard :

- i. toute réorganisation, fusion ou dissolution de votre entité, ou la formation ou l'acquisition de toute filiale ou autre affilié par votre entité Oui ☐
Non ☐

- ii. la vente, la location, l'hypothèque, le nantissement ou la cession par ailleurs de vos principaux actifs, corporels ou incorporels, que ce soit ou non dans le cours normal des activités

Oui ☐ Non ☐

- iii. l'interruption, la réinstallation ou l'altération substantielle de la production, de l'exploitation ou d'autres activités importantes de votre entreprise Oui ☐ Non ☐

- iv. la signature, la résiliation ou la non signature par vous de contrats importants

Oui ☐ Non ☐

- v. la nomination ou la révocation de vos cadres de direction, administrateurs, cadres supérieurs ou autres dirigeants, ou la participation par ailleurs à la direction ou au contrôle de vos affaires

Oui ☐ Non ☐

- 4) Avez-vous jamais appartenu à l'État ou été contrôlé par l'État ? Oui ☐
Non ☐

- 5) Si votre réponse à la question 4 était oui, veuillez répondre aux questions suivantes
- a. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l'État ? _____
- b. Quand votre entité a-t-elle été privatisée ? _____
- c. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit à titre de subvention) ou toute autre forme d'assistance (financière ou autre) d'un gouvernement ?
Oui ☐ Non ☐
- Si _____ oui, _____ décrivez : _____
-
- d. Même s'il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décisions dans votre entité ou dans vos affaires ?
Oui ☐ Non ☐
- Si _____ oui, _____ décrivez : _____
-
- e. Payez-vous de l'argent à un État en dehors d'impôts ou de taxes dans le cadre ordinaire de vos affaires à des niveaux et pourcentages équivalents à d'autres entreprises n'appartenant pas à l'État dans votre pays qui sont engagées dans le même secteur d'activité ?
Oui ☐
Non ☐
- Si _____ oui, _____ décrivez : _____
-

Les participants doivent noter les points suivants :

1. Avant d'annoncer le nom du Soumissionnaire retenu ou toute liste de Soumissionnaires pré-qualifiés pour ce marché, l'Entité MCA vérifiera auprès de la MCC si ce(s) Soumissionnaire(s) remplissent les conditions d'admissibilité. La MCC tiendra une base de données (à l'interne, par le biais de services d'abonnement ou des deux façons) des entreprises publiques connues, et chaque soumissionnaire retenu ou pré-qualifié concerné par la présente disposition sera comparé à la base de données et fera l'objet de recherches complémentaires selon ce que la MCC pourra juger nécessaire au vu des circonstances.
2. Toute déclaration inexacte faite par une entité soumettant une Offre pour ce marché pourra être considérée comme un cas de « fraude » aux fins des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et de toutes autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.

3. Toute entité qui aura été jugée par la MCC comme s'étant constituée toute seule, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par la MCC ou comme s'étant associée par ailleurs avec une autre entité dans le but, ou en ayant l'effet potentiel ou réel, d'éviter ou de contourner par ailleurs les dispositions des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC pourra être considérée par ailleurs comme une entreprise publique à toutes fins utiles en relation avec ces Directives.
4. Toute accusation digne de foi selon laquelle une entité soumettant une Offre en réponse à cet appel d'offres serait une entreprise publique n'étant pas autorisée à soumettre une offre conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC fera l'objet d'un examen dans le cadre d'une Contestation de l'attribution du marché conformément à ces Directives et portée à l'attention de l'instance de recours pour la Contestation de l'attribution du marché de l'Entité MCA.

Je certifie par la présente que les renseignements fournis ci-dessus sont sincères et exacts à tous égards importants et je comprends que toute déclaration inexacte, fausse déclaration ou omission de fournir les renseignements demandés dans la présente attestation peut être considérée comme un cas de « fraude » aux fins des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC et d'autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.

Signature autorisée : _____ **Date :**

Nom du signataire (en caractères d'imprimerie) :

BSF2 Bordereau des Prix des Biens

Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :

ES-12-A : Paquet informatique

Référence de l'Appel d'offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

Tranche de base : Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-1) (col. 4×5) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
A	Valise Multimédia (VMM)				
1	Valise de transport		90		
2	PC portable		90		
3	Vidéoprojecteur		90		
4	Rallonge électrique		90		
5	Écran de projection avec Trépied		90		

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-1) (col. 4×5) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
6	Haut-parleur		90		
B -7	Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia		107		
C	Matériel de connectivité (réseau et Internet)				
8	Switch 24 ports		34		
9	Point d'accès WIFI		141		
10	NAS Storage :		34		
11	Cordons RJ45 de 0,5 m		175		
12	Cordons RJ45 de 3 m		175		
D	Imprimantes multifonctions				
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome		168		

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-1) (col. 4×5) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13		168		
E	Ordinateurs du bloc administratif				
15	PC de bureau		146		
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement		34		
F	Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias				
17	PC portable		1574		
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES		34		
G	Vidéoprojecteur et Ecran de projection				
19	Vidéoprojecteur		370		
20	Écran de projection avec Trépied		370		
H	Logiciels				

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-1) (col. 4×5) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
21	Microsoft Office 2019		1844		
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours		34		
23	Antivirus Total Security 2019		1844		
Prix total de l'Offre BSF2 Tanger-Tetouan-Al Hoceima ((Hors TVA+Hors Droit de douane)					

Tranche optionnelle : Fès-Meknès

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4×5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-2) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
A	Valise Multimédia (VMM)				
1	Valise de transport		73		
2	PC portable		73		
3	Vidéoprojecteur		73		
4	Rallonge électrique		73		
5	Écran de projection avec Trépied		73		
6	Haut-parleur		73		
B -7	Chariot mobile pour salle de cours et salle		72		

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4×5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-2) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
C	Matériel de connectivité (réseau et Internet)				
8	Switch 24 ports		28		
9	Point d'accès WIFI		100		
10	NAS Storage :		28		
11	Cordons RJ45 de 0,5 m		128		
12	Cordons RJ45 de 3 m		128		
D	Imprimantes multifonctions				
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome		139		
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13		139		
E	Ordinateurs du bloc administratif				

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4×5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-2) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
15	PC de bureau		121		
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement		28		
F	Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias				
17	PC portable		1241		
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES		28		
G	Vidéoprojecteur et Ecran de projection				
19	Vidéoprojecteur		293		
20	Écran de projection avec Trépied		293		
H	Logiciels				
21	Microsoft Office 2019		1463		

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4×5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-2) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours		28		
23	Antivirus Total Security 2019		1463		
Prix total de l'Offre BSF2 Fès Meknès (Hors TVA+Hors Droit de douane)					

Tranche optionnelle : Marrakech-Safi

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4x5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-3) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
A	Valise Multimédia (VMM)				
1	Valise de transport		74		
2	PC portable		74		
3	Vidéoprojecteur		74		
4	Rallonge électrique		74		
5	Écran de projection avec Trépied		74		
6	Haut-parleur		74		
B -7	Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia		74		

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4×5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-3) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
C	Matériel de connectivité (réseau et Internet)				
8	Switch 24 ports		28		
9	Point d'accès WIFI		102		
10	NAS Storage :		28		
11	Cordons RJ45 de 0,5 m		130		
12	Cordons RJ45 de 3 m		130		
D	Imprimantes multifonctions				
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome		139		
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13		139		
E	Ordinateurs du bloc administratif				

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4×5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-3) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
15	PC de bureau		120		
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement		28		
F	Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias				
17	PC portable		1316		
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES		28		
G	Vidéoprojecteur et Ecran de projection				
19	Vidéoprojecteur		303		
20	Écran de projection avec Trépied		303		
H	Logiciels				
21	Microsoft Office 2019		1538		

1	2	3	4	5	6
Produit N°	Description des Biens	Pays de provenance	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire (Hors TVA+Hors Droit de douane)	Prix total du produit (col. 4x5) acheminé jusqu'à la Destination finale (Annexe 1-3) (Hors TVA+Hors Droit de douane)
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours		28		
23	Antivirus Total Security 2019		1538		
Prix total de l'Offre BSF2 Marrakech Safi (Hors TVA+Hors Droit de douane)					

Tableau résumé :

	Prix total de l'Offre BSF2 (Hors TVA+Hors Droit de douane) en USD ou en MAD)
Tranche de base : Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima	
Tranche optionnelle : Région Fès-Meknès	
Tranche optionnelle : Région Marrakech-Safi	
Montant total BSF2	

Nom du Soumissionnaire _____ Signature du Soumissionnaire _____ Date _____

BSF3 Bordereau des prix et Calendrier d'achèvement pour les Services connexes

Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :

ES-12-A : Paquet informatique

Référence de l'Appel d'Offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

Tranche de base : Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

1	2	3	4	5	6	7
Produit	Description des Services connexes (à l'exception du transport intérieur et autres services requis au Maroc afin d'acheminer les Biens jusqu'à leur Destination finale (Annexe 1-1))	Pays d'origine	Date de livraison et Destination finale	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire	Prix total par produit (col. 5 x 6)
I	Formation					
24	Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe			4		
J	Configurations et installations du matériel					

25	<ul style="list-style-type: none"> • Installation et configuration de la partie hardware • Installation et configuration de la partie software 			1		
K	Branchement et installation sur place					
26	<ul style="list-style-type: none"> • Branchement et mise en service de tous les équipements • Installation des switchs et points d'accès 		Annexe 1-1	34		
				Prix total de l'Offre BSF3 Tanger-Tétouan-Al Hoceima		

Tranche optionnelle : Région Fès-Meknès

1	2	3	4	5	6	7
Produit	Description des Services connexes (à l'exception du transport intérieur et autres services requis au Maroc afin d'acheminer les Biens jusqu'à leur Destination finale Annexe 1-2)	Pays d'origine	Date de livraison et Destination finale	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire	Prix total par produit (col. 5 x 6)
I	Formation					
24	Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe			4		
J	Configurations et installations du matériel					
25	<ul style="list-style-type: none"> Installation et configuration de la partie hardware Installation et configuration de la partie software 			1		
K	Branchement et installation sur place					
26	<ul style="list-style-type: none"> Branchement et mise en service de tous les équipements Installation des switches et points d'accès 		Annexe 1-2	28		
Prix total de l'Offre BSF3 Fès-Meknès						

Tranche optionnelle : Région Marrakech-Safi

1	2	3	4	5	6	7
Produit	Description des Services connexes (à l'exception du transport intérieur et autres services requis au Maroc afin d'acheminer les Biens jusqu'à leur Destination finale Annexe 1-3)	Pays d'origine	Date de livraison et Destination finale	Quantité et unité de mesure	Prix unitaire	Prix total par produit (col. 5 x 6)
I	Formation y compris les frais logistiques (location des salles de formation, hébergement, restauration)					
24	Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe			4		
J	Configurations et installations du matériel					
25	<ul style="list-style-type: none"> Installation et configuration de la partie hardware Installation et configuration de la partie software 			1		
K	Branchement et installation sur place					
26	<ul style="list-style-type: none"> Branchement et mise en service de tous les équipements Installation des switches et points d'accès 		Annexe 1-3	28		
Prix total de l'Offre BSF3 Marrakech-Safi						

Tableau résumé :

	Prix total de l'Offre BSF3 (Hors TVA+Hors Droit de douane) en USD ou en MAD)
Tranche de base : Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima	
Tranche optionnelle : Région Fès-Meknès	
Tranche optionnelle : Région Marrakech-Safi	
Montant total BSF3	

Nom du Soumissionnaire _____ Signature du Soumissionnaire _____ Date

BSF4 Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire

Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :

ES-12-A : Paquet informatique

Référence de l'Appel d'Offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

1. Constitution ou statut juridique du Soumissionnaire		
	Lieu de constitution	
	Lieu principal de l'activité	
2. Dénomination sociale de chacun des participants à la coentreprise (le cas échéant)		
	<i>[Insérer la dénomination sociale de chacun des participants à la coentreprise et remplir le Formulaire BSF5 : Formulaire d'informations relatives aux associés d'une coentreprise ci-dessous pour chacun des associés de la coentreprise]</i>	
3. Ci-joint la copie des documents suivants :		
<p>Acte constitutif ou certificat de constitution du Soumissionnaire mentionné au point 1, faisant foi de l'éligibilité du Soumissionnaire conformément à la clause 5 des IS ;</p> <p>Lettre d'intention de constituer une coentreprise ou de conclure un contrat de coentreprise conformément à la sous-clause 5.3 des IS ;</p> <p>Procuration en bonne et due forme du signataire autorisé à signer pour et au nom du Soumissionnaire conformément à la sous-clause 23.1 des IS ;</p> <p>Formulaire de certification d'entreprise publique [BSF 1.1]</p> <p style="text-align: center;">Cochez les cases et joignez les documents demandés à votre Offre.</p>		

Les informations fournies ci-dessus seront utilisées aux fins de vérifier la post-qualification du Soumissionnaire, ainsi que le prévoit la clause 38 des IS. Ces informations ne seront pas incorporées au Contrat. Le Soumissionnaire adaptera et étendra ce formulaire BSF4 en cas de besoin. Les sections pertinentes des documents ci-joints seront traduites en français.

BSF5 Formulaire d'informations relatives aux associés d'une coentreprise

Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :

ES-12-A : Paquet informatique

Référence de l'Appel d'offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

1. Constitution ou statut juridique des associés du Soumissionnaire	
1.1 Lieu de constitution	
1.2 Lieu principal de l'activité	
2. Ci-joint la copie des documents originaux suivants :	
<div style="margin-bottom: 10px;"> <input type="checkbox"/> Acte constitutif ou certificat de constitution du Soumissionnaire mentionné au point 1, faisant foi de l'éligibilité du Soumissionnaire conformément à la clause 5 des IS ; </div> <div style="margin-bottom: 10px;"> <input type="checkbox"/> Lettre d'intention de constituer une coentreprise ou de conclure un contrat de coentreprise conformément à la sous-clause 5.3 des IS ; </div> <div style="margin-bottom: 10px;"> <input type="checkbox"/> Procuration en bonne et due forme du signataire de l'entité mentionnée au point 1 ci-dessus dans les mêmes conditions que celles prévues pour les Soumissionnaires à la sous-clause 24.1 des IS ; </div> <div style="margin-bottom: 10px;"> <input type="checkbox"/> Formulaire de certification d'entreprise publique [BSF 1.1] </div> <p>Cochez les cases et joignez les documents demandés à votre Offre.</p>	

Les informations demandées ci-dessus seront fournies pour chaque associé d'une coentreprise.

Joignez le contrat passé entre les associés de la coentreprise (qui lie tous les associés), qui montre que :

1. les associés seront responsables solidairement et conjointement de l'exécution du Contrat, conformément aux termes du Contrat ;
2. l'un des associés sera désigné associé référent ; il sera autorisé à engager des dépenses et à recevoir des instructions pour et au nom de l'ensemble des associés de la coentreprise ; et
3. l'exécution de l'intégralité du Contrat, y compris les paiements, seront effectués exclusivement avec l'associé référent désigné.

BSF6 Formulaire de Garantie d'Offre (Garantie bancaire)

[La banque, comme le lui a demandé le Soumissionnaire, doit remplir le formulaire conformément aux instructions indiquées]

Banque : [Nom de la Banque et adresse de l'agence ou du bureau délivrant la Garantie]

Bénéficiaire : Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation,

Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc

Date : [Insérer la date]

N° de référence de l'Offre : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

Garantie d'Offre n° : _____

Considérant que **[insérer le nom du Soumissionnaire]** (ci-après « le Soumissionnaire ») a déposé son offre datée du **[insérer les jour, mois, année]** sous la référence indiquée ci-dessus pour la fourniture de **[insérer le nom des Biens]** (ci-après « l'Offre »).

De plus, nous comprenons que, selon les conditions de l'appel d'offres, les Offres doivent être accompagnées par une Garantie d'Offre.

À la demande du Soumissionnaire, nous **[insérer nom de la banque]** nous engageons irrévocablement à vous verser toute somme d'un montant total ne dépassant pas **[insérer le montant en chiffres] ([insérer le montant en lettres])** dès réception par nous de votre première demande écrite accompagnée d'une déclaration écrite indiquant que le Soumissionnaire a manqué à son/ses obligation(s) aux termes des conditions de l'appel d'offres, parce qu'un Soumissionnaire :

- (a) a retiré son Offre au cours de la période de validité **[insérer les dates de validité de l'Offre]** spécifiée par le Soumissionnaire sur la Fiche de Soumission de l'Offre, exception faite des cas stipulés à la clause 22.2 des IS ; ou
- (b) si le Soumissionnaire, ayant été informé que son Offre a été jugée la moins disante, n'accepte pas la correction d'erreurs constatées dans son Offre par l'Acheteur, au titre du paragraphe 32 des IS ; ou
- (c) si le Soumissionnaire, ayant été informé que l'Acheteur a retenu son Offre, omet dans les délais spécifiés de :
 - (i) fournir la Garantie d'Exécution conformément à la clause 16 du CCAG et à la clause 44 des IS ou
 - (ii) de signer le Contrat de Marché, conformément à la clause 43 des IS.

Cette garantie expirera : a) si le Soumissionnaire est le Soumissionnaire retenu, dès réception de copies du Contrat signées par le Soumissionnaire et de la garantie d'exécution qui vous a été remise sur instruction du Soumissionnaire ; ou b) si le Soumissionnaire n'est pas le Soumissionnaire retenu, dès réception d'une copie d'une notification de votre part indiquant que le Soumissionnaire retenu a signé le Contrat et

fourni la garantie d'exécution requise ; ou ii) 28 jours après expiration du délai de validité de l'Offre du Soumissionnaire.

Par conséquent, toute demande de paiement au titre de cette garantie devra nous parvenir, à cette agence/à cette succursale, à la date d'expiration au plus tard.

[La Banque Émettrice doit supprimer les mentions inutiles] Nous confirmons que [nous sommes une institution financière légalement autorisée à fournir cette garantie au Maroc] **[OU]** [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du Maroc mais avons une institution financière correspondante située au Maroc qui assurera l'applicabilité de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et nos coordonnées sont les suivants : **[insérer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique].**]

Cette garantie est soumise aux Règles uniformes relatives aux garanties sur demande, révision de 2010, publication n° 758 de la CCI, sauf indication contraire ci-dessus.

Signé :

En qualité de :

[Nom en caractères d'imprimerie]

dûment autorisé à signer la Garantie
d'Offre pour et au nom de

**[Insérer le nom et l'adresse de
l'institution financière]**

Date

[Insérer la date]

**BSF7 Formulaires des données environnementales, sociales,
d'hygiène et de sécurité**

**Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements
scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :**

ES-12-A : Paquet informatique

Référence de l'Appel d'Offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

Nous, les soussignés, déclarons que :

- (a) les feuilles de données Santé et Sécurité (S&S) ci-jointes, y compris les licences, permis ou autres documents énumérés ci-dessous et exigés à la Section 5 : Conditions Particulières de Fourniture, sont actuelles et valides ; et,
- (b) les permis, licences et autres documents relatifs aux questions environnementales et sociales énumérés ci-dessous et exigés à la Section 6 : Conditions Particulières de Fourniture, sont actuels et valides

Signé :

En qualité de :

[Nom en caractères d'imprimerie]

dûment autorisé à signer le document pour
et au nom de

[Insérer le nom et l'adresse]

Date

[Insérer la date]

BSF8 Autorisation du fabricant

Objet : Acquisition des équipements informatiques au profit des établissements scolaires bénéficiaires dans le cadre de la composante MIAES :

ES-12-A : Paquet informatique

Référence de l'Appel d'Offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact

[Cette lettre d'autorisation sera imprimée sur du papier à en-tête du fabricant des Biens et signée par une personne ayant autorité de signature pour et au nom de ce fabricant. Le Soumissionnaire doit joindre cette lettre d'autorisation à son Offre, si cela est prévu aux FDAO].

CONSIDÉRANT QUE

Nous, *[insérer le nom du fabricant]* sommes des fabricants réputés de *[insérer le type de biens fabriquées]* possédant des usines à *[insérer l'emplacement de(s) usines(s)]*.

PAR LA PRÉSENTE, nous

- (a) autorisons *[insérer le nom du Soumissionnaire]* à soumettre une Offre en réponse à l'Appel d'Offres indiqué ci-dessus. L'objet de cette Offre est de fournir les Biens suivants : *[insérer la description des Biens]* fabriqués par nous, et par la suite de négocier et de signer le Contrat de fourniture de ces Biens.

ET

- (b) étendons notre pleine garantie, conformément à la clause 26 du Cahier des Clauses Administratives Générales, aux Biens proposés dans l'Offre.

Signé :

En qualité de :

[Nom en caractères d'imprimerie]

dûment autorisé à signer le document pour
et au nom de

[Insérer le nom et l'adresse]

Date

[Insérer la date]

BSF9 Capacité financière du Soumissionnaire

La capacité financière du Soumissionnaire à fournir les Biens requis est impérative. Le soumissionnaire est tenu de fournir des renseignements sur sa situation financière. Cette exigence peut être satisfaite par la présentation de l'un des documents suivants : états financiers vérifiés pour les trois (3) dernières années, accompagnés de lettres de vérification OU états financiers certifiés pour les trois (3) dernières années, accompagnés de déclarations fiscales ET preuve d'un financement dédié à la mise en œuvre du contrat. Cette preuve peut être, par exemple, sous forme d'une attestation de sa banque, ou d'une autre institution compétente, avec lequel le soumissionnaire possède ou a accès au financement nécessaire (accès à des ressources financières ou la disponibilité de telles ressources comme des actifs liquides, des biens immobiliers non grevés d'hypothèque, des lignes de crédit, et autres moyens financiers...).

L'absence de l'un de ces documents soumis comme justificatif de la capacité financière entraînera le rejet de l'Offre.

Si l'Offre est soumise par une coentreprise, toutes les parties de la coentreprise sont tenues de fournir leurs états financiers et ces documents. Les rapports doivent être soumis dans l'ordre d'importance des Associés de la coentreprise, du plus important au moins important.

L'Acheteur se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur la capacité financière du Soumissionnaire. Tout Soumissionnaire ne parvenant pas à démontrer, à travers ses registres financiers, qu'il a la capacité financière de fournir les Biens exigés peut être disqualifié.

**BSF10 Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes,
enquêtes et différends actuels et antérieurs impliquant le
Soumissionnaire**

[Fournir des informations sur les procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes ou différends actuels ou antérieurs couvrant les cinq (5) dernières années comme indiqué dans le formulaire ci-dessous].

Le Soumissionnaire, ou une société, une entité ou une filiale apparentée, a-t-il été, au cours des cinq (5) dernières années, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou l'issue pourrait raisonnablement être interprétée par l'Acheteur comme pouvant avoir un impact sur la situation financière ou les conditions de fonctionnement du Soumissionnaire d'une manière pouvant affecter négativement sa capacité à satisfaire à l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat ? Non : ____ Oui : ____ (voir ci-dessous)

Litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes, différends au cours des cinq (5) dernières années

Année	Objet du litige	Montant à acquitter par le Soumissionnaire en équivalents Dollars US
-------	-----------------	--

BSF11 Références concernant les Contrats financés par la MCC

Chaque Soumissionnaire ou membre d'une coentreprise/Association agissant en tant que Soumissionnaire doit remplir ce formulaire et y inclure des informations sur tous les contrats financés par la MCC (exécutés soit directement avec la MCC, soit avec une Entité du Millennium Challenge Account, partout dans le monde) auxquels le Soumissionnaire ou un membre d'une coentreprise/Association agissant en tant que Soumissionnaire participe ou a participé en tant que Fournisseur, affilié, associé, filiale, Sous-traitant ou dans tout autre rôle.

Contrats avec la MCC			
Nom et numéro du Contrat	Rôle dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse de l'Acheteur

Contrats avec une Entité MCA			
Nom et numéro du Contrat	Rôle dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse de l'Acheteur

DEUXIÈME PARTIE : BESOINS D'APPROVISIONNEMENT

Section V. Conditions Particulières de Fourniture

SR1	Liste des Biens et calendrier de livraison.....	87
SR2	Liste des Services connexes et calendrier de réalisation	99
SR3	Spécifications Techniques.....	102
SR4	Plans	144
SR5	Inspections et Tests	145
SR6	Procédures environnementales, d'hygiène et de sécurité	150

SR1 Liste des Biens et calendrier de livraison

Tranche de base : Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Poste n°	Description des Biens	Quantité	Unité de mesure	Destination finale précisée à la clause 15.6 des IS des FDAO	Date de livraison exigée par l'Acheteur (selon les Incoterms retenus (DDP Destination finale))		Date de livraison proposée par le Soumissionnaire
					Date de livraison, au plus tôt :	Date de livraison, au plus tard :	
[Insérer n° de produit]	[Insérer description des Biens]	[Insérer quantité de produits à livrer]	[Insérer unité de mesure pour la quantité]	[Insérer lieu de livraison]	[Insérer le nombre de jours à compter l'ordre de démarrage]	[Insérer le nombre de jours à compter de la date de validation du site pilote]	[Insérer le nombre de jours à compter de la date de validation du site pilote]
A	Valise Multimédia (VMM)						
1	Valise de transport	90	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
2	PC portable	90	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
3	Vidéoprojecteur	90	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
4	Rallonge électrique	90	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	

5	Écran de projection avec Trépied	90	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
6	Haut-parleur	90	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
B -7	Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	107	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
C	Matériel de connectivité (réseau et Internet)						
8	Switch 24 ports	34	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
9	Point d'accès WIFI	141	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
10	NAS Storage :	34	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
11	Cordons RJ45 de 0,5 m	175	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
12	Cordons RJ45 de 3 m	175	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
D	Imprimantes multifonctions						

13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome	168	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13	168	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
E	Ordinateurs du bloc administratif						
15	PC de bureau	146	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement	34	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
F	Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias						
17	PC portable	1574	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES	34	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
G	Vidéoprojecteur et écran de projection						
19	Vidéoprojecteur	370	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	

20	Écran de projection avec Trépied	370	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
H	Logiciels						
21	Microsoft Office 2019	1844	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours	34	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	
23	Antivirus Total Security 2019	1844	U	Annexe 1-1	4 semaines (site pilote)	16 semaines après la validation du site pilote	

Tranche optionnelle : Fès-Meknès

Poste n°	Description des Biens	Quantité	Unité de mesure	Destination finale précisée à la clause 15.6 des IS des FDAO	Date de livraison exigée par l'Acheteur (selon les Incoterms retenus (DDP Destination finale))		Date de livraison proposée par le Soumissionnaire
					Date de livraison, au plus tôt :	Date de livraison, au plus tard :	
[Insérer n° de produit]	[Insérer description des Biens]	[Insérer quantité de produits à livrer]	[Insérer unité de mesure pour la quantité]	[Insérer lieu de livraison]	[Insérer le nombre de jours à compter de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle]	[Insérer le nombre de jours à compter de la date de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle]	[Insérer le nombre de jours à compter de la date de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle]
A	Valise Multimédia (VMM)						
1	Valise de transport	73	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
2	PC portable	73	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
3	Vidéoprojecteur	73	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
4	Rallonge électrique	73	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	

5	Écran de projection avec Trépied	73	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
6	Haut-parleur	73	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
B -7	Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	72	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
C	Matériel de connectivité (réseau et Internet)						
8	Switch 24 ports	28	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
9	Point d'accès WIFI	100	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
10	NAS Storage :	28	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
11	Cordons RJ45 de 0,5 m	128	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
12	Cordons RJ45 de 3 m	128	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
D	Imprimantes multifonctions						

13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome	139	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13	139	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
E	Ordinateurs du bloc administratif						
15	PC de bureau	121	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement	28	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
F	Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias						
17	PC portable	1241	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES	28	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
G	Vidéoprojecteur et écran de projection						
19	Vidéoprojecteur	293	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	

20	Écran de projection avec Trépied	293	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
H	Logiciels						
21	Microsoft Office 2019	1463	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours	28	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
23	Antivirus Total Security 2019	1463	U	Annexe 1-2	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	

Tranche optionnelle : Marrakech-Safi

Poste n°	Description des Biens	Quantité	Unité de mesure	Destination finale précisée à la clause 15.6 des IS des FDAO	Date de livraison exigée par l'Acheteur (selon les Incoterms retenus (DDP Destination finale))		Date de livraison proposée par le Soumissionnaire
					Date de livraison, au plus tôt :	Date de livraison, au plus tard :	
[Insérer n° de produit]	[Insérer description des Biens]	[Insérer quantité de produits à livrer]	[Insérer unité de mesure pour la quantité]	[Insérer lieu de livraison]	[Insérer le nombre de jours à compter de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle]	[Insérer le nombre de jours à compter de la date de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle]	[Insérer le nombre de jours à compter de la date de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle]
A	Valise Multimédia (VMM)						
1	Valise de transport	74	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
2	PC portable	74	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
3	Vidéoprojecteur	74	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
4	Rallonge électrique	74	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
5	Écran de projection avec Trépied	74	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	

6	Haut-parleur	74	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
B -7	Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	74	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
C	Matériel de connectivité (réseau et Internet)						
8	Switch 24 ports	28	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
9	Point d'accès WIFI	102	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
10	NAS Storage :	28	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
11	Cordons RJ45 de 0,5 m	130	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
12	Cordons RJ45 de 3 m	130	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
D	Imprimantes multifonctions						
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome	139	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	

14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13	139	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
E	Ordinateurs du bloc administratif						
15	PC de bureau	120	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement	28	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
F	Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias						
17	PC portable	1316	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES	28	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
G	Vidéoprojecteur et écran de projection						
19	Vidéoprojecteur	303	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
20	Écran de projection avec Trépied	303	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	

H	Logiciels						
21	Microsoft Office 2019	1538	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours	28	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	
23	Antivirus Total Security 2019	1538	U	Annexe 1-3	Ordre de service d'activation de la tranche optionnelle	16 semaines après l'activation de la tranche optionnelle	

SR2 Liste des Services connexes et calendrier de réalisation

Tranche de base : Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Service	Description	Quantité ¹	Unité de mesure	Lieu où seront fournis les Services	Date(s) de réalisation finale(s) des Services
[Insérer n° de service]	[Insérer description des Services connexes]	[Insérer quantité de produits à livrer]	[Insérer unité de mesure pour les produits]	[Insérer nom du Lieu]	[Insérer Date(s) de réalisation exigée(s)]
I	Formation				
24	Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe	4	Forfait	Région TTH	En fonction des dates de livraison
J	Configurations et installations du matériel				
25	<ul style="list-style-type: none"> Installation et configuration de la partie hardware Installation et configuration de la partie software 	1	Unité	Dans les locaux du fournisseurs	En fonction des dates de livraison
K	Branchement et installation sur place				
26	<ul style="list-style-type: none"> Branchement et mise en service de tous les équipements Installation des switches et points d'accès 	34	Unités	Annexe 1-1	En fonction des dates de livraison

1. Le cas échéant

Tranche optionnelle : Région Fès-Meknès

Service	Description	Quantité¹	Unité de mesure	Lieu où seront fournis les Services	Date(s) de réalisation finale(s) des Services
[Insérer n° de service]	[Insérer description des Services connexes]	[Insérer quantité de produits à livrer]	[Insérer unité de mesure pour les produits]	[Insérer nom du Lieu]	[Insérer Date(s) de réalisation exigée(s)]
I	Formation				
24	Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe	4	Forfait	Région Fès-Meknès	En fonction des dates de livraison
J	Configurations et installations du matériel				
25	<ul style="list-style-type: none"> Installation et configuration de la partie hardware Installation et configuration de la partie software 	1	Unité	Dans les locaux du fournisseurs	En fonction des dates de livraison
K	Branchement et installation sur place				
26	<ul style="list-style-type: none"> Branchement et mise en service de tous les équipements Installation des switchs et points d'accès 	28	Unités	Annexe 1-2	En fonction des dates de livraison

Tranche optionnelle : Région Marrakech-Safi

Service	Description	Quantité ¹	Unité de mesure	Lieu où seront fournis les Services	Date(s) de réalisation finale(s) des Services
[Insérer n° de service]	[Insérer description des Services connexes]	[Insérer quantité de produits à livrer]	[Insérer unité de mesure pour les produits]	[Insérer nom du Lieu]	[Insérer Date(s) de réalisation exigée(s)]
I	Formation				
24	Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe	4	Forfait	Région Marakkech-Safi	En fonction des dates de livraison
J	Configurations et installations du matériel				
25	<ul style="list-style-type: none"> Installation et configuration de la partie hardware Installation et configuration de la partie software 	1	Unité	Dans les locaux du fournisseurs	En fonction des dates de livraison
K	Branchement et installation sur place				
26	<ul style="list-style-type: none"> Branchement et mise en service de tous les équipements Installation des switchs et points d'accès 	28	Unités	Annexe 1-3	En fonction des dates de livraison

SR3 Spécifications Techniques

La fourniture des Biens et Services Connexes doit se conformer aux Spécifications et Normes Techniques suivantes :

CONDITIONS PARTICULIERES DE FOURNITURE (CPF)

Marché ES-12-A

Paquet informatique

Sommaire

Introduction	106
Article 1 : Objet de l'appel d'offre	107
Article 2 : Tranche de base et tranche optionnelle	107
1. Période de base	107
2. Tranche optionnelle	108
3. Livrables	108
4. Mode de paiement	108
Article 3 : Consistance des prestations et responsabilité du fournisseur	108
1. Qualité de service	109
2. Dimensionnement des prestations dans les locaux des établissements scolaires	109
3. Configuration du bloc administratif	109
4. Configuration des salles multimédias	110
5. Configuration des salles de cours	110
Article 4 : Règles d'installation des équipements informatiques	110
1. Partie matérielle	110
2. Partie logicielle	110
3. Installation en réseau	111
4. Inventaire des équipements	111
5. Transfert de compétence et initiation à l'usage	111
Article 5 : Spécifications minimales des prestations demandées	112
1. Tranche de base	112
A. Valise Multimédia (VMM)	112
B. Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	113
C. Matériel de connectivité (réseau et Internet)	113
D. Imprimantes multifonctions	114
E. Ordinateurs du bloc administratif	114
F. Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias	115
G. Vidéoprojecteur et Ecran de projection	116
H. Logiciels	116
I. Formation	116

J.	Configurations et installations du matériel	116
K.	Branchement et installation sur place	116
2.	Tranche optionnelle (liste à titre indicatif).....	117
A.	Valise Multimédia (VMM)	117
B.	Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	118
C.	Matériel de connectivité (réseau et Internet)	118
D.	Imprimantes multifonctions :	119
E.	Ordinateurs du bloc administratif	120
F.	Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias	120
G.	Vidéoprojecteur et écran de projection	121
H.	Logiciels	121
I.	Formation.....	121
J.	Configurations et installations du matériel	122
K.	Branchement et installation sur place	122
Article 6 : LE DOSSIER TECHNIQUE.....		122
Article 7 : LE DOSSIER ADDITIF		122
Article 8 : PRESENTATION DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE		122
Article 9 : Délai de Garantie.....		123
Article 10 : Portée de la garantie – Continuité de service et support technique.....		123
1.	Portée de la garantie.....	123
2.	Continuité de service et support technique	124
Article 11 : Installation du site pilote.....		125
Article 12 : Modalités et conditions de livraison.....		125
1.	Modalités de livraison	125
2.	Conditions de livraison	126
Article 13 : Comité de réception et de validation		127
Article 14 : Formation		127
ANNEXE 1-1 : LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNÉS (Tanger Tétouan Al Hoceima)		128
ANNEXE 1-2 : LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNÉS (Fès Meknès).....		129
ANNEXE 1-3 : LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNÉS (Marrakech Safi)		130
Annexe 2 : GRILLE D'ÉVALUATION - Conformité aux spécifications techniques des CPF		131
A.	Valise Multimédia (VMM)	131
B.	Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	131

C. Matériel de connectivité (réseau et Internet)	132
D. Imprimantes multifonctions :	133
E. Ordinateurs du bloc administratif	133
F. Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias	134
G. Vidéoprojecteur et écran de projection	134
H. Logiciels	134
I. Autres	135
<u>Annexe 3 : GRILLE D'ÉVALUATION -Examen du fonctionnement dans les sites pilotes</u>	
	<u>136</u>
<u>Annexe 4 : MODELE D'ETIQUETTE</u>	
	<u>137</u>
<u>ANNEXE 5 : ATTESTATION DE RECEPTION DU MATERIEL</u>	
	<u>138</u>
A. Valise Multimédia (VMM)	138
B. Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	139
C. Matériel de connectivité (réseau et Internet)	140
D. Imprimantes multifonctions :	141
E. Ordinateurs du bloc administratif	141
F. Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias	142
G. Vidéoprojecteur et écran de projection	142
H. Logiciels	142

Introduction

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC à ce programme de coopération s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain.

Le montant global financera, sur une période de cinq ans, deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Le projet « Éducation et formation pour l'employabilité » qui a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

La première activité de ce projet qui porte sur l'éducation secondaire prévoit trois composantes fondamentales : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire à travers la contractualisation des performances et le renforcement des capacités de gestion des responsables desdits établissements, l'innovation pédagogique centrée sur l'élève et la réhabilitation de l'infrastructure ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information MASSAR et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

La deuxième activité de ce projet relative au développement de la formation professionnelle (FP) et de l'emploi comprend : 1) La création d'un fonds pour le financement des initiatives de création de nouveaux centres ou de reconversion de centres existants via un partenariat public-privé ; 2) L'appui à l'opérationnalisation de la réforme de la formation professionnelle ; 3) La promotion de l'emploi inclusif par des financements innovants permettant l'insertion des jeunes chômeurs et des femmes défavorisées dans le marché du travail ; 4) L'appui à la mise en place d'un système intégré d'observation du marché du travail.

Article 1 : Objet de l'appel d'offre

Le présent appel d'offres consiste en l'équipement en matériel informatique, multimédia et équipement de connectivité de quatre-vingt-dix (90) établissements scolaires bénéficiaires du projet « Éducation Secondaire » (voir annexes 1-1, 1-2 et 1-3), au niveau des régions de Tanger Tétouan Al Hoceima (TTH), de Fès Meknès (FM) et de Marrakech Safi (MS).

Les biens et services à fournir dans le cadre de ces conditions particulières de fourniture appuieront la mise en œuvre de l'activité Éducation Secondaire, notamment la composante MIAES déployée dans 90 établissements scolaires (collégial et qualifiant) dans les régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (TTH), Fès-Meknès (FM), et Marrakech-Safi (MS).

Les interventions prévues dans le cadre de MIAES portent sur un appui intégré pour le management, la pédagogie et l'infrastructure, tout en s'appuyant sur le levier des Projets d'Établissements Intégrés (PEI) reposant essentiellement sur une approche participative et inclusive. Les principales sous composantes du MIAES sont (i) l'instauration d'une autonomie et d'un leadership effectif de l'établissement scolaire ; (ii) une réforme pédagogique et des innovations pour des apprentissages centrés sur l'élève ; et (iii) l'amélioration de l'infrastructure des établissements scolaires pour favoriser un environnement d'apprentissage adéquat.

Les activités liées à la composante MIAES ont débuté dans la région TTH au cours de l'année scolaire 2016/2017 dans six établissements scolaires pilotes (phase 1), et sont étendues à 28 autres établissements au cours de l'année 2017/2018 (phase 2). Le lancement desdites activités dans les régions FM et MS a eu lieu début septembre 2018.

La mise en place du MIAES exige un renforcement de compétences de tous les acteurs concernés, aussi bien au niveau des AREF qu'aux niveaux des Directions Provinciales et des établissements scolaires à travers des équipements informatiques objet du présent marché.

Le présent marché est réparti en deux phases, une tranche de base et une tranche optionnelle, dont le détail est explicité à l'article 2.

Article 2 : Tranche de base et tranche optionnelle

Le délai d'exécution des prestations sera étalé sur 30 mois, comprenant une tranche de base et une tranche optionnelle.

1. Tranche de base

La tranche de base, d'une durée de 10 mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage, concerne la région TTH, pour une livraison du matériel au niveau de 34 établissements scolaires (voir annexe 1-1).

2. Tranche optionnelle

La tranche optionnelle concerne les régions FM et MS et pourra être confiée au fournisseur adjudicataire du présent marché sous réserve de l'entière satisfaction de MCA-Morocco de ces prestations durant la tranche de base, et selon la disponibilité des fonds. Cette tranche pourra s'étaler sur 24 mois au maximum.

Pour activer la tranche optionnelle, MCA-Morocco communiquera au fournisseur par un ordre de service un (1) mois avant le démarrage de la tranche en question.

Pour la tranche optionnelle, le fournisseur doit maintenir les mêmes prix unitaires tels qu'il a été indiqué dans son offre financière initiale avec laquelle il a soumissionné pour l'ensemble des biens et services.

MCA-Morocco, à sa seule discrétion, pourrait décider de ne pas activer la tranche optionnelle sans pénalités ni indemnisation.

3. Livrables

Les prestations objet de ce présent appel d'offres se répartiront en deux livraisons, une pour la tranche de base et une autre livraison pour la tranche optionnelle qui comprend :

- a) Une livraison d'un jeu complet sur site pilote : délai de 4 semaines après réception de l'ordre de service de démarrage
- b) La deuxième livraison concerne tout le matériel et logiciel décrits dans l'article 5 (A, B, C, D, E, F, G, H et J), et qui seront livrés au plus tard 16 semaines après la validation du site pilote;
- c) Le test, installation et configuration du matériel concernent toutes les configurations et installations décrites dans l'article 5 (K). Dans le cas où les travaux d'aménagement des établissements scolaires ne sont pas terminés, toutes les configurations et les tests seront effectués et les matériels réceptionnés, et les installations seront à la charge de l'établissement scolaire concerné.

4. Mode de paiement

Se référer aux Conditions Spéciales du Contrat CCAG 14.1.

Article 3 : Consistance des prestations et responsabilité du fournisseur

Le fournisseur est tenu de fournir les équipements informatiques, multimédia et de connectivité destinés aux établissements scolaires relevant de l'AREF de TTH, (dont la liste figure en annexes 1-1, 1-2 et 1-3), et prendre en charge la livraison et les installations de tous les équipements, ainsi que la configuration et la fourniture des prestations et services décrits dans l'article 2 des présentes CPF.

Ces prestations comprennent notamment, pour chaque établissement scolaire, les éléments suivants :

- La fourniture, le déploiement, l'installation et la mise en service des équipements selon la description l'article 5 des présentes CPF ;
- La connexion des points d'accès en réseau wifi ;
- La mise en place de la configuration logicielle requise ;
- La fourniture et l'installation de divers matériels et composants pour la mise en place d'un environnement numérique de travail pour l'éducation (imprimantes, vidéo projecteurs, ...) ;
- Configuration et test de la connexion effective à Internet de tous les postes de travail ;
- La prise en charge de la continuité de service et de la maintenance de tous les équipements, matériels et logiciels fournis dans le cadre du présent marché durant la période de garantie qui est de 2 ans ;
- L'animation de sessions de formation au profit du personnel désigné par la région (article 5 des présentes CPF, section I) ;
- Les quantités des prestations et équipements informatiques dans le cadre du présent marché sont précisées dans les spécifications minimales des prestations demandées - à l'article 5 des présentes CPF.

1. Qualité de service

Le fournisseur s'engage à superviser le service afin d'effectuer les diagnostics nécessaires et de remédier aux anomalies conformément aux dispositions de l'article 12 des présentes CPF.

2. Dimensionnement des prestations dans les locaux des établissements scolaires

Le fournisseur est tenu de fournir et d'installer le matériel informatique conformément aux dispositions de l'article 5 des présentes CPF au niveau de chaque établissement cité en annexes 1-1, 1-2 et 1-3 dans :

- Le bloc administratif
- Les salles de cours
- Les salles multimédias

Les quantités des prestations et équipements constituant chaque salle et bloc administratif sont précisées à l'article 5 des présentes CPF.

3. Configuration du bloc administratif

- PC portable pour le directeur (N° 16 dans l'article 5)
- Ordinateurs de bureau pour le staff administratif (N° 15 dans l'article 5)
- Imprimantes multifonctions (N° 13 & 14 dans l'article 5)
- Point d'accès WIFI (N° 9 dans l'article 5)
- Switch (N° 8 dans l'article 5)
- Serveur de stockage partagé (N°10 dans l'article 5)
- Onduleur pour PC de bureau et le serveur de stockage partagé avec câble d'alimentation
- Chariots mobiles pour les pc portables des professeurs (N° 7 dans l'article 5)
- Valise multimédia pour les salles de cours ordinaires (N° 1 à 6 dans l'article 5)
- Armoire métallique (N° 18 dans l'article 5)
- Système d'exploitation Windows 10 (N° 15 et 16 dans l'article 5)
- Suite Microsoft Office 2019 (N° 21 dans l'article 5)
- Antivirus (N° 23 dans l'article 5)

4. Configuration des salles multimédias

- Ordinateurs portables à utiliser par les élèves (N° 17 dans l'article 5)
- Chariots mobiles pour les pc portables des élèves (N° 7 dans l'article 5)
- Point d'accès WIFI (N° 9 dans l'article 5)
- Vidéoprojecteurs (N° 19 dans l'article 5)
- Écran de projection avec Trépied (N° 20 dans l'article 5)
- Système d'exploitation Windows 10 (N° 17 dans l'article 5)
- Suite Microsoft Office 2019 (N° 21 dans l'article 5)
- Antivirus (N° 23 dans l'article 5)
- Logiciel de gestion de classe (N° 22 dans l'article 5)

5. Configuration des salles de cours

- Ordinateurs portables pour les professeurs (N° 17 dans l'article 5)
- Point d'accès WIFI (N° 9 dans l'article 5)
- Vidéoprojecteurs (N° 19 dans l'article 5)
- Écran de projection avec Trépied (N° 20 dans l'article 5)
- Système d'exploitation Windows 10 (N° 17 dans l'article 5)
- Suite Microsoft Office 2019 (N° 21 dans l'article 5)
- Antivirus (N° 23 dans l'article 5)

Le fournisseur devra réaliser un site pilote parmi la liste des établissements de l'annexe 1-1 avant le déploiement global du projet sur la région TTH. Ledit site pilote devra cependant faire l'objet d'une validation préalable écrite par MCA-Morocco (4 semaines après l'ordre de démarrage).

Article 4 : Règles d'installation des équipements informatiques

Le fournisseur exécutera sa prestation selon les modalités suivantes :

1. Partie matérielle

- Le fournisseur doit graver, au laser, une identité visuelle sur tous les équipements, selon le modèle décrit dans l'annexe 4 ;
- Le fournisseur doit personnaliser le logo de démarrage de chaque ordinateur, selon le modèle qui sera fourni par MCA-Morocco ;
- Tous les claviers doivent être bilingue Arabe/Français d'origine ;
- Le fournisseur doit fournir les manuels d'utilisation de tout équipement ou matériel fourni.

2. Partie logicielle

Avant le début du déploiement, les configurations logicielles, et éventuellement matérielles, qui devront être mises en place par le fournisseur lui seront notifiées.

Ces configurations seront arrêtées conjointement entre le fournisseur et MCA-Morocco et elles portent notamment sur :

1. La personnalisation des Postes de Travail ;
2. L'installation de la suite bureautique ;
3. L'installation de l'antivirus ;

4. L'installation des outils logiciels (compression, lecteur multimédia, lecteur PDF, etc.) ;
5. L'installation et la configuration de la solution de gestion de classe pour les salles Multimédia (SMM) ;
6. La mise en place et le déploiement d'un « master d'installation » (CD, DVD ou autre) comportant notamment tous les logiciels de redémarrage, l'ensemble de la configuration initialement mise en place, des contenus pédagogiques numériques ou toute autre ressource numérique nécessaire.

3. Installation en réseau

Le fournisseur doit connecter les différents postes de travail, les imprimantes multifonctions et les serveurs de stockage en réseau local via les points d'accès WIFI, et procéder aux configurations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'environnement multimédia dans sa globalité.

4. Inventaire des équipements

Après installation, le fournisseur affichera, sur chaque équipement inventorié, le numéro d'inventaire fourni par l'Agence MCA-Morocco, et ce, selon le modèle d'étiquette autocollante décrit à l'annexe 4.

Le fournisseur est tenu de remettre au maître d'ouvrage la base de données d'inventaire du matériel livré. Cette base de données doit comprendre tous les équipements installés, ainsi que leurs marques, types, numéros de série et numéros d'inventaire.

5. Transfert de compétence et initiation à l'usage :

Le fournisseur est tenu, après l'installation, la configuration et le paramétrage du matériel et logiciel, d'animer une séance d'initiation à l'usage des différents composants livrés aux personnels désignés (2 à 3) pour chaque établissement selon les thèmes suivants :

- L'usage de l'imprimante multifonctions ;
- Le paramétrage minimal des points d'accès (changement du nom du réseau wifi (SSID), mot de passe, etc.) ;
- L'usage de serveur NAS (création de comptes, espaces de stockage, droits, exploitation, etc.) ;
- Le paramétrage de vidéo projecteur

Article 5 : Spécifications minimales des prestations demandées**1. Tranche de base****A. Valise Multimédia (VMM)**

N	Article	Quantité
		TTH
1	Valise de transport : <ul style="list-style-type: none"> • Être transportable par la main ; • Avoir un boîtier solide et rigide ; • Être étanche (à la pluie et à la poussière) ; • Pouvoir être fermée à clé de manière fiable (Serrure avec trois clés) ; • Contenir une mousse de protection ou un dispositif antichoc en cas de chute ; • Les articles (2), (3) et (6) doivent être montés et inter-reliés et le câblage bien rangé à l'intérieur de la valise de transport, de sorte que la VMM soit prête à l'utilisation. 	90
2	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i5 de 8ème génération • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :4GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 	90
3	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none"> • 3.200 lumen – SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI • Sacoche • Garantie 2 ans 	90
4	Rallonge électrique (10 mètres minimum)	90
5	Écran de projection avec Trépied 180x180 cmxcm au plus	90
6	Haut-parleur : Type d'enceintes : 2.0 (Stéréo) Puissance (RMS) : 5 W Interface avec l'ordinateur : Jack 3,5mm Mâle Stéréo	90

B. Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia

N	Article	Quantité
		TTH
7	<p>Usage : Ranger, recharger et transporter dans les meilleures conditions 20 ordinateurs portables de taille 14 pouces au minimum.</p> <p>Connectivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Espace de rangement pour un point d'accès WIFI, incluant un câble LAN, un câble d'alimentation et une sortie pour un port réseau RJ45. <p>Alimentation électrique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une prise électrique à l'extérieur pour l'alimentation centralisée de l'ensemble du chariot. Une colonne ou des rangées de 25 prises électriques au minimum. Un espace de rangement des chargeurs des pc portables. Une protection électrique. Un système de minuterie permettant de définir le temps de charge. <p>Mobilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> 4 roulettes professionnelles dont 2 avec freins. Équipé d'une poignée. <p>Aération :</p> <ul style="list-style-type: none"> Perforations sur les côtés pour aération naturelle. Ventilateur avec sonde de température. <p>Système de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dispositif de fermeture et de sécurisation avec cadenas ou autre. Habillage en acier inoxydable. <p>Accessoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Câbles d'alimentation. <p>Garantie minimale : (02) Deux ans.</p>	107

C. Matériel de connectivité (réseau et Internet)

N	Article	Quantité
		TTH
8	<p>Switch 24 ports (garantie 2 ans) Configuration minimale :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rackable 19'' ; 24 ports RJ-45 10/100/1000 ; 	34
9	<p>Point d'accès WIFI : (garantie 2 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> Type AP : indoor avec des antennes internes omnidirectionnelles Dual Band : <ul style="list-style-type: none"> 5GHz 802.11ac 2.4GHz 802.11n Supporte un débit de 1300 Mbps en band 5GHz et 300Mbps en bande 2.4GHz. Technologies radio supportées : 802.11a/b/g/n/ac et certifié Wi-Fi Alliance (WFA) Chaque AP doit être accompagné d'un kit de montage de la même couleur Les AP devront être fournis avec des alimentations AC respectant les normes marocaines. Management : Un point d'accès doit pouvoir distribuer automatiquement la 	141

	configuration réseau aux autres points d'accès du réseau local sans fil.	
10	NAS Storage (garantie 2 ans) Un serveur NAS pour le stockage centralisé de fichiers <ul style="list-style-type: none"> • CPU : Quatre cœurs 1,4GHz • Mémoire : 2 Go DDR4 • Performance : Plus de 112 Mo/s 112 Mo/s en lecture et en écriture séquentielles • Capacité : Excède 16 To par volume unique • Disque dur : 4 To • Onduleur 650VA 230V avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V ○ Alarme audible ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 	34
11	Cordons RJ45 de 0,5 m	175
12	Cordons RJ45 de 3 m	175

D. Imprimantes multifonctions :

N	Article	Quantité
		TTH
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome : <ul style="list-style-type: none"> • Impression, numérisation, copie et fax • Technologie d'impression : Laser • Vitesse d'impression noir : 20 ppm ou plus • Cartouches d'impression : noir • Qualité d'impression 1200 x 600 dpi • Connecteurs : USB 2.0, Ethernet 10/100BaseTX • Capacité bac papier 150 feuilles ou plus • Mémoire installée : 32 Mo ou plus Garantie 2 ans	168
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13	168

E. Ordinateurs du bloc administratif

N	Article	Quantité
		TTH

15	PC de bureau (Garantie de 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Processeur : Intel Core i5 8500 de 8ème génération • Mémoire : 4GB minimum • Disque dur : 500 GB minimum • Clavier USB AR/FR • Souris USB • Port : 2 USB ou plus (au moins 1 de type USB 3.X) • Écran 20 pouces ou plus • <u>Onduleur 650VA 230V</u> avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V ○ Alarme audible ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 	146
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement (Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i7 de 8ème génération 3,4 GHZ • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :8GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB 7200RPM SATA minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 	34

F. Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias

N	Article	Quantité
		TTH
17	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i5 de 8ème génération • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :4GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 	1574
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES 100 X 120 X 45 cmxcmxcm ou équivalent	34

G. Vidéoprojecteur et Ecran de projection

N	Article	Quantité
		TTH
19	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none">• 3.200 lumen minimum– SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI• Sacoche Garantie 2 ans	370
20	Écran de projection avec Trépied 180x180 cmxcm au plus	370

H. Logiciels

N	Article	Quantité
		TTH
21	Microsoft Office 2019 SNGL OLP B Acdmc (Avec licence) <ul style="list-style-type: none">• 021-10596	1844
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours : <ul style="list-style-type: none">• Net Support School ou équivalent (Avec licence)	34
23	<ul style="list-style-type: none">• Antivirus Total Security 2019 ou équivalent pour 2 ans (Avec licence)	1844

I. Formation

N	Article	Quantité
		TTH
24	<ul style="list-style-type: none">• Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe	4

J. Configurations et installations du matériel

N	Article	Quantité
		TTH
25	<ul style="list-style-type: none">• Installation et configuration de la partie hardware• Installation et configuration de la partie software	1

K. Branchement et installation sur place

N	Article	Quantité
		TTH
26	<ul style="list-style-type: none">• Branchement et mise en service de tous les équipements• Installation des switchs et points d'accès	34

2. Tranche optionnelle (liste à titre indicatif)

A. Valise Multimédia (VMM)

N	Article	Quantité	
		FM	MS
1	Valise de transport : <ul style="list-style-type: none"> Être transportable par la main ; Avoir un boîtier solide et rigide ; Être étanche (à la pluie et à la poussière) ; Pouvoir être fermée à clé de manière fiable (Serrure avec trois clés) ; Contenir une mousse de protection ou un dispositif antichoc en cas de chute ; Les articles (2), (3) et (6) doivent être montés et inter-reliés et le câblage bien rangé à l'intérieur de la valise de transport, de façon à ce que la VMM soit prête à l'utilisation. 	73	74
2	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> Processeur : i5 de 8ème génération Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 Caméra : Integrated HD 720p Webcam Écran : 14 pouces ou plus Mémoire : 4GB DDR4 minimum Mémoire cache : 6MB Disque dur : 500GB minimum AR/FR AZERTY gravés sur clavier Souris USB Sacoche 	73	74
3	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none"> 3.200 lumen – SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI Sacoche Garantie 2 ans 	73	74
4	Rallonge électrique (10 mètres minimum)	73	74
5	Écran de projection avec Trépied 180x180 cmxcm au plus	73	74
6	Haut-parleur : Type d'enceintes : 2.0 (Stéréo) Puissance (RMS) : 5 W Interface avec l'ordinateur : Jack 3,5mm Mâle Stéréo	73	74

B. Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia

N	Article	Quantité	
		FM	MS
7	<p>Usage : Ranger, recharger et transporter dans les meilleures conditions 20 ordinateurs portables de taille 14 pouces au minimum.</p> <p>Connectivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Espace de rangement pour un point d'accès WIFI, incluant un câble LAN, un câble d'alimentation et une sortie pour un port réseau RJ45. <p>Alimentation électrique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une prise électrique à l'extérieur pour l'alimentation centralisée de l'ensemble du chariot. Une colonne ou des rangées de 25 prises électriques au minimum. Un espace de rangement des chargeurs des pc portables. Une protection électrique. Un système de minuterie permettant de définir le temps de charge. <p>Mobilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> 4 roulettes professionnelles dont 2 avec freins. Équipé d'une poignée. <p>Aération :</p> <ul style="list-style-type: none"> Perforations sur les côtés pour aération naturelle. Ventilateur avec sonde de température. <p>Système de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dispositif de fermeture et de sécurisation avec cadenas ou autre. Habillage en acier inoxydable. <p>Accessoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Câbles d'alimentation. <p>Garantie minimale : (02) Deux ans.</p>	72	74

C. Matériel de connectivité (réseau et Internet)

N	Article	Quantité	
		FM	MS
8	<p>Switch 24 ports (garantie 2 ans) Configuration minimale :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rackable 19'' ; 24 ports RJ-45 10/100/1000 ; 	28	28
9	<p>Point d'accès WIFI (garantie 2 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> Type AP : indoor avec des antennes internes omnidirectionnelles Dual Band : <ul style="list-style-type: none"> 5GHz 802.11ac 2.4GHz 802.11n Supporte un débit de 1300 Mbps en band 5GHz et 300Mbps en bande 2.4GHz. Technologies radio supportées : 802.11a/b/g/n/ac et certifié Wi-Fi Alliance (WFA) Chaque AP doit être accompagné d'un kit de montage de la même couleur Les AP devront être fournis avec des alimentations AC respectant les normes marocaines. Management : Un point d'accès doit pouvoir distribuer automatiquement la 	100	102

	configuration réseau aux autres points d'accès du réseau local sans fil.		
10	NAS Storage (garantie 2 ans) Un serveur NAS pour le stockage centralisé de fichiers <ul style="list-style-type: none"> • CPU : Quatre cœurs 1,4GHz • Mémoire : 2 Go DDR4 • Performance : Plus de 112 Mo/s 112 Mo/s en lecture et en écriture séquentielles • Capacité : Excède 16 To par volume unique • Disque dur : 4 To • <u>Onduleur 650VA 230V</u> avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V ○ Alarme audible ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 	28	28
11	Cordons RJ45 de 0,5 m	128	130
12	Cordons RJ45 de 3 m	128	130

D. Imprimantes multifonctions :

N	Article	Quantité	
		FM	MS
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome : <ul style="list-style-type: none"> • Impression, numérisation, copie et fax • Technologie d'impression : Laser • Vitesse d'impression noir : 20 ppm ou plus • Cartouches d'impression : noir • Qualité d'impression 1200 x 600 dpi • Connecteurs : USB 2.0, Ethernet 10/100BaseTX • Capacité bac papier 150 feuilles ou plus • Mémoire installée : 32 Mo ou plus Garantie 2 ans	139	139
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13	139	139

E. Ordinateurs du bloc administratif

N	Article	Quantité	
		FM	MS
15	PC de bureau (Garantie de 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Processeur : Intel Core i5 8500 de 8ème génération • Mémoire : 4GB minimum • Disque dur : 500 GB minimum • Clavier USB AR/FR • Souris USB • Port : 2 USB ou plus (au moins 1 de type USB 3.X) • Écran 20 pouces ou plus • Onduleur 650VA 230V avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V ○ Alarme audible ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 	121	120
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i7 de 8ème génération 3,4 GHZ • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :8GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB 7200RPM SATA minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 	28	28

F. Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias

N	Article	Quantité	
		FM	MS
17	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i5 de 8ème génération • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :4GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB minimum 	1241	1316

	<ul style="list-style-type: none"> AR/FR AZERTY gravés sur clavier Souris USB Sacoche 		
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES 100 X 120 X 45 cmxcmxcm ou équivalent	28	28

G. Vidéoprojecteur et écran de projection

N	Article	Quantité	
		FM	MS
19	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none"> 3.200 lumen minimum– SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI Sacoche Garantie 2 ans	293	303
20	Écran de projection avec Trépied 180x180 cm au plus	293	303

H. Logiciels

N	Article	Quantité	
		FM	MS
21	Microsoft Office 2019 SNGL OLP B Acdmc (Avec licence) <ul style="list-style-type: none"> 021-10596 	1463	1538
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours : <ul style="list-style-type: none"> NetSupport School ou équivalent (Avec licence) 	28	28
23	<ul style="list-style-type: none"> Antivirus Total Security 2019 pour 2 ans (Avec licence) 	1463	1538

I. Formation

N	Article	Quantité	
		FM	MS
24	<ul style="list-style-type: none"> Paramétrage et administration de la solution de gestion de classe 	4	4

J. Configurations et installations du matériel

N	Article	Quantité	
		FM	MS
25	<ul style="list-style-type: none"> Installation et configuration de la partie hardware Installation et configuration de la partie software 	1	1

K. Branchement et installation sur place

N	Article	Quantité	
		FM	MS
26	<ul style="list-style-type: none"> Branchement et mise en service de tous les équipements Installation des switchs et points d'accès 	28	28

Article 6 : LE DOSSIER TECHNIQUE

Le dossier technique doit comprendre :

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des fournitures qu'il a réalisées ou auxquelles il a participé.
2. Les attestations délivrées par les acheteurs publics ou privés avec indication de la nature, du montant, des délais et des dates de livraison desdites fournitures, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s). Les attestations doivent être délivrées par les hommes de l'art, sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Article 7 : LE DOSSIER ADDITIF

Le dossier additif doit comprendre :

- Une attestation d'agrément signée par le constructeur et portant la référence du présent appel d'offres.
- Une attestation d'engagement légalisée dûment signée et cachetée par le partenaire régional du fournisseur, dont chaque partenaire s'engage à assurer, durant la période de garantie, la continuité de service et le support technique permanent.

Article 8 : PRESENTATION DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE

La documentation technique se présente comme suit :

- Les concurrents sont tenus de présenter une notice d'utilisation originale complète, en français et en arabe, pour chaque article proposé, et tous les documents attestant les caractéristiques des équipements proposés ;

- Les notices d'utilisation originales doivent obligatoirement porter les numéros des articles qu'ils représentent ;
- Lesdites notices et documents doivent être insérés dans un fichier séparé portant en gros caractères, outre les noms, adresse du fournisseur, l'objet et numéro de l'appel d'offres et la mention « **DOCUMENTATION TECHNIQUE** » ;
- De plus, la documentation technique doit comprendre :
 - Une liste récapitulative, comportant toutes les indications pouvant guider la commission technique à retrouver les articles proposés objet du présent appel d'offres ;
 - Une fiche technique détaillant les caractéristiques techniques de l'article concerné ;
 - Elle peut contenir également tous les éléments d'information que le fournisseur entend porter à la connaissance de la commission, relativement à l'article considéré.

Article 9 : Délai de Garantie

Pour le matériel qui sera livré dans le cadre du marché résultant du présent appel d'offres, il est exigé une garantie matérialisée par une attestation de garantie remise au maître d'ouvrage à la date de la livraison.

La période de garantie est de vingt-quatre **(24) mois** ; elle sera appliquée à compter de la date de la réception provisoire du matériel.

Toutefois, ce délai sera prolongé au cas où certaines défaillances sont constatées sur le matériel au moment de la réception définitive.

Article 10 : Portée de la garantie – Continuité de service et support technique

1. Portée de la garantie

Durant la période précitée à l'article « Délai de Garantie » des présentes CPF, la garantie inclut :

- La réparation aux frais du fournisseur (en site et hors site) en pièces et main d'œuvre ;
- Le déplacement sur site à ses frais pour la réparation ou la récupération et/ou le dépôt de l'équipement défaillant, ainsi que les frais de transport ;
- Toutes les dépenses, de quelque nature que ce soit, afférentes à la maintenance pour assurer la mise en marche des équipements objet du présent marché ;
- La garantie contre tout vice de fabrication et/ou vice caché de chaque équipement livré ;
- La garantie contre tout non fonctionnement dû à la configuration du matériel ou du logiciel ;

- Le remplacement des équipements livrés en cas de non-conformité entre la configuration retenue dans l'offre et celle livrée par le fournisseur, ou en cas de panne de mise en service, excepté le cas des attaques virales ;
- En cas de problème de type logiciel, il est à vérifier d'abord si les données disponibles sur l'espace de stockage ou sur les stations de travail ne sont pas critiques. Le cas échéant, le fournisseur doit procéder à la réinstallation à partir du master d'installation ;
- Le délai maximal de réparation est de cinq (05) jours ouvrables (y compris le délai de récupération et de retour sur site).

2. Continuité de service et support technique

Le fournisseur doit avoir une présence physique au Maroc de son service technique de maintenance. Le fournisseur s'engage à assurer, durant la période de garantie, la continuité de service et le support technique permanent au profit de tous les établissements bénéficiaires cités en annexes 1-1, 1-2 et 1-3 du présent cahier des charges.

Ce support technique consiste notamment à :

- Mettre en place une hotline (téléphonique) et un helpdesk (via application web) pour recueillir les réclamations et résoudre les pannes des établissements bénéficiaires ;
- Les réclamations seront initiées par le chef de l'établissement scolaire, intendant, ou le responsable IT au niveau de la DP. Cette hotline et ce helpdesk seront opérationnels tous les jours ouvrables du lundi au samedi, de 08H30 à 18H30 :
 - Ils seront accessibles via un numéro qui doit être fonctionnel et interchangeable durant toute la période de garantie et doit être inclut dans l'autocollant collé à tous les équipements du présent appel d'offres (voir l'annexe 4) ;
 - Ils devront réceptionner les appels en arabe et en français.
- Assurer l'interface, en tant qu'interlocuteur unique, vis-à-vis des établissements scolaires concernant la déclaration des pannes, aussi bien au niveau des équipements installés et déployés qu'au niveau de la connexion à Internet ;
- Recevoir toutes les réclamations formulées par les établissements via la hotline et/ou la plateforme web ;
- Orienter les appels vers les services compétents pour résoudre les pannes réclamées dans les meilleurs délais et conditions ;
- Suivre la résolution des pannes et assurer la traçabilité de leur résolution sur la plateforme web en introduisant les renseignements nécessaires aux moments opportuns.

En cas de manquements ou de défaillances dûment constatés, imputés au fournisseur, le montant du préjudice subi sera défalqué de la retenue de garantie.

Le montant du préjudice sera calculé au prorata sur deux (2) années du nombre de jours de non fonctionnement de l'équipement en panne par rapport au prix d'acquisition de cet équipement.

Article 11 : Installation du site pilote

Le fournisseur est tenu de déployer une configuration complète dans l'établissement scolaire pilote parmi la liste de l'annexe 1-1.

Une commission technique centrale visitera ledit établissement scolaire pilote, afin de procéder à la validation de la prestation du fournisseur avant de généraliser aux autres établissements.

- Chaque équipement installé doit porter clairement le numéro de l'article et la référence du marché en question ;
- En plus des prospectus, des catalogues ou des notices, la documentation technique doit comprendre :
 - La grille d'évaluation des tests à effectuer (annexe 3) ;
 - Une liste récapitulative comportant toutes les indications pouvant guider la commission technique à retrouver les articles objet du présent appel d'offres ;Une fiche technique détaillant les caractéristiques techniques de l'article concerné.

Suite aux remarques de la commission technique de validation, le fournisseur est tenu de procéder aux changements et modifications immédiates nécessaires pour s'aligner sur les spécifications décrites dans les présentes CPF.

Une commission technique, après validation de tous les composants matériels et logiciels, procèdera à la rédaction d'un **guide référentiel de validation**, qui sera envoyé à toutes les commissions régionales et provinciales afin de l'utiliser lors de la réception finale sur site.

Article 12 : Modalités et conditions de livraison

1. Modalités de livraison

Avant de commencer la livraison du matériel objet du présent appel d'offres, les représentants désignés du maître d'ouvrage et du fournisseur devront tenir, au plus tard deux semaines après notification de l'ordre de service, une première réunion de concertation et de cadrage pour discuter des plannings de réalisation et des différentes opérations en relation avec le marché.

La livraison du matériel devra être réalisée par les moyens propres du fournisseur jusqu'aux établissements bénéficiaires cités en annexes 1-1, 1-2 et 1-3. Dans le cas où l'établissement scolaire sélectionné comme site pilote n'est pas en état de recevoir les équipements, ceux-ci devraient être livrés à l'AREF dont il relève. MCA-Morocco, dans ce cas, en informera au préalable le fournisseur.

Chaque livraison devra être accompagnée de l'Attestation de Réception du Matériel (ARM) citée en annexe 5, datée et mentionnant explicitement, la quantité et les caractéristiques du matériel livré.

Les Attestations de Réception du Matériel (ARM) seront établies en six (6) exemplaires. Elles devront être signées et porter les noms, prénoms et qualités des membres du comité de réception ainsi que le nom et la signature du directeur provincial.

Toute livraison doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et, dans tous les cas, selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Avant toute livraison, le fournisseur doit faire parvenir un préavis (par fax ou courrier porté ou tout autre moyen accusant réception) d'au moins 48 heures aux représentants du maître d'ouvrage

et des AREF concernées, les informant de la livraison prochaine du matériel, objet du présent marché.

Une commission régionale et/ou provinciale prendra alors en charge la réception du matériel, en fonction de chaque établissement scolaire (cf. annexes 1-1, 1-2 et 1-3).

Sur la base du **guide référentiel de validation de l'article 11**, cette commission de réception sur site procédera à la validation de la réception provisoire dudit matériel.

Après validation de la réception, deux exemplaires des six (6) ARM seront conservés par l'établissement bénéficiaire et la Direction Provinciale au moment de la livraison ; les 4 autres seront conservés par le fournisseur pour que 3 soient retournés, in fine, à MCA-Morocco.

2. Conditions de livraison

- Les différents matériels objets du présent marché doivent être livrés dans des emballages adéquats ;
- La livraison du matériel, objet du présent appel d'offres, est effectuée en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage, comme mentionné dans l'article 13 de ces CPF ;
- Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre le matériel effectivement livré et celui de l'échantillon, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le fournisseur est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou le cas échéant, pourvoir au remplacement du matériel non-conforme. Les modification, correction, ou remplacement sont aux frais du fournisseur ;
- Le retard engendré par le remplacement ou la correction du matériel jugé non conforme par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par elle-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel ;
- Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement du matériel refusé, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle ;
- Le fournisseur devra assurer le transport et la livraison du matériel vers tous les établissements bénéficiaires cités en annexes 1-1, 1-2 ou 1-3 ou, dans des cas particuliers, aux AREF concernées ;
- Les frais accessoires, emballage, frais d'expédition, frais de transport, frais d'installation et de mise en service etc. seront à la charge du fournisseur ;
- Tous les frais résultant de la détérioration du matériel objet du présent appel d'offres, imputables à un défaut d'emballage ou autre, seront à la charge du fournisseur ;
- Les recours éventuels contre les compagnies de transport seront également à la charge du fournisseur ;

- Toute livraison doit s'effectuer pendant les jours ouvrables, hors les samedis, les dimanches et les jours fériés.

Article 13 : Comité de réception et de validation

Le suivi de l'exécution et la réception du marché qui sera issu du présent appel d'offres sera conjointement fait par :

L'agence MCA-Morocco et le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENFPESRS) selon les modalités suivantes :

- La direction du projet « Education Secondaire » au sein de l'agence MCA-Morocco est responsable de suivi du déploiement et l'établissement des procès-verbaux (PV) des réceptions provisoire et définitive ;
- Le MENFPESRS est responsable d'accompagner et faciliter le déploiement des prestations objet du marché.

Le comité de réception, qui se chargera des tests et acceptation des équipements, sera constitué au niveau de :

- MCA-Morocco, par un représentant de l'équipe projet et un membre de l'équipe IT ;
- L'AREF, par le coordonnateur régional de l'ECR et un représentant du service construction, équipement et patrimoine ;
- La DP, par le coordonnateur provincial, membre de l'ECR et un représentant du service responsable de la gestion et du suivi des équipements ;
- L'établissement scolaire, par le directeur et l'intendant/économe.

Article 14 : Formation

Le fournisseur doit assurer quatre (4) sessions de formation par région où chaque participant bénéficiera d'au moins un jour de formation. Les personnes seront proposées par le directeur de l'établissement scolaire en concertation avec les inspecteurs pédagogiques mentionnées dans le tableau suivant. La formation concernera les thématiques suivantes : exploitation du matériel fourni, paramétrage, administration et exploitation de la solution de gestion de classe (Article 5).

Les formations se dérouleront en groupes de 17 personnes au maximum. Elles sont organisées au niveau de chaque région. Les frais logistiques liés à la location des salles de formation, à l'hébergement et à la restauration de l'ensemble des bénéficiaires seront à la charge du fournisseur.

Région	Logiciel
	Solution de gestion de classe
Tanger Tétouan Al Hoceima	2 participants x 34 établissements
Fès Meknès	2 participants x 28
Marrakech Safi	2 participants x 28

ANNEXE 1-1 : LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNÉS (Tanger Tétouan Al Hoceima)

			Admin																								
			Pédagogique																								
			Admin + Pédagogique																								
			1						2	3					4		5		6		7		9				
N	DP	Nom établissement	Valise Multimédia (VMM)						Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	Matériel de connectivité (réseau et Internet)					Imprimantes multifonctions		Ordinateurs du bloc administratif		Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias		Autres		LOGICIELS				
			Articl e 1	Articl e 2	Article 3	Articl e 4	Articl e 5	Article 6	Article 7	Articl e 8	Articl e 9	Articl e 10	Articl e 11	Articl e 12	Articl e 13	Articl e 14	Articl e 15	Articl e 16	Article 17	Articl e 18	Articl e 19	Articl e 20	Articl e 21	Articl e 22	Articl e 23		
1	Chefchaouen	L. ABDELKRIM AL KHATTABI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	4	4	1	31	1	10	10	38	1	38	
2	Chefchaouen	C. AOUNANE	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	4	4	3	1	27	1	5	5	33	1	33		
3	Chefchaouen	C. TARIK BNOU ZIYAD	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	37	1	5	5	44	1	44		
4	Chefchaouen	L. AHMED IDRISSE	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	4	1	23	1	5	5	30	1	30		
5	Chefchaouen	C. MOULAY EL HASSAN I	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	48	1	14	14	56	1	56		
6	Chefchaouen	L. STEHAT	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	4	1	27	1	6	6	34	1	34		
7	Fahs Anjra	C. SIDI AHMED IBN AJIBA	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	4	4	3	1	28	1	5	5	34	1	34		
8	Larache	C. LAAOUAMRA	2	2	2	2	2	2	4	1	5	1	6	6	6	6	5	1	57	1	8	8	65	1	65		
9	Larache	C. BNI GORFET	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	36	1	4	4	43	1	43		
10	Larache	C. EL MEHDI BEN BARKA	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	36	1	7	7	43	1	43		
11	Larache	L. ABDELALI BEN CHEKROUN	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	4	1	30	1	9	9	37	1	37		
12	Larache	C. ALMAGHRIB ALJADID	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	36	1	8	8	43	1	43		
13	Larache	C. AL WAF AE	2	2	2	2	2	2	4	1	5	1	6	6	6	6	5	1	57	1	8	8	65	1	65		
14	Larache	L. MOHAMED BEN ABDELLAH	4	4	4	4	4	4	4	1	5	1	6	6	6	6	6	1	88	1	25	25	99	1	99		
15	Ouezzane	L. IBN ZOHR	4	4	4	4	4	4	4	1	5	1	6	6	6	6	6	1	77	1	21	21	88	1	88		
16	Tanger Assilah	C. IBN ABBAR	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	24	1	10	10	30	1	30		
17	Tanger Assilah	C. HASSAN BNOU TABIT	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	48	1	9	9	55	1	55		
18	Tanger Assilah	L. ABDELLAH CHEFCHAOUNI	4	4	4	4	4	4	5	1	6	1	7	7	7	7	7	1	93	1	17	17	105	1	105		
19	Tanger Assilah	C. IDRISSE II	3	3	3	3	3	3	4	1	5	1	6	6	5	5	4	1	54	1	11	11	62	1	62		
20	Tanger Assilah	L. ABDELMOUMEN MOUAHIDI	2	2	2	2	2	2	4	1	5	1	6	6	5	5	5	1	52	1	10	10	60	1	60		
21	Tanger Assilah	C. MOHAMED VI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	29	1	9	9	35	1	35		
22	Tanger Assilah	C. IBN KHALDOUN	4	4	4	4	4	4	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	50	1	17	17	59	1	59		
23	Tanger Assilah	L. ABDELKHALEK TORRES	3	3	3	3	3	3	4	1	5	1	6	6	6	6	6	1	59	1	11	11	69	1	69		
24	Tanger Assilah	C. MAA AL AININ	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	27	1	7	7	33	1	33		
25	Tanger Assilah	C. OMAR IBN ABDELAZIZ	4	4	4	4	4	4	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	60	1	19	19	69	1	69		
26	Tétouan	L. CADI AYYAD	4	4	4	4	4	4	4	1	5	1	6	6	6	6	6	1	66	1	18	18	77	1	77		
27	Tétouan	C. ALI IBN ABI TALIB	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	34	1	7	7	41	1	41		
28	Tétouan	C. 3 MARS	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	4	4	3	1	31	1	8	8	37	1	37		
29	Tétouan	C. ABDELLAH GUENNOUNE	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	26	1	5	5	32	1	32		
30	Tétouan	C. 6 NOVEMBRE	3	3	3	3	3	3	4	1	5	1	6	6	6	6	5	1	69	1	13	13	78	1	78		
31	Tétouan	C. ABI BAKR RAZI	3	3	3	3	3	3	5	1	6	1	7	7	6	6	5	1	75	1	12	12	84	1	84		
32	Tétouan	C. MOULAY AL HASSAN-	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	28	1	12	12	35	1	35		
33	Tétouan	L. CHARIF AL IDRISSE	4	4	4	4	4	4	4	1	5	1	6	6	5	5	5	1	62	1	18	18	72	1	72		
34	Tétouan	L. JABER IBN HAYAN	4	4	4	4	4	4	3	1	4	1	5	5	5	5	5	1	49	1	17	17	59	1	59		
TOTAL			90	90	90	90	90	90	107	34	141	34	175	175	168	168	146	34	1574	34	370	370	1844	34	1844		

ANNEXE 1-2 : LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNÉS (Fès Meknès)

		Admin																							
		Pédagogique																							
		Admin + Pédagogique	1						2	3					4		5		6		7		9		
N.O	DP	Nom établissement	Valise Multimédia (VMM)						Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	Matériel de connectivité (réseau et Internet)					Imprimantes multifonctions		Ordinateurs du bloc administrative		Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias		Autres		LOGICIELS		
			Article 1	Article 2	Article 3	Article 4	Article 5	Article 6		Article 8	Article 9	Article 10	Article 11	Article 12	Article 13	Article 14	Article 15	Article 16	Article 17	Article 18	Article 19	Article 20	Article 21	Article 22	Article 23
1	Province: Ifrane	LYCÉE QUALIFIANT TARIK BNOU ZIAD	4	4	4	4	4	4	4	1	5	1	6	6	6	6	6	1	89	1	23	23	100	1	100
2	Province: Ifrane	LYCÉE COLLÉGIAL AL OUAHDA	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	31	1	6	6	38	1	38
3	Province: Ifrane	LYCÉE COLLÉGIAL DAYET AOUA	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	24	1	4	4	30	1	30
4	Préfecture: Meknès	LYCÉE QUALIFIANT ANASSI	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	5	1	43	1	9	9	51	1	51
5	Préfecture: Meknès	LYCÉE COLLÉGIAL ALLAL AL FASSI	4	4	4	4	4	4	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	45	1	18	18	54	1	54
6	Préfecture: Meknès	LYCÉE COLLÉGIAL IBN OTMANE EL MEKNASSI	4	4	4	4	4	4	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	47	1	18	18	56	1	56
7	Préfecture: Meknès	LYCÉE COLLÉGIAL RIAD	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	42	1	12	12	50	1	50
8	Préfecture: Meknès	LYCÉE QUALIFIANT MASSIRA	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	4	4	4	1	35	1	13	13	43	1	43
9	Préfecture: Meknès	LYCÉE QUALIFIANT MOULAY YOUSSEF	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	4	4	4	1	33	1	14	14	41	1	41
10	Préfecture: Meknès	LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL MONACIF	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	43	1	11	11	51	1	51
11	Préfecture: Meknès	LYCÉE COLLÉGIAL DAKHLA	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	19	1	8	8	25	1	25
12	Préfecture: Fès	LYCÉE QUALIFIANT ABDELLAH GUENNOUN	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	5	1	45	1	8	8	53	1	53
13	Préfecture: Meknès	LYCÉE COLLÉGIAL AMCHIOT SALLAM BEN BOUCHTA	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	24	1	8	8	30	1	30
14	Préfecture: Fès	LYCÉE COLLÉGIAL ABDELLAH BNOU YASSINE	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	6	6	5	1	60	1	10	10	68	1	68
15	Préfecture: Fès	LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL BANNAE	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	57	1	13	13	65	1	65
16	Préfecture: Fès	LYCÉE QUALIFIANT EL HAJ EL HADI TAJMOUATI	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	5	1	54	1	10	10	63	1	63
17	Préfecture: Fès	LYCÉE COLLÉGIAL BNOU ACHIR	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	6	6	5	1	60	1	8	8	68	1	68
18	Préfecture: Fès	LYCÉE COLLÉGIAL HOUMANE AL FATOUAKI	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	44	1	7	7	51	1	51
19	Préfecture: Fès	LYCÉE QUALIFIANT SIDI HRAZEM	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	4	1	19	1	9	9	26	1	26
20	Préfecture: Fès	LYCÉE COLLÉGIAL JABER IBN HAYAN	3	3	3	3	3	3	4	1	5	1	6	6	6	6	5	1	73	1	10	10	82	1	82
21	Préfecture: Fès	LYCÉE COLLÉGIAL AL MANFALOUTI	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	43	1	7	7	50	1	50
22	Préfecture: Fès	LYCÉE QUALIFIANT AL MASSIRA	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	6	6	6	1	60	1	12	12	70	1	70
23	Préfecture: Fès	LYCÉE COLLÉGIAL SIDI JAWAD SQUALI	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	49	1	14	14	57	1	57
24	Province: Taounate	LYCÉE COLLÉGIAL EL KODS	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	55	1	11	11	63	1	63
25	Province: Taounate	LYCÉE COLLÉGIAL RHOVAZI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	31	1	6	6	38	1	38
26	Province: Taounate	LYCÉE QUALIFIANT IBN SINA	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	5	5	5	1	39	1	12	12	48	1	48
27	Province: Taounate	LYCÉE COLLÉGIAL FENNASSA	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	23	1	5	5	29	1	29
28	Province: Taounate	LYCÉE COLLÉGIAL SIDI YEHYA BNI ZEROUAL	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	6	6	6	1	54	1	7	7	63	1	63
TOTAL			73	73	73	73	73	73	72	28	100	28	128	128	139	139	121	28	1241	28	293	293	1463	28	1463

ANNEXE 1-3 : LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNÉS (Marrakech Safi)

N	DP	Nom établissement	1						2	3					4		5		6		7		9		
			Valise Multimédia (VMM)						Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia	Matériel de connectivité (réseau et Internet)					Imprimantes multifonctions		Ordinateurs du bloc administrative		Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias		Autres		LOGICIELS		
			Article 1	Article 2	Article 3	Article 4	Article 5	Article 6	Article 7	Article 8	Article 9	Article 10	Article 11	Article 12	Article 13	Article 14	Article 15	Article 16	Article 17	Article 18	Article 19	Article 20	Article 21	Article 22	Article 23
1	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL ES SAFA	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	6	6	5	1	67	1	14	14	76	1	76
2	Province: Essaouira	LYCEE COLLEGIAL NOUVEAU COLLEGE	4	4	4	4	4	4	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	61	1	15	15	70	1	70
3	Province: Safi	LYCEE QUALIFIANT LAFOUH EL KANOUNI	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	5	1	49	1	15	15	58	1	58
4	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL AL ATLAS	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	56	1	11	11	64	1	64
5	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL AL AZZOUZIA	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	43	1	9	9	50	1	50
6	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL EL MANSOUR EDDAHBI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	33	1	10	10	39	1	39
7	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL HOUMMANE EL FETOUBAKI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	26	1	7	7	32	1	32
8	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL IBN AL AARIF	3	3	3	3	3	3	4	1	5	1	6	6	6	6	5	1	78	1	14	14	87	1	87
9	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL NAKHIL	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	33	1	12	12	40	1	40
10	Préfecture: Marrakech	LYCEE COLLEGIAL TENSIFT	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	6	6	5	1	56	1	8	8	64	1	64
11	Préfecture: Marrakech	LYCEE QUALIFIANT EL KHAOUARIZMI	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	6	6	6	1	75	1	15	15	85	1	85
12	Préfecture: Marrakech	LYCEE QUALIFIANT ERRAHALI EL FAROUK	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	5	5	5	1	34	1	9	9	42	1	42
13	Préfecture: Marrakech	LYCEE QUALIFIANT HASSANE BEN TABIT	4	4	4	4	4	4	3	1	4	1	5	5	5	5	5	1	48	1	15	15	58	1	58
14	Préfecture: Marrakech	LYCEE QUALIFIANT SALAH EDDINE EL AYOUBI	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	5	5	5	1	52	1	10	10	61	1	61
15	Préfecture: Marrakech	LYCEE QUALIFIANT TAMANSOURTE	3	3	3	3	3	3	2	1	3	1	4	4	5	5	5	1	38	1	12	12	47	1	47
16	Province: Chichaoua	LYCEE COLLEGIAL HASSAN II	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	20	1	5	5	26	1	26
17	Province: Chichaoua	LYCEE COLLEGIAL HAY LHASSANI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	27	1	6	6	33	1	33
18	Province: Chichaoua	LYCEE COLLEGIAL IBN ANNAFISS	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	31	1	5	5	38	1	38
19	Province: Chichaoua	LYCEE QUALIFIANT LAMZOUZIA	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	4	1	18	1	7	7	25	1	25
20	Province: Essaouira	LYCEE COLLEGIAL JABIR IBN HAYANE	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	25	1	5	5	31	1	31
21	Province: Essaouira	LYCEE COLLEGIAL MOHAMED ZERKTOUNI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	27	1	5	5	33	1	33
22	Province: Essaouira	LYCEE COLLEGIAL SMIMOU	2	2	2	2	2	2	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	45	1	8	8	52	1	52
23	Province: Essaouira	LYCEE QUALIFIANT TALMEST	3	3	3	3	3	3	3	1	4	1	5	5	6	6	6	1	66	1	14	14	76	1	76
24	Province: Safi	LYCEE COLLEGIAL AL BOUHTOURI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	4	4	3	1	27	1	5	5	33	1	33
25	Province: Safi	LYCEE COLLEGIAL EL KINDI	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	4	4	5	5	4	1	32	1	6	6	39	1	39
26	Province: Safi	LYCEE COLLEGIAL FOIH EL JAZOULI	3	3	3	3	3	3	4	1	5	1	6	6	6	6	5	1	80	1	15	15	89	1	89
27	Province: Safi	LYCEE COLLEGIAL OUED EDDAHAB	4	4	4	4	4	4	3	1	4	1	5	5	5	5	4	1	65	1	20	20	74	1	74
28	Province: Safi	LYCEE QUALIFIANT HASSAN II	4	4	4	4	4	4	4	1	5	1	6	6	7	7	7	1	104	1	26	26	116	1	116
TOTAL			74	74	74	74	74	74	74	28	102	28	130	130	139	139	120	28	1316	28	303	303	1538	28	1538

Annexe 2 : GRILLE D'ÉVALUATION - Conformité aux spécifications techniques des CPF**A. Valise Multimédia (VMM)**

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
1	Valise de transport : <ul style="list-style-type: none"> Être transportable par la main ; Avoir un boîtier solide et rigide ; Être étanche (à la pluie et à la poussière) ; Pouvoir être fermée à clé de manière fiable (Serrure avec trois clés) ; Contenir une mousse de protection ou un dispositif antichoc en cas de chute ; Les articles (2), (3) et (6) doivent être montés et inter-reliés et le câblage bien rangé à l'intérieur de la valise de transport, de sorte que la VMM soit prête à l'utilisation. 		
2	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> Processeur : i5 de 8ème génération Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 Caméra : Integrated HD 720p Webcam Écran : 14 pouces ou plus Mémoire :4GB DDR4 minimum Mémoire cache : 6MB Disque dur : 500GB minimum AR/FR AZERTY gravés sur clavier Souris USB Sacoche 		
3	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none"> 3.200 lumen – SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI Sacoche Garantie 2 ans 		
4	Rallonge électrique (10 mètres minimum)		
5	Écran de projection avec Trépied 180x180 cm x cm au plus		
6	Haut-parleur : Type d'enceintes : 2.0 (Stéréo) Puissance (RMS) : 5 W Interface avec l'ordinateur : Jack 3,5mm Mâle Stéréo		

B. Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
7	Usage : Ranger, recharger et transporter dans les meilleures conditions 20 ordinateurs portables de taille 14 pouces au minimum. Connectivité : <ul style="list-style-type: none"> Espace de rangement pour un point d'accès WIFI, incluant un câble LAN, un câble d'alimentation et une sortie pour un port réseau RJ45. 		

	<p>Alimentation électrique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une prise électrique à l'extérieur pour l'alimentation centralisée de l'ensemble du chariot. • Une colonne ou des rangées de 25 prises électriques au minimum. • Un espace de rangement des chargeurs des pc portables. • Une protection électrique. • Un système de minuterie permettant de définir le temps de charge. <p>Mobilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 roulettes professionnelles dont 2 avec freins. • Équipé d'une poignée. <p>Aération :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Perforations sur les côtés pour aération naturelle. • Ventilateur avec sonde de température. <p>Système de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dispositif de fermeture et de sécurisation avec cadenas ou autre. • Habillage en acier inoxydable. <p>Accessoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Câbles d'alimentation. <p>Garantie minimale : (02) Deux ans.</p>		
--	---	--	--

C. Matériel de connectivité (réseau et Internet)

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
8	<p>Switch 24 ports (garantie 2 ans)</p> <p>Configuration minimale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rackable 19'' ; • 24 ports RJ-45 10/100/1000 ; 		
9	<p>Point d'accès WIFI : (garantie 2 ans)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Type AP : indoor avec des antennes internes omnidirectionnelles • Dual Band : <ul style="list-style-type: none"> ○ 5GHz 802.11ac ○ 2.4GHz 802.11n • Supporte un débit de 1300 Mbps en band 5GHz et 300Mbps en bande 2.4GHz. • Technologies radio supportées : 802.11a/b/g/n/ac et certifié Wi-Fi Alliance (WFA) • Chaque AP doit être accompagné d'un kit de montage de la même couleur • Les AP devront être fournis avec des alimentations AC respectant les normes marocaines. • Management : Un point d'accès doit pouvoir distribuer automatiquement la configuration réseau aux autres points d'accès du réseau local sans fil. 		
10	<p>NAS Storage (garantie 2 ans)</p> <p>Un serveur NAS pour le stockage centralisé de fichiers</p> <ul style="list-style-type: none"> • CPU : Quatre cœurs 1,4GHz • Mémoire : 2 Go DDR4 • Performance : Plus de 112 Mo/s 112 Mo/s en lecture et en écriture séquentielles • Capacité : Excède 16 To par volume unique • Disque dur : 4 To • Onduleur 650VA 230V avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 		

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V ○ Alarme audible ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 		
11	Cordons RJ45 de 0,5 m		
12	Cordons RJ45 de 3 m		

D. Imprimantes multifonctions :

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome : <ul style="list-style-type: none"> • Impression, numérisation, copie et fax • Technologie d'impression : Laser • Vitesse d'impression noir : 20 ppm ou plus • Cartouches d'impression : noir • Qualité d'impression 1200 x 600 dpi • Connecteurs : USB 2.0, Ethernet 10/100BaseTX • Capacité bac papier 150 feuilles ou plus • Mémoire installée : 32 Mo ou plus Garantie 2 ans		
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13		

E. Ordinateurs du bloc administratif

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
15	PC de bureau (Garantie de 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Processeur : Intel Core i5 8500 de 8ème génération • Mémoire : 4GB minimum • Disque dur : 500 GB minimum • Clavier USB AR/FR • Souris USB • Port : 2 USB ou plus (au moins 1 de type USB 3.X) • Écran 20 pouces ou plus • Onduleur 650VA 230V avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V ○ Alarme audible 		

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 		
16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i7 de 8ème génération 3,4 GHZ • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :8GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB 7200RPM SATA minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 		

F. Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
17	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i5 de 8ème génération • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :4GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 		
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES 100 X 120 X 45 cm x cm x cm ou équivalent		

G. Vidéoprojecteur et écran de projection

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
19	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none"> • 3.200 lumen minimum– SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI • Sacoche Garantie 2 ans		
20	Écran de projection avec Trépied 180x180 cm x cm au plus		

H. Logiciels

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
---	---------	---------------------	-------------

21	Microsoft Office 2019 SNGL OLP B Acdmc (Avec licence) • 021-10596		
22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours : • Net Support School ou équivalent (Avec licence)		
23	• Antivirus Total Security 2019 ou équivalent pour 2 ans (Avec licence)		

I. Autres

N	Article	Conformité (C / NC)	Observation
24	• Présence au Maroc d'une capacité de formation à l'utilisation des équipements fournis		
25	• Présence au Maroc d'une capacité de maintenance des équipements fournis		

Annexe 3 : GRILLE D'ÉVALUATION -Examen du fonctionnement dans les sites pilotes

N	Critère	Tests à effectuer	Conformité (C / NC)	Observation
1	Conformité avec l'offre	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier les références des équipements ; 		
2	Installation et activation du Système d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le démarrage de Windows ; • Vérifier l'activation de Windows ; 		
3	Paramétrage du système d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier que les langues arabe et français sont installées • Vérifier les paramètres régionaux /timezone • Vérifier l'installation et la configuration de l'imprimante ; • Vérifier la connexion avec le point d'accès 		
4	Installation de l'antivirus	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation de l'antivirus • Vérifier l'activation de licence 		
5	Installation de la suite bureautique	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation de Microsoft office ; • Vérifier l'activation de licence 		
6	Installation du logiciel de gestion de classe	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation du logiciel sur le poste de l'enseignant ; • Vérifier l'installation du logiciel sur les postes des élèves ; • Vérifier l'administration et la gestion de classe 		
7	Installation et configuration du serveur NAS	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation du NAS • Vérifier l'accès à l'espace admin • Vérifier la création des espaces disques pour les enseignants • Vérifier les droits d'accès pour les enseignants 		

Annexe 4 : MODELE D'ETIQUETTE

Caractéristiques minimales de l'étiquette :

- Étiquette autocollante sur fond blanc, comportant une fenêtre transparente.
- Dimensions de l'étiquette :
 - Largeur : 60 mm.
 - Longueur : 90 mm.

Toutefois, pour des équipements particuliers, elle peut avoir des dimensions plus petites.

L'écriture sur l'étiquette devra être gravée, exception faite du numéro d'inventaire qui est écrit une fois sur site.

ANNEXE 5 : ATTESTATION DE RECEPTION DU MATERIEL

ATTESTATION DE RECEPTION DE MATERIEL

Je soussigné, (Nom, Prénom et qualité).....
..... atteste la livraison et l'installation du matériel cité ci-dessous relatif l'équipement en matériel informatique, multimédia et de connectivité de quatre-vingt-dix (90) établissements scolaires bénéficiaires du projet « Éducation Secondaire » relative à l'établissement scolaire :

..... AREF :
.....

, objet du marché n° **ES-12A**, issu de l'Appel d'Offres n° et conclu avec le fournisseur

Ladite prestation a fait l'objet d'un examen de conformité par un comité de réception composé de :

- MCA-Morocco, le représentant de l'équipe projet :
.....
- MCA-Morocco, le responsable IT :
.....
- AREF, le coordonnateur régional de l'ECR :
.....
- AREF, le représentant du service construction, équipement et patrimoine :
.....
- DP, le coordonnateur provincial, membre de l'ECR :
.....
- DP, le représentant du service responsable de la gestion et du suivi des équipements :
.....
- Établissement scolaire, le directeur :
.....
- Établissement scolaire, l'intendant/économiste :

A. Valise Multimédia (VMM)

N	Article	Quantité	N° Inventaire
1	Valise de transport : <ul style="list-style-type: none">• Être transportable par la main ;• Avoir un boîtier solide et rigide ;• Être étanche (à la pluie et à la poussière) ;• Pouvoir être fermée à clé de manière fiable (Serrure avec trois		

N	Article	Quantité	N° Inventaire
	clés) ; <ul style="list-style-type: none"> • Contenir une mousse de protection ou un dispositif antichoc en cas de chute ; • Les articles (2), (3) et (6) doivent être montés et inter-reliés et le câblage bien rangé à l'intérieur de la valise de transport, de sorte que la VMM soit prête à l'utilisation. 		
2	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i5 de 8ème génération • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :4GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 		
3	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none"> • 3.200 lumen – SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI • Sacoche • Garantie 2 ans 		
4	Rallonge électrique (10 mètres minimum)		
5	Écran de projection avec Trépied 180x180 cm x cm au plus		
6	Haut-parleur : Type d'enceintes : 2.0 (Stéréo) Puissance (RMS) : 5 W Interface avec l'ordinateur : Jack 3,5mm Mâle Stéréo		

B. Chariot mobile pour salle de cours et salle multimédia

N	Article	Quantité	N° Inventaire
7	Usage : Ranger, recharger et transporter dans les meilleures conditions 20 ordinateurs portables de taille 14 pouces au minimum. Connectivité : <ul style="list-style-type: none"> • Espace de rangement pour un point d'accès WIFI, incluant un câble LAN, un câble d'alimentation et une sortie pour un port réseau RJ45. Alimentation électrique : <ul style="list-style-type: none"> • Une prise électrique à l'extérieur pour l'alimentation centralisée de l'ensemble du chariot. • Une colonne ou des rangées de 25 prises électriques au minimum. • Un espace de rangement des chargeurs des pc portables. • Une protection électrique. • Un système de minuterie permettant de définir le temps de charge. Mobilité :		

N	Article	Quantité	N° Inventaire
	<ul style="list-style-type: none"> • 4 roulettes professionnelles dont 2 avec freins. • Équipé d'une poignée. Aération : <ul style="list-style-type: none"> • Perforations sur les côtés pour aération naturelle. • Ventilateur avec sonde de température. Système de sécurité : <ul style="list-style-type: none"> • Dispositif de fermeture et de sécurisation avec cadenas ou autre. • Habillage en acier inoxydable. Accessoires : <ul style="list-style-type: none"> • Câbles d'alimentation. Garantie minimale : (02) Deux ans.		

C. Matériel de connectivité (réseau et Internet)

N	Article	Quantité	N° Inventaire
8	Switch 24 ports (garantie 2 ans) Configuration minimale : <ul style="list-style-type: none"> • Rackable 19'' ; • 24 ports RJ-45 10/100/1000 ; 		
9	Point d'accès WIFI : (garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Type AP : indoor avec des antennes internes omnidirectionnelles • Dual Band : <ul style="list-style-type: none"> ○ 5GHz 802.11ac ○ 2.4GHz 802.11n • Supporte un débit de 1300 Mbps en band 5GHz et 300Mbps en bande 2.4GHz. • Technologies radio supportées : 802.11a/b/g/n/ac et certifié Wi-Fi Alliance (WFA) • Chaque AP doit être accompagné d'un kit de montage de la même couleur • Les AP devront être fournis avec des alimentations AC respectant les normes marocaines. • Management : Un point d'accès doit pouvoir distribuer automatiquement la configuration réseau aux autres points d'accès du réseau local sans fil. 		
10	NAS Storage (garantie 2 ans) Un serveur NAS pour le stockage centralisé de fichiers <ul style="list-style-type: none"> • CPU : Quatre cœurs 1,4GHz • Mémoire : 2 Go DDR4 • Performance : Plus de 112 Mo/s 112 Mo/s en lecture et en écriture séquentielles • Capacité : Excède 16 To par volume unique • Disque dur : 4 To • Onduleur 650VA 230V avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V 		

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Alarme audible ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 		
11	Cordons RJ45 de 0,5 m		
12	Cordons RJ45 de 3 m		

D. Imprimantes multifonctions :

N	Article	Quantité	N° Inventaire
13	Imprimante laser A4 multifonction monochrome : <ul style="list-style-type: none"> • Impression, numérisation, copie et fax • Technologie d'impression : Laser • Vitesse d'impression noir : 20 ppm ou plus • Cartouches d'impression : noir • Qualité d'impression 1200 x 600 dpi • Connecteurs : USB 2.0, Ethernet 10/100BaseTX • Capacité bac papier 150 feuilles ou plus • Mémoire installée : 32 Mo ou plus Garantie 2 ans		
14	Jeu de 4 toners pour imprimante de l'article 13		

E. Ordinateurs du bloc administratif

N	Article	Quantité	N° Inventaire
15	PC de bureau (Garantie de 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Processeur : Intel Core i5 8500 de 8ème génération • Mémoire : 4GB minimum • Disque dur : 500 GB minimum • Clavier USB AR/FR • Souris USB • Port : 2 USB ou plus (au moins 1 de type USB 3.X) • Écran 20 pouces ou plus • <u>Onduleur 650VA 230V</u> avec les caractéristiques minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ (Régulation de tension automatique) 650 VA / 360 Watts ○ Branchement en sortie: (4) IEC-320-C13 ○ Type de connexion en entrée: (1) IEC-320-C14 ○ Type de batterie: Recharge batterie permanente ○ Démarrage à froid ○ Tension nominale de sortie 230V ○ Alarme audible ○ Fréquence d'entrée 50/60Hz ○ 2 câbles d'alimentation compatible IEC-320-C13 		

16	Ordinateur portable pour le directeur de l'établissement : (Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i7 de 8ème génération 3,4 GHZ • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :8GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB 7200RPM SATA minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 		
----	---	--	--

F. Ordinateurs des salles de cours et salles multimédias

N	Article	Quantité	N° Inventaire
17	PC portable :(Garantie 2 ans) <ul style="list-style-type: none"> • Processeur : i5 de 8ème génération • Système d'exploitation : Windows 10 pro 64 • Caméra : Integrated HD 720p Webcam • Écran : 14 pouces ou plus • Mémoire :4GB DDR4 minimum • Mémoire cache : 6MB • Disque dur : 500GB minimum • AR/FR AZERTY gravés sur clavier • Souris USB • Sacoche 		
18	ARMOIRE MÉTALLIQUE A PORTES COULISSANTES 100 X 120 X 45 cm x cm x cm ou équivalent		

G. Vidéoprojecteur et écran de projection

N	Article	Quantité	N° Inventaire
19	Vidéoprojecteur <ul style="list-style-type: none"> • 3.200 lumen minimum– SVGA avec Entrées : USB, VGA, HDMI • Sacoche Garantie 2 ans		
20	Écran de projection avec Trépied 180x180 cm x cm au plus		

H. Logiciels

N	Article	Quantité	N° Inventaire
21	Microsoft Office 2019 SNGL OLP B Acdmc (Avec licence) <ul style="list-style-type: none"> • 021-10596 		

Section V. Conditions Particulières de Fourniture

22	Logiciel pédagogique de gestion de classe pour salle de cours : <ul style="list-style-type: none">• Net Support School ou équivalent (Avec licence)		
23	<ul style="list-style-type: none">• Antivirus Total Security 2019 ou équivalent pour 2 ans (Avec licence)		

Fait à, le :

***Cachet et signature du Fournisseur
provincial***

Cachet et signature du Directeur

SR 4 Plans

Le Dossier d'Appel d'Offres comprend les plans suivants : **Non applicable**

Liste de Plans		
Plan n°	Nom du plan	Objet

SR5 Inspections et Tests

Le test, installation et configuration du matériel concernent toutes les configurations et installations décrites dans l'article 5 (K) des CPF.

Les inspections et tests suivants doivent être réalisés sur les Biens :

1. Avant l'expédition
 1. Le fournisseur devra réaliser un site pilote parmi la liste des établissements de l'annexe 1-1 avant le déploiement global du projet sur la région TTH. Ledit site pilote devra cependant faire l'objet d'une validation préalable écrite par MCA-Morocco.
 2. Le fournisseur exécutera sa prestation selon les modalités suivantes :

Partie matérielle

1. Le fournisseur doit graver, au laser, une identité visuelle sur tous les équipements, selon le modèle décrit dans l'annexe 4 des CPF ;
2. Le fournisseur doit personnaliser le logo de démarrage de chaque ordinateur, selon le modèle qui sera fourni par MCA-Morocco ;
3. Tous les claviers doivent être bilingue Arabe/Français d'origine ;
4. Le fournisseur doit fournir les manuels d'utilisation de tout équipement ou matériel fourni.

Partie logicielle

Avant le début du déploiement, les configurations logicielles, et éventuellement matérielles, qui devront être mises en place par le fournisseur lui seront notifiées.

Ces configurations seront arrêtées conjointement entre le fournisseur et MCA-Morocco et elles portent notamment sur :

1. La personnalisation des Postes de Travail ;
2. L'installation de la suite bureautique ;
3. L'installation de l'antivirus ;
4. L'installation des outils logiciels (compression, lecteur multimédia, lecteur PDF, etc.) ;
5. L'installation et la configuration de la solution de gestion de classe pour les salles Multimédia (SMM) ;
6. La mise en place et le déploiement d'un « master d'installation » (CD, DVD ou autre) comportant notamment tous les logiciels de redémarrage, l'ensemble de la configuration initialement mise en place, des contenus pédagogiques numériques ou toute autre ressource numérique nécessaire.

Installation du site pilote

- Le fournisseur est tenu de déployer une configuration complète dans l'établissement scolaire pilote parmi la liste de l'annexe 1-1.
- Une commission technique centrale visitera ledit établissement scolaire pilote, afin de procéder à la validation de la prestation du fournisseur avant de généraliser aux autres établissements.
-

- Chaque équipement installé doit porter clairement le numéro de l'article et la référence du marché en question ;
-
- En plus des prospectus, des catalogues ou des notices, la documentation technique doit comprendre :
 - La grille d'évaluation des tests à effectuer (ci-dessous) ;
 - Une liste récapitulative comportant toutes les indications pouvant guider la commission technique à retrouver les articles objet du présent appel d'offres ;
 - Une fiche technique détaillant les caractéristiques techniques de l'article concerné.
- Suite aux remarques de la commission technique de validation, le fournisseur est tenu de procéder aux changements et modifications immédiates nécessaires pour s'aligner sur les spécifications décrites dans les présentes CPF.
- Une commission technique, après validation de tous les composants matériels et logiciels, procèdera à la rédaction d'un guide référentiel de validation, qui sera envoyé à toutes les commissions régionales et provinciales afin de l'utiliser lors de la réception finale sur site.
-

GRILLE D'ÉVALUATION -Examen du fonctionnement dans les sites pilotes

N	Critère	Tests à effectuer	Conformité (C / NC)	Observation
1	Conformité avec l'offre	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier les références des équipements ; 		
2	Installation et activation du Système d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le démarrage de Windows ; • Vérifier l'activation de Windows ; 		
3	Paramétrage du système d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier que les langues arabe et français sont installées • Vérifier les paramètres régionaux /timezone • Vérifier l'installation et la configuration de l'imprimante ; • Vérifier la connexion avec le point d'accès 		
4	Installation de l'antivirus	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation de l'antivirus • Vérifier l'activation de licence 		
5	Installation de la suite bureautique	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation de Microsoft office ; • Vérifier l'activation de licence 		
6	Installation du logiciel de gestion de classe	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation du logiciel sur le poste de l'enseignant ; • Vérifier l'installation du logiciel sur les postes des élèves ; • Vérifier l'administration et la 		

		<p>gestion de classe</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démarrage et arrêt de tous les ordinateurs de la classe à partir du PC de l'enseignant ; • Déconnexion à distance de tous les PC ; • Connexion à distance de tous les PC Élèves en début de cours ; • Ecrans noirs sur les PC des étudiants pour obtenir leur attention ; • Blocage des souris et claviers des étudiants lorsqu'ils sont censés écouter ; • Création de profils d'enseignant individuels comportant les fonctionnalités requises par chaque enseignant ; • Transférer des fichiers depuis ou vers un PC ; • Distribuer des fichiers à tous les étudiants et récupérer-les automatiquement en fin de cours, avec l'identification de chaque élève annexée à son fichier ; • Créer un sondage instantané en utilisant des réponses prédéfinies ou sur mesure ; • Obtenir immédiatement les réponses de tous les étudiants et une synthèse pour la classe ; • Créer des groupes de manière dynamique, en fonction des réponses des étudiants ; • Publier les résultats d'un sondage auprès de tous les étudiants ; • Visionner les écrans des élèves en Temps réel. 		
7	Installation et configuration du serveur NAS	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier l'installation du NAS • Vérifier l'accès à l'espace admin • Vérifier la création des espaces disques pour les enseignants • Vérifier les droits d'accès pour les enseignants 		

2. Au point de livraison :

Installation en réseau

Le fournisseur doit connecter les différents postes de travail, les imprimantes multifonctions et les serveurs de stockage en réseau local via les points d'accès WIFI, et procéder aux configurations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'environnement multimédia dans sa globalité.

Inventaire des équipements

Après installation, le fournisseur affichera, sur chaque équipement inventorié, le numéro d'inventaire fourni par l'Agence MCA-Morocco et le numéro de la hotline/et site web du helpdesk, et ce, selon le modèle d'étiquette autocollante décrit à l'annexe 4. Des CPF

Le fournisseur est tenu de remettre au maître d'ouvrage la base de données d'inventaire du matériel livré. Cette base de données doit comprendre tous les équipements installés, ainsi que leurs marques, types, numéros de série et numéros d'inventaire.

Transfert de compétence et initiation à l'usage :

Le fournisseur est tenu, après l'installation, la configuration et le paramétrage du matériel et logiciel, d'animer une séance d'initiation à l'usage des différents composants livrés aux personnels désignés (2 à 3) pour chaque établissement selon les thèmes suivants :

L'usage de l'imprimante multifonctions ;

Le paramétrage minimal des points d'accès (changement du nom du réseau wifi (SSID), mot de passe, etc.) ;

L'usage de serveur NAS (création de comptes, espaces de stockage, droits, exploitation, etc.) ;

Le paramétrage de vidéo projecteur.

Comité de réception et de validation

Le suivi de l'exécution et la réception du marché qui sera issu du présent appel d'offres sera conjointement fait par :

L'Agence MCA-Morocco et le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MENFPESRS) selon les modalités suivantes :

La direction du projet « Education Secondaire » au sein de l'agence MCA-Morocco est responsable de suivi du déploiement et l'établissement des procès-verbaux (PV) des réceptions provisoire et définitive ;

Le MENFPESRS est responsable d'accompagner et faciliter le déploiement des prestations objet du marché.

Le comité de réception, qui se chargera des tests et acceptation des équipements, sera constitué au niveau de :

MCA-Morocco, par un représentant de l'équipe projet et un membre de l'équipe IT ;

L'AREF, par le coordonnateur régional de l'ECR et un représentant du service construction, équipement et patrimoine ;

La DP, par le coordonnateur provincial, membre de l'ECR et un représentant du service responsable de la gestion et du suivi des équipements ;
L'établissement scolaire, par le directeur et l'intendant/économe.

SR6 Procédures environnementales, d'hygiène et de sécurité

Le Fournisseur doit respecter les procédures environnementales, d'hygiène et de sécurité suivantes :

Le matériel doit être en conformité avec les normes internationales (européenne ou américaine) d'environnement et de santé-sécurité.

**TROISIÈME PARTIE :
CONDITIONS DU CONTRAT ET
FORMULAIRES CONTRACTUELS**

Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales

1. Définitions

Les termes en majuscule utilisés dans le présent Contrat et qui ne sont pas définis par ailleurs, ont la signification qui leur est donnée dans le Compact ou tout autre document s'y rapportant. Sauf obligation contraire due au contexte, les termes suivants, lorsqu'utilisés dans le présent Contrat, ont les significations suivantes :

- (a) « Acceptation » désigne l'acceptation par l'Acheteur des Biens et Services Connexes (ou de toute partie des Biens lorsque le Contrat de Marché prévoit l'acceptation partielle des Biens), conformément à la clause 4 du CCAG.
- (b) « Législation applicable » a la signification qui lui est donnée **dans les CSC**.
- (c) « Offre » désigne l'offre pour la fourniture des Biens et des Services Connexes soumise par le Fournisseur et acceptée par l'Acheteur et qui fait partie intégrante du présent Contrat.
- (d) « Dossier d'Appel d'Offres » a la signification qui lui est donnée **dans les CSC**.
- (e) « Compact » a la signification qui lui est donnée dans les Considérants de l'Accord contractuel.
- (f) « Réalisation » désigne l'exécution des Services Connexes par le Fournisseur conformément aux termes et conditions énoncés dans le présent Contrat.
- (g) « Contrat » désigne le présent accord conclu entre l'Acheteur et le Fournisseur, pour fournir les Biens et Services Connexes, et comprend les documents énumérés à la clause 2 du CCAG, tels qu'amendés, modifiés ou complétés de temps à autre conformément aux termes du présent accord
- (h) « Prix d'adjudication » signifie le prix à payer pour la fourniture des Biens, conformément à la sous-clause 17.1. du CCAG
- (i) « Jour » signifie un jour calendaire.
- (j) « Livraison » désigne le transfert de propriété des Biens du Fournisseur à l'Acheteur conformément aux termes et conditions stipulés dans le présent Contrat.

- (k) « ESS » a la signification qui lui est donnée dans la sous-clause 23.1 du CCAG.
- (l) « Pays éligibles » a la signification qui lui est donnée à la sous-clause 7.1 du CCAG.
- (m) « Destination finale » a la signification qui lui est donnée **dans les CSC**.
- (n) « CCAG » désigne le Cahier des Clauses Administratives Générales.
- (o) « Biens » désigne l'ensemble des marchandises, matières premières, machines et équipements et/ou autres matériaux que le Fournisseur est tenu de fournir à l'Acheteur en vertu du présent Contrat.
- (p) « Gouvernement » a la signification qui lui est donnée dans les Considérants de l'Accord contractuel.
- (q) « Pays MCA » a la signification qui lui est donnée **dans les CSC**.
- (r) « MCC » a la signification qui lui est donnée dans les Considérants du présent Contrat.
- (s) « Financement de la MCC » a la signification qui lui est donnée dans les Considérants du présent Contrat.
- (t) « Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC » désigne les directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC mises en ligne sur le site web de la MCC, telles qu'elles peuvent être modifiées de temps à autre.
- (u) « Notification d'adjudication » désigne l'avis envoyé par l'Acheteur au Fournisseur informant ce dernier qu'il est le soumissionnaire retenu et que son Offre a été acceptée et qui fait partie intégrante du présent Contrat.
- (v) « Partie » désigne l'Acheteur ou le Fournisseur, selon le cas, et « Parties » s'entend des deux Parties.
- (w) « Fournisseurs principaux » désigne toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou du matériel essentiels pour l'exécution du contrat.
- (x) « Acheteur » a la signification qui lui est donnée **dans les CSC**.
- (y) « Services Connexes » désigne les services liés à la fourniture des Biens, tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale et autres

obligations similaires du Fournisseur aux termes du présent Contrat.

- (z) « CSC » désigne les Conditions Spéciales du Contrat par lesquelles le CCAG peut être amendé ou complété.
- (aa) « Conditions Particulières de Fourniture » désignent les Conditions Particulières de Fourniture (y compris les spécifications techniques) figurant à la Section 5 du Dossier d'Appel d'Offres.
- (bb) « Sous-traitant » désigne toute personne ou entité à qui une partie des Biens à fournir ou l'exécution d'une partie des Services Connexes est sous-traitée par le Fournisseur conformément aux dispositions du présent Contrat.
- (cc) « Fournisseur » a la signification qui lui est donnée dans le premier paragraphe du présent Contrat.
- (dd) « Taxe » et « Taxes » ont la signification qui leur est donnée dans le Compact ou tout accord s'y rapportant.
- (ee) « Traite des personnes » a la signification qui lui est donnée à la clause 38 du CCAG.

2. Interprétation et considérations générales

2.1 Sauf stipulation contraire, partout dans le présent Contrat :

- (a) « confirmation » fait référence à une confirmation écrite ;
- (b) « par écrit » désigne ce qui a été communiqué sous forme écrite (par exemple, par courrier, par courriel ou par télécopie), avec accusé de réception ;
- (c) sauf dans les situations où le contexte l'indique différemment, les termes au singulier comprennent également le pluriel et les termes au pluriel incluent le singulier ;
- (d) le féminin comprend le masculin et vice-versa ; et
- (e) les titres ont été ajoutés pour faciliter la lecture et ils ne limitent, modifient, n'altèrent ni n'affectent en aucune manière le sens du présent Contrat.

Incoterms

Sauf en cas de contradiction avec les dispositions du présent Contrat, le sens de tout autre terme commercial, et les droits et obligations des Parties prévus par ces Incoterms et termes commerciaux seront ceux prescrits par les règles de la version actuelle des Incoterms, **tels que spécifiés dans les CSC**. Les Incoterms sont les règles internationales d'interprétation des termes commerciaux publiées par la Chambre de Commerce

Internationale, sise au 38 Cours Albert 1^{er}, 75008 Paris, France.

Intégralité de l'Accord	Le présent Contrat comprend l'intégralité de l'enente entre l'Acheteur et le Fournisseur et prévaut sur toutes les communications, négociations et conventions (écrites ou orales) passées entre les Parties avant la date de prise d'effet du présent Contrat. Aucun agent ni représentant des Parties ne dispose de l'autorité de faire des déclarations, affirmations, promesses ou accords qui ne seraient pas inclus dans le présent Contrat, et les Parties ne sauraient être liées par ceux-ci et leur responsabilité ne pourra être engagée à ce titre.
Modification	<p>Les dispositions ci-après s'appliquent à toute modification apportée au présent Contrat.</p> <p>(a) Aucune modification du présent Contrat n'est réputée valable à moins qu'elle ne soit écrite, soit datée, et fasse expressément référence au présent Contrat, et qu'elle ne soit signée par un représentant dûment autorisé de chacune des Parties au présent Contrat.</p> <p>(b) Le consentement préalable écrit de la MCC est requis dans le cas des modifications du présent Contrat qui (i) augmentent la valeur du Contrat de plus de dix pour cent (10 %) ou de trois pour cent (3 %) par la suite ((ii) modifient la durée du présent Contrat de vingt-cinq pour cent (25 %) ou plus.</p>
Renonciation, Abstention, etc.	<p>Les dispositions suivantes s'appliquent aux renonciations, abstentions ou actes similaires au titre du présent Contrat.</p> <p>(a) Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une Partie ou de la MCC au titre du présent Contrat doit être écrite, datée et signée par un représentant dûment autorisé de la Partie (ou de la MCC) qui accorde une telle renonciation, et doit spécifier les termes auxquels la renonciation est accordée.</p> <p>(b) Aucun assouplissement, abstention, retard ou indulgence dont fait preuve une Partie ou la MCC, selon le cas, dans l'application de certains termes et conditions du présent Contrat ou la concession de temps par une Partie ou par la MCC à l'autre Partie, ne peut compromettre, affecter ou limiter les droits de cette Partie ou de la MCC au titre du présent Contrat, et aucune abstention par une Partie ou par la MCC d'agir en cas de violation du présent Contrat ne signifie une abstention d'agir de cette Partie en cas de violations</p>

ultérieures ou continues du Contrat.

Divisibilité Si une disposition ou une condition du présent Contrat est prohibée ou considérée non valide ou non exécutoire, cela n'affecte pas la validité ou le caractère exécutoire des autres dispositions ou conditions du présent Contrat.

Documents constitutifs du présent Contrat Les documents suivants sont réputés faire partie intégrante du présent Contrat et seront interprétés dans l'ordre de priorité suivant :

- (a) le Contrat, qui comprend les paragraphes, considérants et autres clauses précédant le CCAG, et qui inclut la signature de l'Acheteur et du Fournisseur ;
- (b) le CCAP et l'Annexe A du présent Contrat ;
- (c) le CCAG ;
- (d) la Notification d'Adjudication de Contrat ;
- (e) l'Offre du Fournisseur ;
- (f) les Spécifications ;
- (g) les Plans ;
- (h) les Conditions Particulières de Fourniture ; et
- (i) tout autre document **indiqué dans les CSC** comme faisant partie du présent Contrat.

3. Fraude et Corruption; Mesures à prendre 3.1 3 La MCC exige que l'Acheteur et tous les bénéficiaires du Financement MCC, y compris les Soumissionnaires, Fournisseurs, entrepreneurs, Sous-traitants intervenant dans le cadre des Contrats financés par la MCC, respectent les normes d'éthique les plus strictes au cours de la procédure de passation des marchés et lors de l'exécution de ces marchés.

La Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption (AFC) de la MCC ») s'applique à tous les contrats et procédures de passation de marchés impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de la MCC. La Politique AFC de la MCC exige que les sociétés et organismes bénéficiant de fonds de la MCC reconnaissent avoir connaissance de la Politique AFC de la MCC et certifient avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et corruption.

Toute entité recevant un financement de la MCC de plus de 500 000 Dollars US (y compris, mais sans s'y limiter, les contrats et les subventions) devra attester qu'elle adoptera et mettra en œuvre un code d'éthique commerciale et de conduite dans les 90 jours suivant l'attribution du contrat. Cette entité intégrera également la substance du présent article dans les contrats de sous-traitance dont la valeur est supérieure à 500 000 Dollars US. L'information concernant l'établissement de programmes d'éthique et de conduite des affaires peut être obtenue de nombreuses sources, y compris, mais sans s'y limiter :

<http://www.oecd.org/corruption/Anti-CorruptionEthicsComplianceHandbook.pdf>;

<http://cctrends.cipe.org/anti-corruption-compliance-guide/>

(a) Aux fins du Contrat, les termes ci-après sont définis de la façon suivante :

- (i) « **coercition** » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d'une partie, influencer indûment les actions d'une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de financements de la MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d'une procédure de passation de marchés ou de l'exécution d'un contrat ;
- (ii) « **collusion** » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, frauduleuse, d'obstruction ou interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l'Entité MCA des avantages d'une concurrence libre et ouverte ;
- (iii) « **corruption** » désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d'un fonctionnaire, du personnel de l'Entité MCA, du personnel de la MCC, des consultants, ou des employés d'autres organismes participant à des activités financées, en

totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décisions ou à l'examen de décisions, ainsi qu'à la poursuite du processus de sélection, ou encore au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d'un contrat ou en vue de l'exécution d'un contrat ;

(iv) « ***fraude*** » désigne tout acte ou omission, y compris toute déclaration inexacte qui, sciemment ou par négligence, induit ou tente d'induire en erreur une partie afin d'obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC, y compris tout acte ou omission visant à influencer (ou tenter d'influencer) indûment un processus de sélection ou l'exécution d'un contrat, ou à éviter (ou tenter d'éviter) une obligation ;

(v) « ***obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption*** », tout acte posé dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC qui : a) cause la destruction, la falsification, la modification ou la dissimulation délibérées de preuves, ou qui consiste en une fausse (de fausses) déclaration(s) à des enquêteurs ou à tout fonctionnaire dans le but d'entraver une enquête sur des allégations de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, ou de pratiques interdites ; ou qui b) menace, harcèle ou intimide une partie pour l'empêcher soit de divulguer sa connaissance d'informations pertinentes en rapport avec une enquête soit de poursuivre l'enquête ; ou qui c) vise à empêcher la réalisation d'une inspection et/ou l'exercice des droits de vérification de la MCC et/ou du Bureau de l'inspecteur général (OIG) responsable pour le compte de la MCC, tels que prévus en vertu d'un compact, d'un accord de programme de seuil, ou d'accords connexes ;

- (vi) « *pratiques interdites* » désigne toute action en violation de la Section E (respect de la loi sur la lutte contre la corruption, respect de la loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, respect de la loi sur le financement du terrorisme et d'autres restrictions) de l'Annexe des Dispositions générales qui fera partie des contrats financés par la MCC.
- (b) La MCC peut annuler à tout moment la part du Financement MCC affectée au présent Contrat si elle découvre que des représentants de l'Acheteur, du Fournisseur ou de tout autre bénéficiaire du Financement MCC, se sont livrés à des actes de corruption ou à des manœuvres collusoires, prohibées, obstructives ou coercitives au cours de la procédure de sélection ou de l'exécution du présent Contrat, sans que l'Acheteur ni le Fournisseur ou cet autre bénéficiaire n'ait pris en temps voulu, et de manière qui satisfasse la MCC, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.
- (c) La MCC et l'Acheteur peuvent prendre des sanctions à l'encontre du Fournisseur, en l'excluant, définitivement ou pour une période déterminée, de toute procédure d'attribution de Contrats financés par la MCC, s'ils établissent à un moment ou un autre que le Fournisseur s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des actes de corruption ou à des manœuvres frauduleuses, à des actes de connivence ou à des manœuvres prohibées, obstructives ou coercitives en vue de se voir attribuer le présent Contrat ou dans l'exécution du présent Contrat ou de tout autre Contrat financé par la MCC.
- (d) L'Acheteur peut résilier ou la MCC peut mettre fin immédiatement à l'engagement du Fournisseur au titre du Contrat si lui-même ou la MCC décident que le Fournisseur, directement ou par le biais d'un sous-traitant ou d'un de ses employés ou d'un agent ou affilié de ces derniers, s'est livré à des actes de corruption ou à des manœuvres frauduleuses, à des actes de connivence ou à des manœuvres prohibées, obstructives ou coercitives en vue de se voir attribuer le présent Contrat ou dans l'exécution du présent Contrat ou de tout autre Contrat financé par la MCC

et les dispositions du point 37 du CCAG s'appliquent.

- | | |
|-------------------------------|--|
| 4. Commissions et honoraires | Le Fournisseur divulgue toutes commissions ou honoraires qui ont été ou seront versés aux agents, représentants ou agents sur commission dans le cadre du processus de sélection/d'adjudication ou de l'exécution du présent Contrat. Les informations divulguées doivent comprendre le nom et l'adresse de l'agent, du représentant ou de l'agent sur commission, le montant et la monnaie ainsi que l'objet de la commission ou des honoraires. |
| 5. Droit et Langue du Contrat | <p>5.1 Le présent Contrat, son sens et son interprétation, ainsi que les relations entre les Parties, sont régis par la Législation Applicable.</p> <p>5.2 Le présent Contrat a été établi dans la ou les langue(s) spécifiée(s) dans les CSC. Si le Contrat est signé à la fois en anglais et dans une autre langue, la version en anglais est la version contraignante et prévaut dans tout litige relatif à la signification ou à l'interprétation du présent Contrat.</p> |
| 6. Association | 6.1 Lorsque le Fournisseur est une coentreprise ou autre association ou entité regroupant plus d'une personne ou entité, les associés d'une telle coentreprise ou association sont responsables individuellement et conjointement envers l'Acheteur pour l'exécution des dispositions du présent Contrat ; ils désignent la personne identifiée dans les CSC pour exercer en leur nom les droits et obligations du Fournisseur envers l'Acheteur au titre du présent Contrat, y compris, sans aucune limitation, pour recevoir des instructions et des paiements de la part de l'Acheteur. La composition ou la constitution de la coentreprise ou de toute autre association ne peut être modifiée sans le consentement préalable écrit de l'Acheteur. |
| 7. Éligibilité | <p>7.1 Le Fournisseur et ses Sous-traitants doivent à tout moment au cours du présent Contrat être ressortissants d'un pays ou d'un territoire éligible, conformément au Compact, aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme MCC et à l'Annexe A du présent Contrat (« Pays Éligibles »). Le Fournisseur ou un Sous-traitant est réputé avoir la nationalité d'un pays s'il est ressortissant de ce pays ou qu'il a été créé, enregistré ou inscrit dans ce pays, et qu'il exerce ses activités conformément au droit de ce pays.</p> <p>7.2 L'ensemble des Biens et Services Connexes à fournir au</p> |

titre du présent Contrat et financés par le Compact doivent provenir de Pays Éligibles.

7.3 Aux fins de la sous-clause 7 du CCAG, « origine » désigne l'endroit où les Biens ont été extraits, ont été implantés, ont été cultivés, produits, fabriqués, transformés, ou assemblés ; ou l'endroit où la fabrication, la transformation ou l'assemblage ont permis d'obtenir un produit commercialement reconnu qui diffère substantiellement, en termes de caractéristiques de base, de fonctions ou d'utilité, de ses composantes. En ce qui concerne les Services Connexes, le terme « origine » désigne l'endroit à partir duquel les Services Connexes sont fournis.

8. Notifications

8.1 Les notifications, requêtes ou accords requis ou autorisés au titre du présent Contrat sont sous forme écrite. Ces notifications, requêtes ou accords sont réputés avoir été remis ou effectués lorsqu'ils sont remis en personne à un représentant autorisé de la Partie à laquelle la correspondance est adressée, ou quand cette correspondance aura été expédiée à cette Partie à l'adresse **spécifiée dans les CSC**, ou envoyée par télécopie ou par courriel avec confirmation de réception, si elle est envoyée pendant les heures habituelles d'activité de la Partie destinataire, à moins que l'envoi des notifications ne soit régi par la Législation Applicable.

8.2 Une Partie peut changer d'adresse de notification au titre du présent Contrat en avisant l'autre Partie par écrit de ce changement d'adresse (**spécifiée dans les CSC**).

9. Règlement des Différends

9.1 L'Acheteur et le Fournisseur doivent employer tous leurs efforts afin de résoudre à l'amiable par des négociations directes informelles tout désaccord ou différend survenant entre eux au titre de, ou en rapport avec, ce Contrat.

9.2 Si les Parties ne peuvent résoudre un désaccord ou un différend conformément à la sous-clause 9.1 du CCAG dans les trente (30) jours après réception par une Partie de la requête de l'autre Partie l'invitant à travailler à cette résolution, l'une ou l'autre Partie peut soumettre le désaccord ou différend à une instance externe, conformément aux dispositions **des CSC**.

10. Objet de l'Offre

10.1 Les Biens et Services Connexes seront fournis conformément aux Conditions Particulières de Fourniture.

10.2 Sauf stipulation contraire du présent Contrat, les Biens

doivent inclure tous les produits qui ne sont pas spécifiquement mentionnés dans le présent Contrat, mais dont il peut raisonnablement être déduit, au vu du contenu du présent Contrat, qu'ils sont nécessaires à la Livraison et à la Réalisation des Biens et Services Connexes, comme s'ils étaient mentionnés expressément dans le présent Contrat.

- | | |
|--------------------------------|---|
| 11. Livraison et Documents | 11.1 La Livraison des Biens et la Réalisation des Services Connexes se déroulent conformément au Calendrier de Livraison et de Réalisation spécifié dans les Conditions Particulières de Fourniture. Le détail des documents d'expédition et autres documents à fournir par le Fournisseur est précisé dans les CSC . |
| 12. Obligations du Fournisseur | 12.1 Le Fournisseur fournit les Biens et Services Connexes, objet de l'Offre de fourniture, conformément à la clause 10 du CCAG, et au Calendrier de Livraison et de Réalisation visé à la clause 11 du CCAG. |
| 13. Prix d'Adjudication | <p>13.1 Le Prix d'Adjudication est celui spécifié dans les CSC (ci-après « Prix d'Adjudication »), sous réserve des ajouts et corrections, de toute autre déduction qui y seront apportés, conformément aux dispositions du présent Contrat.</p> <p>Les prix facturés par le Fournisseur pour les Biens livrés et les Services Connexes exécutés au titre du présent Contrat ne varient pas par rapport aux prix offerts par le Fournisseur dans son Offre, à l'exception des ajustements autorisés dans les CSC.</p> |
| 14. Modalités de Paiement | <p>14.1 Ce Prix d'Adjudication, acomptes compris, le cas échéant, est réglé de la manière spécifiée dans les CSC.</p> <p>14.2 La demande de règlement du Fournisseur est portée à l'attention de l'Acheteur par écrit, accompagnée des factures décrivant, s'il y a lieu, les Biens livrés et les Services Connexes réalisés, ainsi que des documents soumis conformément à la clause 11 du CCAG, à l'achèvement de toutes les autres obligations stipulées dans ce Contrat.</p> <p>14.3 Le règlement est effectué par ou au nom de l'Acheteur, au plus tard trente (30) jours à compter de la réception par l'Acheteur d'une facture ou d'une demande de paiement émanant du Fournisseur, et qui satisfasse l'Acheteur sur le fond et la forme.</p> |

14.4 La monnaie dans laquelle les paiements sont effectués au profit du Fournisseur au titre du présent Contrat est celle dans laquelle le Prix de l'Offre est exprimé.

14.5 Dans le cas où l'Acheteur omettrait de verser au Fournisseur un paiement à sa date d'échéance ou pendant la période **indiquée dans les CSC**, l'Acheteur verse au Fournisseur des intérêts sur le montant de ce paiement tardif, au taux indiqué dans les CSC, pour la période de retard et jusqu'à ce que le paiement ait été effectué dans sa totalité, que ce soit avant ou après la décision de justice ou la sentence arbitrale.

15. Taxes et Droits

- (a) Le Gouvernement est engagé en vertu de tout Compact exécuté, à faire en sorte que le don du MCC soit exempt d'impôts et de rembourser à MCA-Morocco les impôts payés en violation des dispositions d'exemption applicables selon le Compact. Le Gouvernement n'accordera pas aux fournisseurs d'exonération de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, les personnes morales de droit commun et les personnes physiques, citoyens ou étrangers résidents au Maroc ou pas et travaillant dans le cadre du Compact.

Le fournisseur, est informé que de nombreux mécanismes d'exonération d'impôts existent en vertu du Droit Applicable. Il est recommandé aux fournisseurs, de consulter leurs conseillers fiscaux afin de déterminer si des mécanismes d'exonération sont applicables à leurs prestations. Le fournisseur, peut avoir recours à ces mécanismes dans la mesure où ils sont applicables. Si, en vertu du Droit Applicable, le fournisseur, doit payer des Taxes Exonérées, le fournisseur notifiera l'administration fiscale du montant des taxes exonérées payées (cas des sous-traitants payés avec la TVA) et formulera une demande de remboursement selon les délais convenus figurant dans les accords relatifs à la fiscalité signés entre MCC et le Gouvernement marocain.

MCA-Morocco veillera à ce que le Gouvernement fournisse aux fournisseurs liés par des contrats avec MCA-Morocco, les exonérations auxquelles ils ont droit conformément aux termes du Compact et à la Convention Fiscale sous réserve de présentation d'une facture pro-forma conforme au modèle qui sera envoyé en même temps que le contrat. Si MCA-Morocco ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du présent paragraphe, le Fournisseur aura le droit de résilier le présent Contrat

conformément à la clause 37 (d) des CGC.

Le Fournisseur, ses Sous-traitants et leurs personnels respectifs peuvent être soumis à certaines Taxes/Impôts sur des montants dus par l'Acheteur au titre du présent Contrat, conformément à la Législation Applicable (en vigueur au moment considéré ou par la suite). Le Fournisseur, ses Sous-traitants et leurs personnels respectifs doivent payer toutes les Taxes/Impôts prélevés en vertu de la Législation Applicable. En aucun cas l'Acheteur ne saurait être tenu responsable de l'acquittement ou du remboursement de Taxes/Impôts. Dans le cas où des Taxes/Impôts seraient appliqués au Fournisseur, à l'un de ses Sous-traitants ou à leurs personnels respectifs, le Prix d'Adjudication ne sera pas ajusté pour prendre en compte ces Taxes/Impôts.

- (b) Le Fournisseur, les Sous-traitants ou leurs personnels respectifs, ainsi que les membres de leurs familles éligibles, doivent suivre les procédures de dédouanement habituelles du Maroc pour importer des biens personnels dans le pays.
- (c) Si le Fournisseur, les Sous-traitants ou leur personnel respectifs, ou leurs personnes à charge admissibles, ne réexportent pas les biens importés mais disposent desdits biens au Maroc qui ont fait l'objet d'exemption de droits ou autres Taxes, le Fournisseur, le Sous-Traitant ou leurs personnels, selon les cas, (a) doivent acquitter ces droits et autres Taxes conformément à la Législation Applicable, ou (b) doivent rembourser ces droits de douane et Taxes à l'Acheteur si ces droits de douane et Taxes ont été payés par l'Entité MCA au moment de l'importation des biens en question au Maroc.
- (d) Sans préjudice des droits du Fournisseur au titre du présent article, le Fournisseur, les Sous-traitants et leurs employés respectifs prendront les mesures raisonnables demandées par l'Acheteur ou le Gouvernement relativement à la détermination du statut fiscal visé à la clause 15 du CCAG.
- (e) Si le Fournisseur est tenu de s'acquitter de Taxes qui font l'objet d'exemption au titre de ce Compact ou de tout autre contrat connexe, le Fournisseur informe dans les délais les plus brefs l'Acheteur (ou l'agent ou représentant désigné par l'Acheteur) de toutes les Taxes dont il s'est acquitté, et le Fournisseur coopère et prend toutes les mesures requises par l'Acheteur, la MCC ou

l'un ou l'autre agent ou représentant des Parties, pour obtenir un remboursement rapide et approprié des Taxes acquittées.

- (f) L'Acheteur s'emploie de manière raisonnable à garantir que le Gouvernement assure au Fournisseur, aux Sous-traitants et à leurs personnels respectifs les exemptions fiscales applicables à ces personnes ou entités, conformément aux termes du Compact ou des contrats connexes. Si l'Acheteur omet de remplir ses obligations au titre du présent paragraphe, le Fournisseur a le droit de résilier le présent Contrat conformément à la sous-clause 34.1(d) du CCAG.

16. Garantie
d'Exécution

- 16.1 Le Fournisseur fournit dans les vingt-huit (28) jours à compter de la Notification d'Adjudication du Contrat, une Garantie d'Exécution du présent Contrat, dont le montant est **spécifié dans les CSC**.
- 16.2 Le montant de la Garantie d'Exécution est versé à l'Acheteur en dédommagement de toute perte résultant de l'incapacité du Fournisseur à s'acquitter de ses obligations aux termes du présent Contrat.
- 16.3 La Garantie d'Exécution est libellée dans la monnaie du présent Contrat et a la forme d'une garantie bancaire ou d'une lettre de crédit irrévocable émise par une banque de bonne réputation établie dans le pays de l'Acheteur ou dans un Pays Éligible, et elle satisfait l'Acheteur sur le fond et la forme, et est au format visé à la Section VIII. Formulaires Contractuels.
- 16.4 La Garantie d'Exécution est libérée par l'Acheteur et retournée au Fournisseur vingt-huit (28) jours au plus après la date de la fin de l'exécution des obligations du Fournisseur au titre du présent Contrat, y compris toute obligation de garantie.

17. Droits d'auteur

- 17.1 Les droits d'auteur relatifs aux dessins, documents et autres matériels contenant des données et des informations fournies à l'Acheteur par le Fournisseur sont acquis au Fournisseur, ou, si ces dessins, documents ou autres matériels sont fournis à l'Acheteur, directement ou par le biais du Fournisseur par un tiers, y compris par les fournisseurs des matériels, les droits d'auteur en resteront acquis à ce tiers.

18. Informations
Confidentielles

- 18.1 L'Acheteur et le Fournisseur gardent confidentiels et ne divulguent pas à des tiers sans le consentement préalable

écrit de l'autre Partie, tous documents, données ou autres informations fournis directement ou indirectement par l'autre Partie dans le cadre du présent Contrat, que les informations aient été fournies avant, pendant ou à la suite de l'exécution ou de la résiliation du présent Contrat. En dépit de ce qui précède, le Fournisseur peut fournir à ses Sous-traitants les documents, données et autres informations qu'il reçoit de l'Acheteur dans la mesure nécessaire au Sous-traitant pour exécuter son travail au titre du présent Contrat, auquel cas le Fournisseur doit obtenir de ce Sous-traitant un engagement de confidentialité similaire à celui imposé au Fournisseur au titre de la clause 18 du CCAG.

18.2 L'Acheteur n'utilise ni les documents, ni les données et autres informations fournis par le Fournisseur à des fins autres qu'aux fins du présent Contrat. De la même manière, le Fournisseur n'utilise pas de documents, données et autres informations fournis par l'Acheteur à des fins autres qu'à des fins de conception, de fourniture ou d'autres travaux et services requis dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

18.3 Toutefois, l'obligation d'une Partie au titre des sous-clauses 18.1 et 18.2 du CCAG ci-dessus ne s'applique pas aux informations :

- (a) que l'Acheteur ou le Fournisseur a besoin de partager avec la MCC ou d'autres entités participant au financement du présent Contrat, ou en conformité par ailleurs avec les conditions du Compact ou des documents connexes ;
- (b) qui sont, actuellement ou à une date ultérieure, dans le domaine public, sans que cette Partie n'ait commis de faute ;
- (c) dont on peut prouver qu'elles étaient connues de cette Partie au moment de leur divulgation et que celles-ci n'ont pas été obtenues, directement ou indirectement, auprès de l'autre Partie ;
- (d) qui ont été légalement mises à la disposition de cette Partie par un tiers qui n'est soumis à aucune obligation de confidentialité ; ou
- (e) qui doivent être partagées en vertu de la Législation Applicable.

Les dispositions de la clause 18 du CCAG continuent de s'appliquer après l'exécution ou la résiliation, pour

quelque raison que ce soit, du présent Contrat.

19. Recrutement du personnel et de la main-d'œuvre

19.1 Le Fournisseur doit adopter et appliquer des politiques et des procédures de ressources humaines adaptées à sa taille et à sa main-d'œuvre et définissant son approche par rapport à la gestion du Personnel. Au minimum, le Fournisseur doit fournir à tout le Personnel des informations détaillées qui soient claires et compréhensibles, au sujet de leurs droits en vertu de toutes les lois applicables concernant le travail et de toutes conventions collectives applicables, y compris leurs droits relatifs à l'emploi, la santé, la sécurité, les services sociaux, l'immigration et l'émigration, à compter du début de la relation de travail et lorsque surviennent des changements importants.

19.2 Le Fournisseur s'assure que les conditions d'emploi et les conditions des travailleurs migrants ne sont pas influencées par leur statut de migrant.

19.3 Le Fournisseur doit mettre en place un mécanisme d'examen des griefs à l'intention du Personnel, y compris le personnel des Sous-traitants s'il n'existe pas de mécanisme distinct pour les Sous-traitants, afin de leur permettre de signaler les problèmes constatés sur le lieu de travail. Le Fournisseur informe son Personnel du mécanisme d'examen des griefs au moment du recrutement et lui facilite l'accès audit mécanisme. Le mécanisme devrait prévoir l'examen par le responsable hiérarchique compétent et permettre une réponse rapide aux préoccupations soulevées, par le biais d'un processus compréhensible et transparent qui garantit aux personnes concernées un retour d'information en temps voulu, sans que le Personnel ne subisse de représailles à cet égard. Le mécanisme devrait également permettre d'exprimer et de traiter des plaintes anonymes. Le mécanisme ne devrait pas entraver l'accès à d'autres recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être disponibles en vertu de la Législation Applicable ou par le biais des procédures d'arbitrage existantes, ni se substituer aux mécanismes d'examen des griefs prévus par les conventions collectives.

19.4 Lorsque le logement ou des services sociaux sont fournis au Personnel, le Fournisseur doit mettre en place et appliquer des politiques sur la qualité et la gestion de ces logements et la fourniture de ces services sociaux (y compris en ce qui concerne l'espace minimum,

l'approvisionnement en eau, des systèmes d'évacuation des eaux usées et des ordures adéquats, une protection appropriée contre la chaleur, le froid, l'humidité, le bruit, l'incendie et les animaux vecteurs de maladies, des installations sanitaires et des lavabos adéquats, la ventilation, des équipements de cuisine et installations de stockage, l'éclairage naturel et artificiel, ainsi que toutes les précautions raisonnables nécessaires pour assurer la santé et la sécurité du Personnel du Fournisseur. Les installations d'hébergement et les services sociaux doivent être fournis de manière conforme aux principes de non-discrimination et d'égalité des chances. Les dispositions concernant le logement ne doivent pas restreindre la liberté de mouvement ou d'association, sauf que des installations séparées doivent être fournies pour les hommes et les femmes. Des indications supplémentaires sont disponibles à l'adresse :

<https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor>

19.5 En soumettant son PGES, le Fournisseur doit inclure les spécifications qu'il propose concernant les installations qui seront mises à la disposition du personnel et de la main-d'œuvre. Les installations proposées doivent être conformes aux exigences de la norme PS-2 et être approuvées par l'ingénieur. » Pour de plus amples renseignements sur les normes concernant l'hébergement des travailleurs, prière se référer à : "Workers' accommodation: processes and standards, A guidance note by IFC and the EBRD" en particulier la Partie II, Sous-section I. Standards for workers' accommodation, disponible à l'adresse :

at:https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18/workers_accommodation.pdf?MOD=AJPERES&CACHEID=9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18

20. Interdiction du harcèlement sexuel

20.1 Le Fournisseur interdit les actes de harcèlement sexuel à l'égard des bénéficiaires du Compact, des employés de l'Entité MCA ou des Consultants de l'Entité MCA. Les exemples de harcèlement sexuel comprennent, sans toutefois s'y limiter, les comportements suivants : avances sexuelles non désirées ; demandes de faveurs sexuelles ; harcèlement verbal ou physique de nature sexuelle ; ou remarques offensantes au sujet du sexe, de l'orientation

sexuelle d'une personne ou de sa non-conformité avec les stéréotypes sexuels. L'Entité MCA peut enquêter sur les allégations de harcèlement sexuel comme elle le juge approprié. Le Fournisseur coopère pleinement à toute enquête menée par l'Entité MCA concernant toute violation de cette disposition. Le Fournisseur s'assure que tout incident de harcèlement sexuel ayant fait l'objet d'une enquête par l'Entité MCA a été résolu à la satisfaction de l'Entité MCA.

21. Non-discrimination et égalité des chances

21.1 L'Entité MCA respecte le principe d'égalité des chances et de traitement équitable dans ses pratiques d'emploi. L'Entité MCA attend du Fournisseur qu'il ne prenne pas de décisions en matière d'emploi en se fondant sur des caractéristiques personnelles sans rapport avec les exigences inhérentes au poste. Les caractéristiques personnelles comprennent le sexe, la race, la nationalité, l'origine ethnique, sociale et autochtone, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle. L'Entité MCA attend du Fournisseur qu'il fonde ses décisions en matière d'emploi sur le principe de l'égalité des chances et de traitement équitable et ne fasse pas de discrimination concernant des aspects de la relation d'emploi tels que le recrutement et l'embauche, la rémunération (y compris les salaires et avantages sociaux), les conditions de travail et les conditions d'emploi, l'accès à la formation, la promotion, le licenciement ou la retraite et la discipline. Les mesures spéciales de protection ou d'assistance visant à corriger une discrimination ou une sélection opérée par le passé pour un emploi particulier sur la base des exigences inhérentes à l'emploi ne sont pas considérées comme une discrimination.

22. Sous-traitance

22.1 Le Fournisseur doit obtenir l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur avant de conclure un Contrat de sous-traitance pour l'exécution d'une ou de plusieurs de ses obligations au titre du présent Contrat. Le Fournisseur notifie à l'Acheteur par écrit tous Contrats de sous-traitance attribués au titre du présent Contrat, si ceux-ci ne sont pas déjà spécifiés dans son Offre. Le fait de sous-traiter certaines parties du présent Contrat ne pourra en aucun cas dégager le Fournisseur de ses obligations, devoirs, responsabilités ou engagements au titre du présent Contrat.

Les contrats de sous-traitance doivent être conformes aux

dispositions des clauses 3 et 7 du CCAG.

22.2 Le Fournisseur a la responsabilité de contrôler le respect par les sous-traitants et les fournisseurs principaux des conditions de travail décrites dans les normes de performance d'IFC en vigueur de temps à autre.

22.3 Le Fournisseur surveille ses fournisseurs principaux de façon continue et, lorsqu'il y a un risque élevé de situations mettant en danger la vie de leurs employés, le Fournisseur met en place des procédures et des mesures d'atténuation pour s'assurer que les fournisseurs principaux prennent des mesures pour prévenir ou corriger ces situations. Lorsqu'il n'est pas possible d'y remédier, le Fournisseur doit remplacer les fournisseurs principaux auprès desquels il s'approvisionne dans le cadre du présent Contrat. Des indications supplémentaires sont disponibles à l'adresse : <https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-on-supply-chains>

23. Spécifications et Normes

23.1 Les Biens et Services Connexes fournis au titre du présent Contrat doivent être conformes aux spécifications et aux normes techniques, y compris aux exigences en matière d'environnement, de santé et de sécurité (« ESS »), visées aux Conditions Particulières de Fourniture ; en l'absence de norme spécifique, la norme retenue est équivalente ou supérieure aux normes officielles applicables au(x) pays d'origine des Biens et Services Connexes.

23.2 Le Fournisseur a le droit de refuser la responsabilité des concepts, données, dessins, spécifications ou autres documents, ou de toute modification de ceux-ci, qui auraient été fournis ou conçus par ou pour le compte de l'Acheteur, en remettant à l'Acheteur une notification de décharge de responsabilité.

23.3 Lorsque des références sont faites dans le présent Contrat à des normes et codes conformément auxquels il sera exécuté, la version éditée ou révisée de ces normes et de ces codes est celle spécifiée dans les Conditions Particulières de Fourniture. Pendant l'exécution du Contrat, tout changement apporté à ces codes et ces normes est appliqué uniquement après approbation par l'Acheteur et est traité conformément à la clause 32 du CCAG.

24. Emballage et

24.1 Le Fournisseur veille à l'emballage des Biens de sorte à

- Documentation
- prévenir les dommages ou détériorations en cours d'expédition. L'emballage doit pouvoir résister, sans limitations, à une manipulation brutale et à l'exposition à des températures extrêmes, au sel et à la pluie, et au stockage dans des entrepôts à ciel ouvert. Les dimensions et le poids des caisses doivent tenir compte, au besoin, de la distance jusqu'à la Destination finale et de l'absence d'installations de manutention lourde à toutes les étapes de l'expédition.
- 24.2 L'emballage, le marquage et la documentation intérieure et extérieure doivent être strictement conformes à l'ensemble des exigences spéciales indiquées dans le présent Contrat, y compris aux exigences supplémentaires, le cas échéant, **spécifiées dans les CSC**, et à toute autre instruction de l'Acheteur.
25. Assurance
- 25.1 Sauf stipulation contraire **des CSC**, les Biens fournis au titre du présent Contrat sont pleinement assurés, dans une monnaie librement convertible en cours dans un Pays Éligible, contre les pertes ou les dommages consécutifs à la fabrication ou à l'acquisition, au transport, au stockage et à la livraison, conformément aux Incoterms applicables.
26. Transport
- 26.1 Sauf stipulation contraire **des CSC**, la responsabilité de l'organisation de l'expédition des Biens est celle prévue par les Incoterms et par les Conditions Particulières de Fourniture.
27. Inspections et Tests
- 27.1 Le Fournisseur doit, à ses frais, réaliser les tests et/ou inspections des Biens et Services Connexes stipulés dans les Conditions Particulières de Fourniture.
- 27.2 Les inspections et tests peuvent être réalisés sur le site du Fournisseur ou de son Sous-traitant, au point de livraison et/ou à la Destination finale des Biens, ou ailleurs dans le pays de l'Acheteur, **selon ce que prévoient les CSC**. Sous réserve de la sous-clause 27.3 du CCAG, lorsque ces tests et inspections sont réalisés sur le site du Fournisseur ou de son Sous-traitant, l'ensemble des installations et une assistance raisonnable, y compris l'accès aux dessins, plans et données de production, sont mis à la disposition des inspecteurs aux frais de l'Acheteur.
- 27.3 L'Acheteur ou son représentant désigné a le droit d'assister aux tests et inspections auxquels il est fait référence à la sous-clause 27.2 du CCAG, à condition

qu'il prenne en charge les coûts et dépenses encourus relativement à ce déplacement, y compris, mais sans s'y limiter, les frais de déplacement et d'hébergement.

27.4 Lorsque le Fournisseur est prêt à réaliser ces tests et inspections, il en notifie l'endroit et l'heure à l'Acheteur raisonnablement à l'avance. Le Fournisseur obtient auprès de tout tiers ou fabricant concerné les autorisations ou consentements nécessaires pour permettre à l'Acheteur ou à son représentant désigné de participer aux tests et/ou à l'inspection.

27.5 L'Acheteur peut exiger que le Fournisseur réalise des tests et/ou inspections qui ne sont pas requis par le présent Contrat mais qu'il estime nécessaires pour pouvoir vérifier que les caractéristiques et les performances des Biens sont conformes aux codes, normes et spécifications techniques prévus au présent Contrat, étant entendu que les frais raisonnables encourus par le Fournisseur dans le cadre de la réalisation de ces tests et/ou inspections doivent être ajoutés au Prix d'Adjudication. En outre, si ces tests et/ou inspections entravent le processus de fabrication ou l'exécution par le Fournisseur de ses autres obligations au titre du présent Contrat, les dates de livraison et de réalisation et les autres obligations affectées en tiendront compte.

27.6 Le Fournisseur fournit à l'Acheteur un rapport des résultats de ces tests et/ou inspections.

27.7 L'Acheteur peut décider de rejeter les Biens ou toute partie de ceux-ci qui ne satisfont pas aux tests et/ou à l'inspection, ou qui ne sont pas conformes aux spécifications, y compris aux exigences ESS. Le Fournisseur rectifie ou remplace les Biens ou la partie ainsi rejeté(e)s, ou effectue les modifications nécessaires pour satisfaire aux spécifications, à titre gratuit pour l'Acheteur, et refait les tests et/ou l'inspection, à titre gratuit pour l'Acheteur, après l'en avoir avisé en vertu de la sous-clause 27.4 du CCAG.

27.8 Le Fournisseur reconnaît que ni la réalisation d'un test et/ou l'inspection des Biens ou d'une partie de ceux-ci, ni la présence de l'Acheteur ou de son représentant, ni la production d'un rapport au titre de la sous-clause 27.6 du CCAG, ne le dégagera de ses engagements ou autres obligations au titre du présent Contrat.

28. Dommages-intérêts

28.1 Exception faite des cas visés à la clause 33 du CCAG, si

le Fournisseur omet de livrer tout ou partie des Biens ou de réaliser les Services Connexes dans les délais prévus au présent Contrat, l'Acheteur peut, sans préjuger des autres recours dont il dispose au titre du présent Contrat ou en vertu de la Législation Applicable, déduire du Prix d'Adjudication, à titre de dommages et intérêts conventionnels, un montant équivalent au pourcentage – **spécifié dans les CSC** – de ce Prix de Contrat pour chaque semaine ou portion de semaine de retard et ce, jusqu'à la livraison et/ou l'exécution effective(s), à hauteur d'un montant maximal – **spécifié dans les CSC**. Une fois ce maximum atteint, l'Acheteur peut choisir de résilier le présent Contrat au titre de la clause 36 du CCAG.

29. Garantie du Fournisseur

- 29.1 Le Fournisseur garantit que tous les Biens sont neufs, qu'ils n'ont jamais été utilisés et qu'il s'agit des modèles les plus récents ou actuels, et qu'ils intègrent toutes les améliorations récentes en termes de conception et de matériaux, sauf stipulation contraire du présent Contrat.
- 29.2 Sous réserve de la sous-clause 20.2 du CCAG, le Fournisseur garantit également que les Biens ne présenteront aucun défaut résultant d'actes ou d'omissions de son fait, ou découlant de concepts, matériaux ou façons et qui peuvent se développer dans le cadre d'une utilisation normale dans les conditions prévalant dans le pays de l'Acheteur.
- 29.3 Sauf stipulation contraire **dans les CSC**, cette garantie demeure valable pendant douze (12) mois après que tout ou partie des Biens, selon les cas, aura été livré(e) et reçu(e) à la Destination finale, ou pendant dix-huit (18) mois à compter de la date d'expédition ou de chargement dans le pays d'origine, sachant que la période retenue sera celle qui expirera le plus tôt. La période de garantie des Biens qui ont été réparés ou remplacés au cours de la période de garantie sera de douze (12) mois à compter de la date à laquelle ces Biens ont été réparés ou remplacés.
- 29.4 L'Acheteur notifie au Fournisseur la nature des défauts et lui fournit toutes les preuves concernant ces défauts, immédiatement après leur constatation. L'Acheteur donne toutes les possibilités raisonnables au Fournisseur d'inspecter ces défauts.
- 29.5 À la réception d'une telle notification, le Fournisseur, au cours de la période **spécifiée dans le CCAP**, doit réparer ou remplacer rapidement les Biens, ou la partie des

Biens, défectueux, à titre gratuit pour l'Acheteur.

29.6 Si, après en avoir été avisé, le Fournisseur ne répare pas les défauts pendant la période spécifiée à la sous-clause 25.5 des CSC, l'Acheteur peut, dans un délai raisonnable, prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires, aux risques et à la charge du Fournisseur et sans préjuger des recours autres dont il dispose contre le Fournisseur au titre du présent Contrat ou de la Législation Applicable.

30. Indemnisation en
Cas d'Usage Abusif de
Brevets

30.1 Le Fournisseur doit, sous réserve du respect par l'Acheteur des dispositions de la sous-clause 30.2 du CCAG, garantir et tenir hors de cause l'Acheteur et ses employés, dirigeants et administrateurs relativement à tous procès, actions en justice, procédures administratives, prétentions, demandes, pertes, dommages, coûts et frais, frais d'avocat et de procédure compris, de quelque nature que ce soit, que l'Acheteur pourrait avoir à subir à la suite de la violation, avérée ou alléguée, de brevets, modèles d'utilité, modèles déposés, marques de commerce, droits d'auteur ou autres droits de propriété intellectuelle enregistrés ou existants, causée par :

- (a) l'installation des Biens par le Fournisseur ou l'utilisation des Biens dans le pays de l'Acheteur ; et
- (b) la vente dans un pays, quel qu'il soit, des produits fabriqués avec les Biens.

Cette indemnisation couvre uniquement l'usage fait des Biens ou de certaines parties des Biens conformément au présent Contrat, que cet usage y soit expressément indiqué ou qu'il puisse en être raisonnablement déduit, et uniquement les violations résultant de l'utilisation de tout ou partie des Biens prévue au présent Contrat, et en aucun cas les violations résultant de la production de produits mettant en œuvre, en combinaison ou en association, les Biens et d'autres matériels, installations ou matériaux non fournis par le Fournisseur au titre du présent Contrat.

30.2 Si des poursuites étaient engagées ou une plainte déposée contre l'Acheteur relativement à une situation semblable à celle visée à la sous-clause 30.1 du CCAG, l'Acheteur en avise sans attendre le Fournisseur, et celui-ci peut, à ses frais et au nom de l'Acheteur, répondre à ces poursuites ou à cette plainte et engager toutes les négociations utiles en vue de leur règlement.

Si le Fournisseur omet de notifier à l'Acheteur dans les vingt-huit (28) jours après réception de la notification qui lui aura été adressée, qu'il projette de répondre à ces poursuites ou à cette plainte, l'Acheteur est libre d'y répondre en son propre nom.

30.3 L'Acheteur doit, à la demande du Fournisseur, fournir toute l'assistance raisonnable au Fournisseur pour répondre à ces poursuites ou à cette plainte, et est remboursé par le Fournisseur pour toutes les dépenses raisonnables qu'il aura engagées dans le cadre de cette démarche.

30.4 L'Acheteur garantit et tient hors de cause le Fournisseur et ses employés, dirigeants et Sous-traitants à l'égard de toutes poursuites, procédures de justice ou administratives, prétentions, demandes, pertes, dommages, coûts et frais de quelque nature que ce soit, y compris les frais d'avocats et de justice, que le Fournisseur pourrait avoir à subir à la suite de la violation, avérée ou alléguée, de brevets, modèles d'utilité, modèles déposés, marques de commerce, droits d'auteur ou autre droits de propriété intellectuelle déposés ou qui existent à la date du présent Contrat, née des, ou liée aux, concepts, données, dessins, spécifications ou autres documents fournis ou conçus par ou pour le compte de l'Acheteur.

31. Limite de Responsabilité

31.1 Sauf dans les cas de négligence pénale ou d'inconduite volontaire,

- (a) le Fournisseur ne peut être tenu responsable envers l'Acheteur, contractuellement, en responsabilité civile ou autre, des pertes ou dommages, perte de jouissance, perte de production ou perte de bénéfices ou intérêts, directs ou indirects, étant entendu que cette exclusion ne s'applique pas à l'obligation du Fournisseur de verser des dommages et intérêts conventionnels à l'Acheteur ; et
- (b) la responsabilité globale du Fournisseur envers l'Acheteur, que ce soit au titre du présent Contrat, en responsabilité civile ou autre, ne dépasse pas le Prix d'Adjudication total, et cette restriction ne s'applique pas au coût des réparations ou de remplacement des Biens défectueux ou à l'obligation du Fournisseur d'indemniser

l'Acheteur conformément à la clause 30 du CCAG.

32. Modification des
Dispositions Légales et
Réglementaires

32.1 Sauf stipulation contraire du présent Contrat, si après la date de prise d'effet du Dossier d'Appel d'Offres une loi, un règlement, une ordonnance, une décision de justice ou des statuts ayant force de loi devaient être promulgués, adoptés, abrogés ou modifiés dans la région du pays de l'Acheteur où est située la Destination finale (et qui sont réputés inclure tout changement d'interprétation ou d'application par les autorités compétentes) qui allaient par la suite affecter la date de livraison et/ou le Prix d'Adjudication, la date de livraison et/ou le Prix d'Adjudication sera augmenté ou réduit proportionnellement, dans la mesure où le Fournisseur aura été affecté dans l'exécution de l'une de ses obligations au titre du présent Contrat. En dépit de ce qui précède, cette majoration ou réduction de prix ne sera pas traitée séparément si elle a déjà été prévue dans les dispositions d'ajustement des prix, conformément à la clause 13 du CCAG.

32.2 Nonobstant les dispositions de la sous-clause 32.1 du CCAG, si, après la date de prise d'effet du présent Contrat, des modifications sont apportées aux dispositions de la Législation Applicable aux Taxes/Impôts, entraînant une augmentation ou une réduction des coûts engagés par le Fournisseur dans l'exécution de ses obligations au titre du présent Contrat, les paiements versés au Fournisseur ne seront pas ajustés. Toutefois, les dispositions de la sous-clause 15(f) du CCAG s'appliquent à une telle situation.

33. Force Majeure

33.1 Dans le cadre du présent Contrat, « Force Majeure » désigne tout événement ou situation qui (a) n'est pas prévisible et échappe au contrôle raisonnable d'une Partie, et qui n'est pas le résultat d'actes, d'omissions ou de retards de la Partie invoquant un tel cas de Force Majeure, (ou de tout tiers que cette Partie contrôle, y compris tout Sous-traitant), (b) n'est pas un acte, événement ou situation dont cette Partie s'est expressément engagée à assumer les risques ou les conséquences dans le cadre du présent Contrat, (c) n'aurait pu être prévenu, réparé ou solutionné par les efforts raisonnables de cette Partie, et (d) rend l'exécution des obligations de cette Partie au titre du présent Contrat impossible ou si difficile qu'elle est considérée comme impossible au vu des circonstances.

Si une Partie n'arrive pas à s'acquitter de l'une de ses obligations au titre du présent Contrat, cette défaillance ne sera pas considérée comme étant une violation des, ou un manquement aux, termes du présent Contrat, dans la mesure où cette incapacité est le résultat d'un cas de Force Majeure, et à condition que la Partie affectée par cet événement (a) ait pris toutes les précautions raisonnables, fait preuve de diligence et appliquer les mesures alternatives raisonnables afin d'exécuter les termes et conditions du présent Contrat, et (b) a informé l'autre Partie dès que possible (et en tout état de cause au plus tard cinq (5) jours après la survenue du cas de Force Majeure) de la survenue d'un événement permettant d'invoquer la Force Majeure.

Une Partie affectée par un cas de Force Majeure doit continuer à respecter ses obligations au titre du Contrat dans la mesure du possible, et devra prendre toutes les mesures raisonnables afin de minimiser ou tout au moins d'en maîtriser les conséquences.

29.4 Une Partie affectée par un cas de Force Majeure doit fournir une preuve de la nature et de la cause d'un tel événement, et doit également informer l'autre Partie par écrit dès que possible du retour à la normale.

Tout délai pendant lequel une Partie doit, au titre du présent Contrat, achever tout acte ou toute tâche, est prolongé d'une période égale à la durée pendant laquelle cette Partie n'a pas été en mesure d'exécuter cet acte en raison du cas de Force Majeure.

Le Fournisseur ne saurait être tenu responsable de la perte de sa Garantie d'Exécution, de dommages et intérêts conventionnels ou d'une résiliation pour défaillance (autre que conformément à la sous-clause 36.1(d) du CCAG si, et dans la mesure où, son retard d'exécution ou défaut d'exécution résulte d'un cas de Force Majeure.

En cas de désaccord entre les Parties quant à l'existence ou l'étendue d'un cas de Force Majeure, le désaccord est résolu conformément à la sous-clause 9 du CCAG.

34. Demandes de
Changements et
Modifications du
Contrat

34.1 L'Acheteur peut à tout moment exiger du Fournisseur, par une notification conforme à la clause 8 du CCAG, d'effectuer des changements dans les limites de l'objet du présent Contrat concernant :

(a) les dessins, concepts ou spécifications relatifs à des

Biens à fournir au titre du présent Contrat qui doivent être spécifiquement fabriqués pour l'Acheteur ;

- (b) la méthode d'expédition ou d'emballage ;
- (c) le lieu de livraison ; et
- (d) les Services Connexes à fournir par le Fournisseur.

34.2 Si un tel changement devait causer une augmentation ou une réduction des coûts ou des délais d'exécution du Fournisseur de toute disposition au titre du présent Contrat, un ajustement équitable est apporté au Prix d'Adjudication et/ou au calendrier de livraison/réalisation, et le présent Contrat est modifié en conséquence. Toutes les demandes du Fournisseur visant à obtenir un ajustement au titre du présent article doivent être présentées dans les vingt-huit (28) jours à compter de la date de réception de la notification de modification de l'Acheteur. Toutes les demandes d'ajustement soumises par le Fournisseur au titre du présent article doivent inclure une explication raisonnablement détaillée de la méthode appliquée pour majorer les coûts et/ou prolonger les délais, y compris les raisons de cette majoration/prolongation.

34.3 Les prix facturés par le Fournisseur pour des Services Connexes nécessaires mais qui n'ont pas été inclus dans le présent Contrat, doivent être approuvés à l'avance par les Parties et ne doivent pas excéder les taux en vigueur facturés par le Fournisseur à d'autres parties pour des services similaires.

35. Prolongations des Temps de Fourniture

35.1 Si à un moment quelconque pendant l'exécution du présent Contrat, le Fournisseur ou ses Sous-traitants devaient faire face à des situations empêchant la livraison dans les délais des Biens ou la réalisation des Services Connexes au titre de la clause 11 du CCAG, le Fournisseur doit notifier immédiatement l'Acheteur par écrit du retard, en indiquant sa durée probable ainsi que la cause de celui-ci. Dès que possible après réception de cette notification, l'Acheteur doit évaluer la situation et peut, à son entière discrétion, prolonger les délais de livraison/réalisation de l'Acheteur (avec ou sans dommages et intérêts conventionnels estimés par l'Acheteur de manière discrétionnaire), auquel cas la prolongation est approuvée par les Parties par le biais d'une modification apportée au présent Contrat.

- 35.2 Sauf dans l'un des cas de Force Majeure visés à la clause 33 du CCAG, un retard du Fournisseur dans l'exécution de ses obligations de Livraison et de Réalisation l'expose à des dommages et intérêts conventionnels au titre de la clause 28 du CCAG, à moins qu'une prolongation des délais n'ait été acceptée par les deux Parties, conformément à la sous-clause 35.1 du CCAG.

36. Résiliation par
l'Acheteur

36.1 Résiliation pour cause de défaillance :

Sans préjudice des autres recours dont il dispose en cas de rupture du présent Contrat, l'Acheteur, moyennant une notification écrite au Fournisseur, peut résilier tout ou partie du présent Contrat dans l'un des cas prévus aux sous-clauses (a) à (f) de la présente sous-clause 36.1 du CCAG.

- (a) Si le Fournisseur, de l'avis de l'Acheteur ou de la MCC, omet d'exécuter ses obligations relatives à l'utilisation des financements énoncées à l'Annexe A, la résiliation au titre de la présente disposition :
 - (i) prend effet immédiatement au moment de la remise de la notification de résiliation ; et (ii) oblige le Fournisseur à rembourser tous financements mal employés dans un délai maximum de trente (30) jours après la résiliation.
- (b) Si le Fournisseur omet de livrer ou de réaliser tout ou partie des Biens ou des Services Connexes dans le délai spécifié dans le présent Contrat, ou pendant toute prolongation de celui-ci qui aura été accordée par l'Acheteur conformément à la sous-clause 35.1 du CCAG, la résiliation au titre de la présente disposition prendra effet automatiquement après l'expiration d'une période de trente (30) jours suivant la notification de résiliation, ou à une date ultérieure spécifiée par l'Acheteur. Dans le cas où l'Acheteur résilie tout ou partie du présent Contrat, conformément à la présente disposition, l'Acheteur peut décider, selon les termes et de la manière qu'il jugera utiles, de se procurer des Biens ou Services Connexes similaires à ceux non livrés ou non réalisés, et le Fournisseur sera responsable envers l'Acheteur de tous les frais supplémentaires encourus par l'Acheteur dans un tel cas de figure. Néanmoins, le Fournisseur continuera d'exécuter toute partie du Contrat non affectée par la résiliation.

- (c) Si le Fournisseur ne répare pas sa non-exécution de l'une de ses autres obligations au titre du présent Contrat (autre que la non-exécution visée précédemment aux sous-clauses (a) ou (b)) dans les trente (30) jours suivant la remise de la notification de résiliation ou au cours de toute période supplémentaire approuvée par écrit par l'Acheteur, la résiliation au titre de la présente disposition prend immédiatement effet à l'expiration du délai de trente (30) jours ou à une date ultérieure précisée par l'Acheteur.
- (d) Si, à la suite d'un cas de Force Majeure, le Fournisseur est dans l'incapacité d'exécuter une partie importante de ses obligations pendant une période ne pouvant être inférieure à soixante (60) jours, la résiliation au titre de la présente disposition prendra effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après remise de la notification ou à une date ultérieure spécifiée par l'Acheteur.
- (e) Si le Fournisseur ne se soumet pas à une sentence arbitrale finale conformément à la clause 9 du CCAG, la résiliation au titre de la présente disposition prendra automatiquement effet à l'expiration d'un délai de trente (30) jours après remise de la notification de résiliation ou à une date ultérieure spécifiée par l'Acheteur.
- (f) Si le Fournisseur (ou tout Sous-traitant ou l'un de leurs employés), de l'avis de l'Acheteur, directement ou par le biais d'un agent, s'est livré à des actes de corruption ou à des manœuvres frauduleuses, à des actes de connivence ou à des manœuvres prohibées, obstructives ou coercitives en vue de se voir attribuer le présent Contrat ou dans l'exécution du présent Contrat, la résiliation au titre de la présente disposition prendra effet automatiquement au moment de la remise de la notification de résiliation.

36.2 Résiliation pour cause d'insolvabilité

L'Acheteur peut à n'importe quel moment résilier le présent Contrat en adressant une notification au Fournisseur, si ce dernier était frappé d'insolvabilité ou de faillite, n'existe plus ou est dissout, et la résiliation au titre de la présente disposition prendra automatiquement effet au moment de la remise de la

notification de résiliation ou à la date spécifiée par l'Acheteur dans la notification de résiliation. Dans ce cas, la résiliation prendra effet sans indemnisation du Fournisseur, à condition que cette résiliation ne porte pas préjudice aux droits ou recours ou réparations dont dispose, ou pourrait disposer par la suite, l'Acheteur.

36.3 Résiliation pour des raisons pratiques

- (a) L'Acheteur, par une notification remise au Fournisseur, peut à tout moment résilier le présent Contrat, dans son ensemble ou en partie, de manière discrétionnaire, pour des raisons pratiques. La notification de résiliation doit spécifier que la résiliation est justifiée par des raisons d'ordre pratique, la mesure dans laquelle la résiliation affecte les obligations du Fournisseur au titre du présent Contrat ainsi que la date à laquelle une telle résiliation prendra effet.
- (b) En cas de résiliation conformément à la présente sous-clause 36.3 du CCAG, les Biens qui sont entièrement fournis et prêts à être expédiés dans les vingt-huit (28) jours après réception de la notification de résiliation sont acceptés par l'Acheteur aux termes et Prix d'Adjudication. En ce qui concerne les Biens restants, l'Acheteur peut choisir :
 - (i) d'achever toute partie et de la livrer aux termes et Prix d'Adjudication ; et/ou
 - (ii) d'annuler le reste et de payer au Fournisseur un montant convenu pour les Biens et les Services Connexes partiellement fournis/réalisés et pour les matériaux et pièces fournis antérieurement par le Fournisseur.

36.4 Suspension ou résiliation se rapportant au Compact ou à la Législation Applicable

- (a) L'Acheteur, par une notification remise au Fournisseur, peut suspendre ou résilier le présent Contrat, dans son ensemble et en partie, si le Compact venait à expirer, était suspendu ou prenait fin en totalité ou en partie conformément aux termes du Compact. La suspension ou la résiliation au titre de la présente disposition prend immédiatement effet au moment de la remise de la notification de suspension ou de résiliation, selon le cas, conformément aux termes de la notification. Si

le présent Contrat est suspendu conformément à la sous-clause 36.4(a) du CCAG, le Fournisseur a pour obligation de maîtriser les dépenses, dommages et pertes subis par l'Acheteur pendant la période de suspension.

- (b) L'Acheteur, par une notification remise au Fournisseur, peut suspendre ou résilier le présent Contrat, dans son ensemble ou en partie, si la suspension ou la résiliation est permise par la Législation Applicable. La suspension ou la résiliation au titre de la présente disposition prend immédiatement effet au moment de la remise de la notification de suspension ou de résiliation, selon le cas, conformément aux termes de la notification. Si le présent Contrat est suspendu conformément à la sous-clause 36.4(b) du CCAG, le Fournisseur a l'obligation de chercher à maîtriser les dépenses, dommages et pertes encourus par l'Acheteur pendant la période de suspension.

37. Résiliation par le Fournisseur

37.1 Le Fournisseur peut résilier le présent Contrat, au titre d'une notification remise au minimum trente (30) jours au préalable à l'Acheteur, dans le cas où l'un des événements spécifiés aux sous-clauses (a) à (e) de la présente clause 37 du CCAG se produirait.

- (a) Si l'Acheteur omet de payer toute somme due au Fournisseur au titre du présent Contrat et qui ne fait pas autrement l'objet d'un différend au titre de la clause 9 du CCAG dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la notification écrite du Fournisseur qu'un tel paiement est en souffrance, la résiliation au titre de la présente disposition prend effet automatiquement après l'expiration d'un délai de trente (30) jours après remise de la notification de résiliation, à moins que le paiement visé par la notification de résiliation ne soit effectué par l'Acheteur au Fournisseur au cours de ce délai de trente (30) jours.
- (b) Si, à la suite d'un cas de Force Majeure, le Fournisseur est incapable d'exécuter une partie importante du présent Contrat pendant une période égale ou supérieure à soixante (60) jours, la résiliation au titre de la présente disposition prend effet automatiquement après expiration d'un délai de trente (30) jours après remise de la notification

de résiliation.

- (c) Si l'Acheteur omet de respecter une sentence arbitrale finale au titre de la clause 9 du CCAG, la résiliation au titre de la présente disposition prend effet automatiquement après expiration d'un délai de trente (30) jours après remise de la notification de résiliation.
- (d) Si le Fournisseur ne reçoit pas le remboursement des Taxes dont il était exempté au titre du Compact cent vingt (120) jours après que le Fournisseur aura notifié l'Acheteur que ce remboursement était dû et échü, la résiliation au titre de la présente disposition prend effet automatiquement après expiration d'un délai de trente (30) jours suivant la remise de la notification de résiliation, à moins que le remboursement visé par la notification de résiliation soit effectué avant l'expiration de ces trente (30) jours.
- (e) Si le présent Contrat est suspendu conformément aux sous-clauses 36.4(a) ou 36.4 (b) du CCAG pendant une période dépassant trois (3) mois glissants, à condition que le Fournisseur se soit acquitté de ses obligations de maîtrise des coûts visées aux sous-clauses 36.4(a) ou 36.4(b) du CCAG pendant la période de suspension, la résiliation au titre de la présente disposition prend effet automatiquement après expiration d'un délai de trente (30) jours après remise de la notification de résiliation.

38. Traite des personnes 38.1 La MCC, ainsi que d'autres entités du Gouvernement des États-Unis, a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard de la Traite des personnes (« TDP ») dans le cadre de sa Politique de lutte contre la Traite des personnes¹. En application de cette politique :

- (a) **Termes définis.** Aux fins de l'application et de l'interprétation du présent paragraphe,
 - (i) les termes et expressions « coercition », « acte sexuel à des fins commerciales », « servitude pour dettes », « employé », « travail forcé », « fraude », « servitude involontaire », « commerce des êtres humains » et « trafic sexuel

¹ <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>

» ont la signification qui leur est donnée dans la Politique de lutte contre la Traite des personnes de la MCC et lesdites définitions sont incorporées par renvoi dans la présente clause 38 du CCAG ; et

- (ii) « Traite des personnes » désigne (A) le trafic sexuel dans lequel un acte sexuel à des fins commerciales est obtenu par la force, la fraude ou la coercition, ou dans lequel la personne incitée à accomplir un tel acte n'a pas atteint l'âge de 18 ans ; (B) le recrutement, l'hébergement, le transport, la fourniture ou l'obtention d'une personne en vue d'en obtenir un travail ou des services en recourant à la force, à la fraude ou à la coercition à des fins de servitude involontaire, de péonage, de servitude pour dettes ou d'esclavage.
- (b) **Interdiction.** Les entreprises, les sous-traitants et leur personnel respectif ne doivent pas se livrer sous quelque forme que ce soit à la traite des personnes pendant la durée d'exécution d'un contrat financé, en totalité ou en partie, par la MCC et doivent également se conformer aux interdictions décrites dans les lois américaines et les décrets-lois relatifs au commerce des êtres humains, notamment l'interdiction de l'utilisation de méthodes de recrutement trompeuses, l'imposition de frais de recrutement aux employés, ou la destruction, la dissimulation, la confiscation ou le refus de l'accès d'un employé à ses documents d'identité.
- (c) **Exigences à respecter par le Fournisseur.**
 - (i) Chaque Fournisseur ou sous-traitant doit :
 - a. informer ses employés de la Politique de lutte contre la Traite des personnes de la MCC et des mesures qui seront prises à l'encontre du personnel en cas de violation de cette politique. Ces mesures peuvent comprendre, sans toutefois s'y limiter, le retrait du contrat, la réduction des prestations ou la résiliation du contrat de

- travail ; et
 - b. prendre les mesures appropriées, y compris le licenciement, contre les membres du personnel, les sous-traitants ou les sous-consultants qui violent les interdictions énoncées dans la présente politique.
- (ii) Chaque Fournisseur doit :
- a. certifier qu'il ne se livre pas à des activités constitutives de Traite des personnes ou des activités connexes également interdites en vertu de la présente politique, ni ne facilite ou ne permet de telles activités, pendant la durée du Contrat ;
 - b. fournir l'assurance que les activités constitutives de Traite des personnes, ou les activités connexes également interdites en vertu de la présente politique, ne seront pas tolérées par son Personnel, ses sous-traitants ou ses Sous-consultants (selon le cas), ou leurs employés respectifs ; et
 - c. reconnaître que le fait de se livrer à de telles activités est un motif de suspension ou de licenciement ou de résiliation du Contrat.
- (iii) Tout soumissionnaire, fournisseur, entreprise, sous-traitant, Consultant ou Sous-consultant doit informer immédiatement l'Entité MCA de :
- a. toute information reçue de quelque source que ce soit (y compris des organismes d'application de la loi) selon laquelle un membre de son Personnel, son sous-traitant, son Sous-consultant ou l'employé d'un sous-traitant ou d'un Sous-consultant s'est conduit en violation de la présente politique ; et
 - b. toute mesure prise à l'encontre d'un membre du Personnel, d'un sous-traitant, d'un sous-traitant/consultant ou l'employé d'un sous-traitant ou d'un Sous-consultant, conformément aux présentes exigences.
- (d) **Recours.** Une fois que l'incident a été confirmé et selon la gravité de chaque cas, l'Entité MCA appliquera les mesures qui s'imposent, qui pourraient inclure les

mesures suivantes :

- l'Entité MCA exige du Fournisseur qu'il retire le membre du personnel, le Sous-consultant concerné ou tout autre membre de son personnel concerné, ou tout agent ou affilié concerné ;
- l'Entité MCA exige la résiliation d'un contrat de sous-traitance ;
- la suspension des paiements liés au Contrat jusqu'à ce que le manquement soit corrigé à la satisfaction de l'Entité MCA ;
- la perte des primes d'encouragement, conformément au régime d'incitation prévu par le Contrat, le cas échéant, pour la période d'évaluation de la performance au cours de laquelle l'Entité MCA a établi le manquement ;
- l'Entité MCA applique des sanctions contre le Fournisseur, notamment en le déclarant inéligible, pour une durée indéterminée ou pour une période déterminée, à tout contrat financé par la MCC ; et
- la résiliation du Contrat par l'Entité MCA pour défaut d'exécution ou pour motif valable conformément à l'article de résiliation du Contrat.

39. Interdiction du travail dangereux pour les enfants

39.1 Le Fournisseur ne doit pas employer un enfant pour effectuer des travaux à des fins d'exploitation économique ou des travaux susceptibles d'être dangereux pour l'enfant ou d'empêcher son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement aux plans physique, mental, spirituel, moral ou social. Lorsque la Législation Applicable ne définit pas un âge minimum, le Fournisseur s'assure que des enfants âgés de moins de quinze (15) ans ne sont pas employés pour effectuer des travaux dans le cadre du Contrat. En cas de divergence entre la Législation Applicable et l'âge minimum spécifié, l'âge le plus élevé devrait s'appliquer. Les enfants de moins de dix-huit (18) ans ne seront pas employés à des travaux dangereux. Tout travail effectué par des personnes âgées de moins de dix-huit (18) ans fera l'objet d'une évaluation appropriée des risques et d'un contrôle régulier visant la santé, les conditions de travail et les horaires.

39.2 Le Fournisseur doit surveiller ses fournisseurs principaux de façon continue afin d'identifier tout changement important chez ces fournisseurs. Si de nouveaux risques

ou cas de travail des enfants sont identifiés, le Fournisseur prend les mesures appropriées pour y remédier.

- | | |
|---|---|
| 40. Montants Remboursables | 40.1 Si le présent Contrat permet le remboursement de certains frais, le remboursement des montants est limité et effectué conformément aux principes des coûts de la MCC, publiés sur son site web www.mcc.gov . |
| 41. Comptes, Inspection et Audits | 41.1 Le Fournisseur tient des comptes et registres précis et complets relatifs à la fourniture des Biens et Services Connexes au titre du présent Contrat, conformément aux dispositions de l'Annexe A et des principes comptables internationalement admis. |
| 42. Utilisation des Financements ; Conformité avec les Directives environnementales | 42.1 Le Fournisseur s'assure que ses activités ne violent pas les dispositions relatives à l'utilisation des Financements, ni les Directives environnementales énoncées à l'Annexe A. |
| 43. Conditionnalités MCC | 43.1 Pour éviter toute confusion, les Parties acceptent et comprennent que les dispositions de l'Annexe A reprennent certaines exigences du Gouvernement et de l'Acheteur au titre du Compact et des documents connexes, qui s'appliqueront de la même manière à n'importe quel fournisseur, sous-traitant ou collaborateur participant à la procédure d'adjudication ou à tout contrat ultérieur financé par la MCC et qu'elles engagent et lient les Parties au présent Contrat comme le font les autres termes et conditions du présent Contrat. |
| 44. Dispositions à incorporer systématiquement dans tout contrat | 44.1 Le Fournisseur s'assure que toutes les dispositions de l'Annexe A soient incorporées dans tout contrat ou contrat de sous-traitance qu'il conclura au titre du présent Contrat et dans la mesure permise par celui-ci. |
| 45. Cession | 45.1 Aucune des parties ne saurait céder tout ou partie de ses obligations au titre du présent Contrat, ou tout avantage ou intérêt dans le présent Contrat ou en découlant, étant entendu que l'Acheteur peut céder tout ou partie du Contrat ou tout avantage ou intérêt détenu dans le Contrat ou en découlant, à une autre personne ou entité du Gouvernement (ou à une autre entité désignée par le Gouvernement) sans l'accord préalable écrit du Fournisseur. L'Acheteur s'efforce, dans la mesure du possible, d'informer le Fournisseur dès que possible |

d'une telle cession. Toute tentative de cession non conforme aux termes de la présente sous-clause 45.1 du CCAG est nulle et non avenue.

45.2 En cas de cession du Contrat par l'Acheteur conformément aux dispositions de la sous-clause 45.1 du CCAG :

- (a) le Fournisseur doit obtenir une nouvelle Garantie d'Exécution conformément aux termes de la clause 16 du CCAG d'un montant égal à celui de la Garantie d'Exécution alors en vigueur, désignant le cessionnaire de l'Acheteur comme bénéficiaire, et doit remettre cette nouvelle Garantie d'Exécution à l'Acheteur au plus tard à la date à laquelle la cession devient effective, l'Acheteur devant alors retourner simultanément au Fournisseur la Garantie d'Exécution initiale ;
- (b) au cas où une garantie de restitution de paiement anticipé n'a pas encore été versée au moment de la cession, le Fournisseur obtient une nouvelle garantie de restitution de paiement anticipé conformément aux dispositions de la sous-clause 14.1 du CCAG d'un montant égal à celui de la garantie de restitution de paiement anticipé alors en vigueur, qui désigne le cessionnaire de l'Acheteur comme bénéficiaire et remet cette garantie à l'Acheteur avant la date à laquelle la cession prend effet et à laquelle l'Acheteur rend simultanément au Fournisseur sa garantie initiale.

46. Réception

46.1 La réception des Biens et Services Connexes intervient lorsque

- (a) les inspections et les essais, tels que spécifiés dans la SR5 de la Section 5 : Conditions Particulières de Fourniture et/ou le CCAP ont été effectués avec succès ; ou
- (b) les Inspections et Tests spécifiés dans le SR5 de la Section 5 n'ont pas été menés à bien ou n'ont pas été effectués pour des raisons imputables à l'Acheteur dans le délai à compter de la date Réalisation Finale ou dans tout autre délai convenu tel que spécifié dans la Section 5 : Conditions Particulières de Fourniture ; ou
- (c) l'Acheteur a mis les Biens en service pendant soixante (60) jours consécutifs. Si les Biens sont

mis en service dans les conditions décrites ci-dessus, le Fournisseur en informe l'Acheteur et documente ledit usage.

46.2 À tout moment après la survenance de l'un quelconque des événements visés à la sous-clause 46.1 du CCAG, le Fournisseur peut adresser une notification à l'Acheteur lui demandant la délivrance d'un Certificat de Réception, comme prévu à la Section 8. Formulaires Contractuels.

46.3 Après consultation de l'Acheteur, et dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification du Fournisseur, l'Acheteur doit :

- (a) délivrer un Certificat de Réception ; ou
- (b) notifier au Fournisseur par écrit tout défaut ou toute défaillance ou autre raison expliquant l'échec des Inspections et Tests ; ou
- (c) délivrer le Certificat de Réception, si la situation visée par la sous-clause 46.1(b) du CCAG se présente.

46.4 Le Fournisseur fait tout ce qui est raisonnablement possible pour remédier rapidement à tout défaut et/ou défaillance et/ou à toute autre cause d'échec des Inspections et Tests dont l'Acheteur a informé le Fournisseur. Une fois ces mesures correctives prises par le Fournisseur, le Fournisseur en informe l'Acheteur, et l'Acheteur, avec l'entière coopération du Fournisseur, fait tout ce qui est raisonnablement possible pour effectuer rapidement un nouveau test des Biens. À l'issue des Inspections et Tests, le Fournisseur notifie à l'Acheteur sa demande de Certificat de Réception, conformément à la sous-clause 46.3 du CCAG. L'Acheteur délivre alors au Fournisseur le Certificat de Réception conformément à la sous-clause 46.3(a) du CCAG, ou notifie au Fournisseur d'autres défauts, défaillances ou autres raisons de l'échec des Inspections et Tests. La procédure décrite à la présente sous-clause 46.4 du CCAG sera répétée, si nécessaire, jusqu'à ce qu'un Certificat de Réception soit délivré.

46.5 Si les Biens ne réussissent pas les Inspections et Tests conformément à la SR5 de la Section 5 : Conditions Particulières de Fourniture, alors soit :

- (a) l'Acheteur peut résilier le Contrat, conformément à la sous-clause 36.1(b) du CCAG ; ou
- (b) si la non-réalisation de la Réception dans le délai

imparti résulte du manquement de l'Acheteur à ses obligations au titre du Contrat, le Fournisseur est réputé avoir rempli ses obligations en ce qui concerne les aspects techniques et fonctionnels pertinents du Contrat.

46.6 Si, dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification du Fournisseur, l'Acheteur ne délivre pas le Certificat de Réception ou n'informe pas le Fournisseur par écrit des raisons légitimes pour lesquelles l'Acheteur n'a pas délivré le Certificat de Réception, le Fournisseur doit envoyer une notification à l'Acheteur l'informant que le délai de quatorze (14) jours est échu. Si l'Acheteur ne prend pas les mesures décrites ci-dessus dans la présente sous-clause 46.6 du CCAG dans les trois (3) jours suivant la réception de ladite notification, les Biens sont réputés avoir été acceptés à la date de ladite notification du Fournisseur.

Section VII. Conditions Spéciales du Contrat

Les Conditions Spéciales du Contrat (« CSC ») ci-après complètent et/ou modifient le Cahier des Clauses Administratives Générales (« CCAG »). En cas de contradiction, les dispositions des présentes l'emportent sur celles du CCAG.

CCAG 1.1	<p>(b) « Législation Applicable » désigne les lois et tout autre instrument ayant force de loi au Maroc, tels qu'ils peuvent être édictés et en vigueur de temps à autre.</p> <p>(d) « Dossier d'Appel d'Offres » désigne le dossier d'appel d'offres relatif à l'achat de Biens et Services Connexes ; N° de référence de l'Appel d'Offres : DAO/CB/MCA-M/ES-12-A/Compact; publié [insérer la date de publication].</p> <p>(m) La « Destination finale » est : Voir annexe 1-1, 1-2 et/ou 1-3 des spécifications techniques</p> <p>(q) « Pays MCA » désigne le Royaume du Maroc.</p> <p>(x) « Acheteur » désigne le « Gouvernement du Maroc », ainsi que l'entité du « Maroc » nommée par le gouvernement en remplacement de celui-ci, l'Agence MCA-Morocco.</p>
CCAG 2.2	L'édition des Incoterms est « Incoterms 2010 »
CCAG 2.7(i)	<p>Les autres documents faisant partie intégrante du présent Contrat sont :</p> <p>Une attestation d'engagement légalisée dument signée et cachetée par le partenaire régional du fournisseur, dont chaque partenaire s'engage à assurer, durant la période de garantie, la continuité de service et le support technique permanent</p> <p>Notice d'utilisation originale complète, en français et en arabe, pour chaque article proposé, et tous les documents attestant les caractéristiques des équipements proposés</p> <p>autres</p>
CCAG 5.2	Le présent Contrat est établi en langue française .
CCAG 6.1	<p>Le membre responsable est [insérer le nom du membre]</p> <p><i>[Note : Si le Fournisseur se compose d'une coentreprise ou de toute autre association regroupant plusieurs entités, le nom de l'entité dont l'adresse est indiquée à l'article 7.1 des CSC doit être inséré ici. Si le Fournisseur se compose d'une seule entité, le présent article 5.1 des CSC doit être supprimé.]</i></p>
CCAG 8.1	L'adresse pour la signification des avis à l'Acheteur dans le cadre du présent Contrat est :

	<p>Agence MCA-Morocco</p> <p>À l'attention de :</p> <p>Adresse : Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat-Maroc</p> <p>Courriel : [Insérer l'adresse électronique correspondante]</p> <p>L'adresse pour la signification des avis au Fournisseur dans le cadre du présent Contrat est :</p> <p>[Insérer l'adresse correspondante]</p>
CCAG 8.2	<p>L'adresse pour la signification des changements d'adresse à l'Acheteur est :</p> <p>Agence MCA-Morocco</p> <p>À l'attention de :</p> <p>Adresse : Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat-Maroc</p> <p>Courriel : [Insérer l'adresse électronique correspondante]</p> <p>L'adresse pour la signification des changements d'adresse au Fournisseur est :</p> <p>[Insérer l'adresse correspondante]</p>
CCAG 9.2	<p>Les différends découlant du présent Contrat qui ne sont pas résolus par les Parties conformément à la sous-clause 9.1 du CCAG sont réglés par voie d'arbitrage conformément aux dispositions suivantes :</p> <p><u>Sélection des arbitres.</u> Chaque litige soumis à arbitrage par une Partie est entendu par un arbitre unique ou par un panel d'arbitres composé de trois arbitres, conformément aux dispositions suivantes :</p> <p>(a) Lorsque les Parties reconnaissent que le litige concerne une question technique, elles peuvent accepter de nommer un arbitre unique ou, à défaut d'accord sur l'identité de cet arbitre unique dans les trente (30) jours après réception par l'autre Partie de la proposition de nom pour cette nomination par la Partie qui a initié la procédure, chaque Partie peut faire appel à Casablanca International Mediation & Arbitration Center (CIMAC) afin d'obtenir une liste d'au moins cinq (5) noms, et, à la réception de cette liste, les Parties proposent tour à tour des noms qui en sont tirés, et le dernier de la liste devient l'arbitre unique pour la question en litige. Si le dernier nom n'est pas déterminé de cette manière dans les soixante (60) jours à dater de la liste, CIMAC</p>

	<p>nomme, à la demande d'une Partie, et à partir de la liste ou autrement, un arbitre unique pour la question en litige.</p> <p>(b) Lorsque les Parties ne conviennent pas que le litige concerne une question technique, l'Agence MCA-Morocco et le Consultant nomment chacun un arbitre, et ces deux arbitres nomment ensemble un troisième arbitre, qui préside le panel d'arbitrage. Si les arbitres nommés par les Parties ne parviennent pas à nommer un troisième arbitre dans les trente (30) jours après la nomination du dernier des deux arbitres nommés par les Parties, le troisième arbitre, à la demande d'une des Parties, est nommé par CIMAC.</p> <p>(c) Si, dans un litige soumis à la sous-clause 9.2. (b) des CSC, une Partie ne nomme pas d'arbitre dans les trente (30) jours après la nomination d'un arbitre par l'autre Partie, la partie qui a nommé un arbitre peut faire appel à CIMAC pour nommer un arbitre unique pour la question en litige, et l'arbitre nommé suite à cette demande est l'arbitre unique pour ce litige.</p> <p>2. <u>Règles de procédure.</u> Exception faite de ce qui est précisé aux présentes, les procédures arbitrales sont menées conformément aux règles de procédure d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) en vigueur à la date du présent Contrat.</p> <p>3. <u>Arbitres remplaçants.</u> Si pour une quelconque raison un arbitre n'est pas en mesure de remplir sa fonction, un remplaçant est nommé de la même manière que l'arbitre initial.</p> <p>4. <u>Nationalité et qualifications des arbitres.</u> L'arbitre unique ou le troisième arbitre nommé selon les paragraphes (a) à (c) de la sous-clause 9.2 est un expert légal ou technique internationalement reconnu avec une vaste expérience en lien avec la question en litige et il ne peut être un ressortissant du pays d'origine du Consultant [Note : Si le Consultant consiste en plus d'une entité, ajouter : ou du pays d'origine de chacun des membres ou Parties] ou du Maroc. Aux fins de l'application de la présente clause, « pays d'origine » signifie entre autres :</p> <p>(a) le pays d'origine du Consultant [Note : Si le Consultant consiste en plus d'une entité, ajouter : ou du pays d'origine de chacun des membres ou Parties] ; ou</p> <p>(b) le pays dans lequel se trouve le principal établissement du Consultant [ou de l'un des membres ou parties] ; ou</p> <p>(c) le pays de la nationalité de la majorité des actionnaires du Consultant [ou de l'un des membres ou parties] ; ou</p> <p>(d) le pays de la nationalité des Sous-consultants concernés, lorsque le litige concerne un contrat de sous-traitance.</p> <p>5. <u>Coûts.</u> En cas de survenance d'un litige, les Parties conviennent de l'allocation des coûts associés aux efforts de règlement avant arbitrage</p>
--	--

	<p>ou en lien avec l'arbitrage. Lorsque les Parties ne parviennent pas à un accord concernant l'allocation, celle-ci est déterminée par l'arbitre.</p> <p>6. <u>Divers</u>. Dans toute procédure d'arbitrage en vertu du présent Contrat :</p> <p>(a) les procédures se tiennent, sauf accord des Parties, au CIMAC ;</p> <p>(b) l'anglais est la langue officielle à tous égards ; et</p> <p>(c) la décision de l'arbitre unique ou de la majorité des arbitres est définitive et contraignante et est applicable dans n'importe quelle cour de juridiction compétente, et les Parties renoncent par la présente à toute objection ou demande d'immunité pour cette application.</p> <p><i>[Note : La disposition suivante concernant le droit de la MCC d'assister en tant qu'observateur à toute procédure d'arbitrage doit être inscrite dans tous les Contrats]</i></p> <p><i>Droit d'observation de la MCC.</i></p> <p>La MCC a le droit d'assister en tant qu'observateur à toute procédure d'arbitrage relative au présent Contrat, à sa seule discrétion, mais pas l'obligation de participer à une procédure d'arbitrage quelconque. Que la MCC soit ou non observateur à tout arbitrage relatif au présent Contrat, les Parties doivent fournir à la MCC des transcriptions écrites en anglais de toute procédure ou audience d'arbitrage et une copie de la sentence motivée dans les dix (10) jours suivant a) chaque procédure ou audience ou b) la date à laquelle une telle sentence est rendue. La MCC peut faire valoir ses droits en vertu du présent Contrat dans le cadre d'un arbitrage mené conformément à la présente disposition ou en intentant une action devant tout tribunal compétent. L'acceptation par la MCC du droit d'assister en tant qu'observateur à l'arbitrage ne constitue pas un consentement à la compétence des tribunaux ou de tout autre organe d'une juridiction ou à la compétence d'un groupe spécial d'arbitrage.</p>
CCAG 11.1	<p>Livraison et Documents</p> <p>Pour les Biens fournis depuis l'extérieur du pays de l'Acheteur :</p> <p>Pour l'exonération des droits de douane et de la TVA, après la signature du contrat, le Fournisseur donne à l'Acheteur : les factures pro forma avec les références du matériel à importer (voir Tax Guidelines for Vendor), ainsi que tout document qui peut être requis par les services de la Douane locale. La demande de franchise douanière devra être demandée et obtenue avant l'importation du matériel au Maroc.</p> <p>Termes Delivered Duty Paid Destination finale</p> <ul style="list-style-type: none"> Base de données d'inventaire du matériel livré. Cette base de données doit comprendre tous les équipements installés, ainsi que leurs marques, types, numéros de série et numéros d'inventaire

	<ul style="list-style-type: none"> • Les notices/prospectus/catalogues d'utilisation originales • Une attestation de garantie remise au maître d'ouvrage à la date de la livraison • Attestation de Réception du Matériel (ARM) • Acceptance Note
CCAG 13.1	<p>Le Prix d'Adjudication est fixé à [insérer le montant] Dollars US.</p> <p>OU</p> <p>Le Prix d'Adjudication est :</p> <p>[insérer le montant] Dollars US</p> <p>et</p> <p>[insérer le montant] Dirhams marocains (MAD)</p> <p>OU</p> <p>Le Prix du contrat est fixé à [insérer le montant] Dirhams marocains (MAD)</p> <p><i>[Note : supprimer les mentions inutiles]</i></p> <p>Les comptes sont :</p> <p>Pour les Dollars US : [insérer le numéro de compte]</p> <p>Pour les Dirhams marocains (MAD) : [insérer le numéro de compte]</p> <p>Les prix facturés pour les Biens livrés et les Services Connexes réalisés ne sont pas ajustables.</p>
CCAG 14.1	<p>Les délais, mode et conditions de paiement du Fournisseur au titre du présent Contrat sont les suivants :</p> <p><u>Pour la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (TTH)</u></p> <p>i. Acompte : Dix (10) pour cent du montant du contrat pour la tranche de base (BSF2+BSF3 TTH) sera payé après validation du site pilote, et sur présentation d'une facture (mentionnant une demande d'avance), d'une garantie bancaire d'un montant équivalent valable jusqu'à la livraison des Biens et sous la forme prévue dans le dossier d'appel d'offres ou sous toute autre forme acceptable par l'Acheteur, et de l'acceptance note de la validation du site pilote</p> <p>ii. A la livraison sur les sites TTH et acceptation par les établissements scolaires : Soixante-dix (70) pour cent du montant des Biens et des services connexes réellement livrés/effectivement réalisés sur les sites de l'annexe 1-1 sera payé au Fournisseur, et sur présentation d'une facture et d'une note d'acceptation, et des documents spécifiés à la clause 11 du CCAG. (Plus les 10% précédemment mentionnés s'ils n'ont pas été réclamés).</p>

	<p>iii. Au moment de l'installation et Réception au sein des établissements scolaires : Dix (10) pour cent du montant des Biens réellement installés et réceptionnés provisoirement sur les sites de l'annexe 1-1, est payé dans les trente (30) jours suivant la réception des Biens sur présentation d'une facture accompagnée du Certificat de Réception provisoire émis par l'Acheteur.</p> <p>iv. Une retenue de dix (10%) du montant du contrat pour la tranche de base TTH, qui sera remise à la date de réception définitive après l'expiration de la garantie de 2 ans . La retenue peut être remplacée par une garantie bancaire d'un montant équivalent.</p> <p><u>Pour la région Fès-Meknès (FM)</u></p> <p>i. Acompte : Dix (10) pour cent du Prix d'Adjudication montant du contrat pour la tranche optionnelle FM (BSF2+BSF3 FM) sera payé dans les trente (30) jours suivant la signature du Contrat après la réception de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle par le Fournisseur, et sur présentation d'une facture mentionnant une demande d'avance et d'une garantie bancaire d'un montant équivalent valable jusqu'à la livraison des Biens et sous la forme prévue dans le dossier d'appel d'offres ou sous toute autre forme acceptable par l'Acheteur.</p> <p>ii. A la livraison sur les sites FM et acceptation par les établissements scolaires: Soixante-dix (70) pour cent du Prix d'Adjudication montant des Biens et des services connexes réellement livrés/ effectivement réalisés sur les sites de l'annexe 1-2 sera payé au Fournisseur, sur présentation des documents spécifiés à la clause 11 du CCAG. Tous les frais de confirmation demandés par le Fournisseur sont à la charge du Fournisseur. (Plus les 10% précédemment mentionnés s'ils n'ont pas été réclamés).</p> <p>iii. Au moment de l'installation et Réception au sein des établissements scolaires : Dix (10) pour cent du montant des Biens réellement installés et réceptionnés provisoirement sur les sites de l'annexe 1-2, est payé dans les trente (30) jours suivant la réception des Biens sur présentation d'une facture accompagnée du Certificat de Réception provisoire émis par l'Acheteur.</p> <p>iv. Une retenue de dix (10%) du montant du contrat pour la tranche optionnelle FM, qui sera remise à la date de réception définitive après l'expiration de la garantie de 2 ans . La retenue peut être remplacée par une garantie bancaire d'un montant équivalent.</p> <p><u>Pour la région Marrakech-Safi (MS)</u></p> <p>i. Acompte : Dix (10) pour cent du montant du contrat pour la tranche optionnelle MS sera payé après la réception de l'ordre de service d'activation de la tranche optionnelle par le Fournisseur, et sur</p>
--	--

	<p>présentation facture mentionnant une demande d'avance et d'une garantie bancaire d'un montant équivalent valable jusqu'à la livraison des Biens et sous la forme prévue dans le dossier d'appel d'offres ou sous toute autre forme acceptable par l'Acheteur.</p> <p>ii. A la livraison sur les sites MS et acceptation par les établissements scolaires : Soixante-dix (70) pour cent du montant des Biens et des services connexes réellement livrés/effectivement réalisés sur les sites de l'annexe 1-3 sera payé au Fournisseur, sur présentation des documents spécifiés à la clause 11 du CCAG. (Plus les 10% précédemment mentionnés s'ils n'ont pas été réclamés).</p> <p>v. Au moment de l'installation et Réception au sein des établissements scolaires: Dix (10) pour cent du montant des Biens réellement installés et réceptionnés provisoirement sur les sites de l'annexe 1-3, est payé dans les trente (30) jours suivant la réception des Biens sur présentation d'une facture accompagnée du Certificat de Réception provisoire émis par l'Acheteur.</p> <p>vi. Une retenue de dix (10%) du montant du contrat pour la tranche optionnelle MS, qui sera remise à la date de réception définitive après l'expiration de la garantie de 2 ans . La retenue peut être remplacée par une garantie bancaire d'un montant équivalent.</p> <p>L'Agent Fiscal effectuera les paiements, 30 jours après la date de reception d'un dossier de paiement valide : une facture dûment signée et libellée au nom de l'Agence MCA-Morocco, avec l'acceptance note de MCA-Morocco pour les Biens concernés.</p> <p><u>Dispositions fiscales</u> : Voir Tax Exemption Guidelines.</p> <p><u>Pénalités de retard</u> (voir article 28.1 ci-dessous)</p> <p>La pénalité sera prélevée sur toute garantie ou acompte fourni par le consultant et sur chaque paiement dû au consultant pour les livraison exécutées en vertu des dispositions du présent Contrat de Services.</p> <p>Dans le cas où les pénalités raisonnablement appliquées atteignent un total cumulé excédant dix (10) pour cent du montant total du contrat, MCA-Morocco se réserve le droit de mettre fin au contrat au titre de la clause 36 du CCAG.</p> <p><u>Livraison de facture</u></p> <p>La facture originale signée et dûment libellée au nom de l'Agence MCA-Morocco, avec le PV de réception (acceptance note) de MCA-Morocco, doit être remise à l'Agent Fiscal de MCA-Morocco à l'adresse suivante :</p>
--	--

	<p>Agence MCA-Morocco</p> <p>À l'attention de :</p> <p>Adresse : Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat-Maroc</p> <p>Courriel : [Insérer l'adresse électronique correspondante]</p> <p>Rejet de la facture</p> <p>Une facture peut être rejetée purement et simplement, par le biais du processus d'approbation de la facture, par exemple signalée comme reçue mais déclarée non conforme par la suite. Si une facture est rejetée, le Consultant sera informé dès que possible. L'avis de rejet contiendra la (les) raison (s) du rejet et, si possible, la façon de remédier à la carence.</p> <p>Une fois que la facture corrigée et soumise à nouveau avec le certificat d'acceptation (Acceptance note) de MCA-Morocco, la période de traitement de 30 jours commencera à nouveau.</p> <p>Les différents paiements seront effectués par virement sur le compte bancaire du Fournisseur mentionné ci-dessus dans un délai maximum de 30 jours calendaires à partir de l'approbation de la facture par l'Agent Fiscal de MCA-Morocco.</p> <p>Numéro du compte bancaire :</p>
CCAG 14.5	<p>Les délais de paiement au-delà desquels l'Acheteur doit verser des intérêts au Fournisseur sont de trente jours après la date de reception d'un dossier de paiement valide.</p> <p>Le taux d'intérêt à appliquer en cas de paiement en souffrance est le Taux des financements fédéraux indiqué sur le site Internet de la FED :</p> <p>http://www.federalreserve.gov/releases/h15/current/default.htm</p>
CCAG 16.1	<p>Le montant de la Garantie d'Exécution, en pourcentage du Prix d'Adjudication, s'élève à cinq (5%) pour cent du Prix d'Adjudication et est libellé en des monnaies de paiement du présent Contrat, selon leurs proportions du Prix d'Adjudication.</p>
CCAG 24.2	<p>L'emballage, le marquage et la documentation intérieure et extérieure des emballages sont :</p> <p>[insérer en détail le type d'emballage requis, les marquages des emballages et toute la documentation requise]</p>

	L'emballage est celui qui assurera la sécurité maximale de tous les produits.
CCAG 25.1	La couverture d'assurance est spécifiée dans les Incoterms.
CCAG 26.1	La responsabilité du transport des Biens est spécifiée dans les Incoterms.
CCAG 27.2	Les inspections et les tests sont : Se référer au formulaire SR5 des Conditions particulières de fourniture (CPF).
CCAG 28.1	Les dommages et intérêts conventionnels sont de Sept millième (0,7 %) par semaine du Prix de Contrat. Le montant maximal des dommages et intérêts conventionnels représente 10 % du Prix d'Adjudication.
CCAG 29.3	La garantie demeure valable pendant vingt-quatre (24) mois après que tout ou partie des Biens, selon les cas, aura été livré(e) et reçu(e) à la Destination finale. La période de garantie des Biens qui ont été réparés ou remplacés au cours de la période de garantie sera de vingt-quatre (24) mois à compter de la date à laquelle ces Biens ont été réparés ou remplacés.
CCAG 29.5	Le Fournisseur doit réparer ou remplacer tout ou partie des Biens défectueux sous cinq jours ouvrables (y compris le délai de récupération et de retour sur site).

Annexe A : Dispositions Complémentaires

Les dispositions contractuelles supplémentaires sont disponibles sur le site web de la MCC : <https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>.

N.B. : Ces dispositions doivent être téléchargées et jointes au Contrat

Section VIII. Formulaires contractuels

Cette section contient des formulaires qui, une fois remplis, feront partie du contrat. Les formulaires de garantie d'exécution, de conformité aux sanctions, d'autocertification des fournisseurs et de garantie de restitution de paiement anticipé, le cas échéant, ne doivent être remplis par le Soumissionnaire retenu qu'après l'attribution du contrat.

Notification d'intention d'adjudication

[La notification d'intention d'adjudication doit être remplie et envoyée au Soumissionnaire retenu conformément à la clause 41 des IS].

[date]

CECI N'EST PAS UNE NOTIFICATION D'ADJUDICATION NI UNE LETTRE D'ACCEPTATION.

PAR LE PRÉSENT AVIS, L'ACHETEUR N'ENTEND PAS CONCLURE UN CONTRAT.

À : [Insérer le nom et l'adresse du Fournisseur]

Objet : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Référence de l'Appel d'Offres : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Comme le prévoit le Document d'appel d'offres (clause 41 des IS) en ce qui concerne [insérer le nom du Contrat et le numéro d'identification, tels qu'ils figurent dans le Dossier d'appel d'offres], le présent avis a pour but de vous informer que nous vous avons choisi comme attributaire dans le cadre du marché faisant l'objet du présent Dossier d'appel d'offres et, après l'expiration du délai de présentation d'une contestation des soumissionnaires et la résolution de toute contestation des soumissionnaires soumise conformément à notre système de contestation des soumissionnaires, décrit plus en détail dans le Dossier d'appel d'offres, nous prévoyons de vous envoyer une Notification d'attribution officielle et un Accord contractuel.

Bien que nous vous fournissions la présente Notification d'intention d'adjudication, il n'induit PAS la formation d'un contrat entre nous. Vous ne devez pas acquérir de droits résultant de la loi ou de l'équité et nous n'octroyons pas et n'acceptons pas de droits ou obligations en droit ou en équité jusqu'au moment où vous recevrez de notre part une Lettre d'acceptation/Notification d'adjudication signée, accompagnée d'un modèle d'Accord contractuel, et les exigences énoncées dans ladite Lettre d'acceptation ou ladite Notification d'Adjudication ont été remplies d'une manière que nous jugeons acceptable. Nous nous réservons le droit d'annuler la présente Notification d'intention d'adjudication à tout moment avant l'attribution du Contrat, sans encourir de ce fait une quelconque responsabilité.

Merci d'avoir participé au processus d'appel d'offres. Pour obtenir des renseignements sur la présente notification, veuillez communiquer avec le soussigné.

Signé :

En qualité de :

[Nom en caractères d'imprimerie]

BSF12 Notification d'Adjudication de Contrat

[La Notification d'Adjudication du Contrat constitue la base du Contrat, tel que le prévoit la clause 42 des IS. Ce formulaire de Notification d'Adjudication de Contrat doit être rempli et remis au Soumissionnaire retenu uniquement après que la procédure d'évaluation des Offres a été terminée, sous réserve de l'examen de la MCC, le cas échéant.]

[date]

À : [Insérer le nom et l'adresse du Fournisseur]

Objet : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Référence de l'Appel d'Offres : XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

La présente Notification d'Adjudication de Contrat concerne votre Offre en date du [insérer la date] dont la Référence apparaît ci-dessus, d'un Prix d'Offre forfaitaire d'un montant de [insérer le montant en toutes lettres et en chiffres] [insérer le nom de la monnaie], corrigée et modifiée conformément aux IS, que l'Acheteur a retenue.

Par la présente, il vous est demandé de (a) fournir lesdits Biens et Services Connexes, conformément aux termes du Contrat ; (b) signer et retourner le Contrat de Marché ci-joint ; et (c) remplir et retourner le Formulaire de certification de la conformité aux sanctions ; (d) le Formulaire d'auto-certification des Fournisseurs et (e) transmettre votre Garantie d'Offre conformément à la clause 16 du CCAG dans les vingt-huit (28) jours après votre réception de la présente Notification.

Signé :

En qualité de :

[Nom en caractères d'imprimerie]

Pièce Jointe : Contrat de Marché

Accord Contractuel

Le présent ACCORD CONTRACTUEL (le présent « Contrat ») en date du [jour][mois], [année], est conclu entre [dénomination légale complète de l'Entité MCA] (l'« Acheteur ») d'une part et [dénomination légale complète du Fournisseur] ((le « Fournisseur »), d'autre part.

[Note : Si le Fournisseur se compose de plus d'une entité, utiliser la formule qui suit]

Le présent ACCORD CONTRACTUEL (le présent « Contrat ») en date du [jour][mois][année], est conclu entre [dénomination légale complète de l'Entité MCA] (l'« Entité MCA ») d'une part et [dénomination légale complète du Fournisseur principal] (le « Fournisseur ») en [coentreprise/consortium/association] avec [citer les noms des membres de chaque entité en coentreprise] d'autre part, chacune des parties étant conjointement et solidairement responsable envers l'Acheteur pour toutes les obligations du Fournisseur en vertu du présent Contrat et étant réputée incluse dans toute référence au terme « Fournisseur ».

CONSIDÉRANTS

CONSIDÉRANT QUE

- (c) La Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement du **Maroc** (le « Gouvernement ») ont conclu un programme de coopération en vue d'une assistance au titre de la Millennium Challenge Account pour un montant d'environ [indiquer le montant] (le « Financement MCC ») afin de contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au **Maroc** le [insérer la date] (le « Compact »). Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'Acheteur, entend utiliser une partie du Financement MCC pour des paiements éligibles en vertu du présent Contrat. Les paiements effectués par l'Entité MCA au titre du présent contrat sont soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, y compris des restrictions sur l'utilisation et les conditions de décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Acheteur ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC.
- (d) L'Acheteur a demandé au Fournisseur de fournir certains biens et services connexes identifiés dans le présent Contrat et a accepté une offre soumise par le Fournisseur pour la fourniture de ces biens et services connexes, tel que dans le présent Contrat ; et

PAR CONSÉQUENT, les parties au présent Contrat conviennent de ce qui suit :

- (e) En contrepartie des paiements à effectuer par l'Acheteur au Fournisseur, tel qu'énoncé dans le présent Contrat, le Fournisseur convient par les présentes avec l'Acheteur de fournir les biens et les services connexes et de réparer les vices qui y sont contenus conformément, à tous égards, aux dispositions du présent Contrat.
- (f) Sous réserve des modalités du présent Contrat, l'Acheteur convient par les présentes de payer au Fournisseur, en contrepartie de la fourniture des biens et

des services connexes, le Prix d'adjudication (tel que défini ci-dessous) ou toute autre somme qui deviendrait exigible en vertu des dispositions du présent Contrat aux dates et selon les modalités prévues par le présent Contrat.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont conclu le présent Contrat conformément aux lois du **Maroc** à compter du jour, mois et l'année indiqués ci-dessus.

Pour [dénomination légale complète de
l'Acheteur]

Pour [dénomination légale complète du
Fournisseur] :

Signature

Signature

Nom

Nom

En présence de :

En présence de :

[Note : Si le Fournisseur se compose de plus d'une entité, toutes ces entités doivent apparaître comme signataires, par exemple, de la manière suivante] :

Pour et au nom de chacun des Membres du Fournisseur

[Nom du Membre]

[Représentant autorisé]

[Nom du Membre]

[Représentant autorisé]

Formulaire d'attestation de conformité aux sanctions

Pour satisfaire aux dispositions de l'article G des Dispositions supplémentaires de l'Annexe A du Contrat, le Fournisseur doit remplir le présent formulaire dans les 28 jours suivant la réception de la Lettre d'acceptation et de l'Accord contractuel, puis le dernier jour ouvrable précédant le dernier jour ouvrable de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre) après la signature d'un Contrat financé par la MCC², pour la durée du contrat. Le formulaire doit être soumis à l'Agent de passation de marchés de l'Entité MCA [fournir l'adresse électronique] avec copie à la MCC à l'adresse : sanctionscompliance@mcc.gov. Les instructions sur la façon de remplir ce formulaire sont fournies ci-dessous.

Dénomination légale complète du Fournisseur :

Nom complet et numéro du Contrat :

Entité MCA avec laquelle le Contrat est signé :

- ☐ Toutes les vérifications d'admissibilité ont été effectuées conformément aux **dispositions de l'Annexe A « Dispositions supplémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions »**. Aucune ressource de la MCC³ n'a été mise à la disposition d'une personne physique, société ou autre entité figurant sur les listes énumérées, y compris le Fournisseur lui-même. Aucune ressource de la MCC n'a été mise à la disposition d'un pays, ou d'une entreprise établie dans un pays ou exerçant une partie importante de ses activités dans un pays, qui fait l'objet d'une sanction ou d'une restriction en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis, y compris les États désignés comme commanditaires du terrorisme par les États-Unis.

OU

☐ Toutes les vérifications d'admissibilité ont été effectuées conformément aux dispositions de l'Annexe A « Dispositions supplémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions », et les résultats suivants ont été obtenus (informations à fournir pour chaque résultat) :

 - le nom de la personne, de la société ou autre entité :
 - la ou les source(s) de vérification de l'admissibilité lorsque le concerné est cité comme n'étant pas admissible :
 - Poste (s'il s'agit d'une personne physique), ou biens ou services fournis (s'il s'agit d'une société ou d'une autre entité) :
 - Valeur estimative des travaux exécutés à la date de certification :

² « Contrat financé par la MCC » est défini comme un contrat signé par une Entité MCA ou une Équipe MCA centrale, par opposition à un contrat signé par la MCC, en vertu des dispositions des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC, et au moyen des ressources mises à disposition par la MCC, par l'entremise d'un programme Compact, d'un programme de seuil ou des fonds de l'accord 609(g).

³ « Financement MCC » est défini comme les ressources mises à disposition par la MCC, par l'entremise d'un programme Compact, d'un programme de seuil ou des fonds de l'accord 609(g).

Je certifie par la présente que les renseignements fournis ci-dessus sont sincères et exacts à tous égards importants et je comprends que toute déclaration inexacte, fausse déclaration ou omission de fournir les renseignements demandés dans la présente attestation peut être considérée comme un « cas de fraude » aux fins du contrat conclu entre l'Entreprise et l'Entité MCA, des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC et d'autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC sur la prévention, la détection et la répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des opérations de la MCC.

Signataire autorisé : _____ **Date :** _____

Nom du signataire en caractères d'imprimerie : _____

INSTRUCTIONS SUR LA FAÇON DE REMPLIR LE FORMULAIRE :

Le Fournisseur doit exécuter les procédures suivantes pour vérifier l'admissibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires de financements, conformément aux dispositions de l'**Annexe A « Dispositions supplémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions »**, énoncées ci-dessous.

Le Fournisseur doit vérifier que toute personne, société ou autre entité qui a accès aux ressources de la MCC ou qui en est bénéficiaire, y compris son personnel, ses consultants, ses sous-traitants, ses vendeurs, ses fournisseurs et les bénéficiaires de financements, ne figure sur aucune des listes suivantes :

1. 1. Système de gestion des marchés (System for Award Management (SAM)) - <https://www.sam.gov/portal/SAM/#1>
2. Liste des exclusions de la Banque mondiale - <http://web.worldbank.org/external/default/main?contentMDK=64069844&menuPK=116730&pagePK=64148989&piPK=64148984&querycontentMDK=64069700&theSitePK=84266>
3. Liste récapitulative de présélection du Gouvernement américain - https://2016.export.gov/ecr/eg_main_023148.asp

La documentation du processus prend deux formes. Le Fournisseur doit préparer un tableau énumérant chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire de financement intervenant dans l'exécution du Contrat, tel que le formulaire fourni ci-dessous.

Nom	Date de vérification			Admissible (O/N)
	SAM	Liste des exclusions de la Banque mondiale	Liste récapitulative de présélection du Gouvernement	

			américain	
Fournisseur (l'entreprise elle-même)				
Membre du personnel n° 1				
Membre du personnel n° 2				
Consultant n° 1				
Consultant n° 2				
Sous-traitant n° 1				
Sous-traitant n° 2				
Vendeur n° 1				
Fournisseur n°1				
Bénéficiaire n°1				

Le Fournisseur doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée à l'aide de chaque source de vérification de l'admissibilité et si le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire de financement a été jugé admissible – c'est-à-dire qu'il ne figurait sur aucune des sources de vérification de l'admissibilité.

En outre, comme les trois listes sont des bases de données consultables qui renvoient une page de résultats de recherche positifs ou négatifs lorsqu'un nom est soumis en vue d'effectuer des recherches, le Fournisseur doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire de financement la page de résultats de recherche pour chaque source de vérification de l'admissibilité, qui devrait se présenter comme suit, « *Fait l'objet d'une exclusion en cours ?* » « *Non* » (en ce qui concerne le SAM), « *Aucune donnée correspondante n'a été trouvée !* » (en ce qui concerne la Liste des exclusions de la Banque mondiale), ou « *Aucun résultat trouvé* » (en ce qui concerne la Liste récapitulative de présélection du Gouvernement américain).

Si une ou plusieurs données défavorables ont été trouvées pour une ou plusieurs personnes ou entités, y compris pour le Fournisseur lui-même, le Fournisseur doit effectuer des recherches supplémentaires pour déterminer si le résultat est un « faux positif ». S'il s'agit d'un faux positif, le Fournisseur marquera le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire de financement comme étant admissible et conservera les données de la recherche confirmant cette admissibilité.

Si, en revanche, l'un des membres du personnel, des consultants, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs ou des bénéficiaires de financement du Fournisseur est jugé inadmissible à cette étape, l'Entité MCA déterminera s'il est possible, dans les circonstances, de permettre au Fournisseur de procéder à son remplacement. Cette

décision sera prise au cas par cas et devra être approuvée par la MCC, indépendamment de la valeur estimative du contrat envisagé.

En outre, conformément au point P1.A.1.9 (d) des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC, le Fournisseur doit s'assurer que les ressources de la MCC ne sont pas utilisées pour l'acquisition de biens ou services provenant d'un pays, ou d'une entreprise qui est constituée ou dont le principal établissement ou une partie importante de ses activités se situent dans un pays, qui est soumise à une sanction ou restriction par la loi ou la politique des États-Unis, y compris les États désignés comme commanditaires du terrorisme par les États-Unis (<https://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm>).

Tous ces documents doivent être conservés par le Fournisseur dans le dossier général du contrat auprès de l'Entité MCA pour la durée du contrat et pour la période supplémentaire après l'expiration du contrat qui est requise pour la conservation des documents aux termes du contrat (généralement cinq ans après la date d'expiration du programme Compact ou du programme de seuil). L'Entité MCA, la MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux dispositions pertinentes du contrat.

Dispositions supplémentaires », paragraphe G « Respect de la législation sur le financement du terrorisme et autres restrictions »

La Partie contractante ne doit pas fournir de soutien matériel ou de ressources, directement ou indirectement, ou permettre sciemment que les ressources de la MCC soit transférées à toute personne, société ou autre entité dont ladite Partie sait, ou a des raisons de savoir, qu'elle commet, tente de commettre, préconise, facilite ou participe à toute activité terroriste, ou a commis, tenté de commettre, préconisé, facilité ou participé à toute activité terroriste, y compris, mais sans s'y limiter, les personnes et entités i) figurant sur la liste principale des nationaux spécialement désignés et des personnes faisant l'objet d'un blocage tenue par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (U.S. Office of Foreign Assets Control) du département du Trésor américain, qui est disponible à l'adresse www.treas.gov/offices/enforcement/ofac, (ii) ii) figurant sur la liste récapitulative des personnes et entités tenue à jour par le « Comité 1267 » du Conseil de sécurité des Nations Unies, iii) figurant sur la liste tenue à jour sur www.sam.gov, figurant sur toute autre liste que l'Entité MCA pourrait demander de temps à autre. Aux fins de la présente disposition, « soutien matériel et ressources » comprend les devises, les instruments monétaires ou autres titres financiers, les services financiers, le logement, la formation, les conseils ou l'assistance d'experts, les centres d'accueil, les faux documents ou pièces d'identité, le matériel de communication, les installations, les armes, les substances létales, les explosifs, le personnel, le transport et autres biens matériels, à l'exception des médicaments ou du matériel religieux.

La Partie contractante doit s'assurer que ses activités dans le cadre du présent Accord sont conformes à l'ensemble des lois, règlements et décrets-lois américains applicables en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, aux lois américaines prévoyant des sanctions, aux pratiques restrictives du commerce, au boycottage et à toutes autres sanctions économiques promulguées de temps à autre au moyen d'une loi, d'un décret-loi, d'un règlement ou administrées par l'Office of Foreign Assets Control du Département du Trésor des États-Unis ou de toute autorité gouvernementale qui lui succèdera, y compris 18 U.S.C.C. Section 1956, 18 U.S.C. Section 1957, 18 U.S.C. Section 2339A, 18 U.S.C. Section 2339B, 18 U.S.C. Section 2339C, 18 U.S.C. Section 981, 18 U.S.C. Section 982, le décret-loi n° 13224, 15 C.F.R. Part 760, et les programmes de sanctions économiques énumérés à 31 C.F.R. Parts 500 à 598 et doit s'assurer que ses activités dans le cadre du Contrat sont conformes aux politiques et procédures de surveillance des opérations afin de garantir l'observation des normes, telles qu'elles peuvent être établies de temps à autre par la MCC, l'Entité MCA, l'Agent financier ou la Banque, selon le cas. La Partie contractante doit effectuer ou faire effectuer des vérifications sur toute personne, société ou autre entité ayant accès à des fonds ou destinataire de fonds, laquelle vérification doit être effectuée conformément aux procédures énoncées dans la 10^e Partie des Directives relatives à la passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l'admissibilité) qui sont disponibles sur le site web de la MCC à l'adresse www.mcc.gov. La Partie contractante A) effectue le contrôle visé au présent paragraphe au moins une fois par trimestre, ou dans tout autre délai raisonnable que l'Entité MCA ou la MCC pourrait demander de temps à autre et B) remet un rapport de ce contrôle périodique à l'Entité MCA avec copie à la MCC.

D'autres restrictions à l'égard de la Partie contractante s'appliquent comme indiqué à la section 5.1(b) du Compact en ce qui concerne le trafic de stupéfiants, le terrorisme, toute inconduite préjudiciable à la MCC ou à l'Entité MCA, toute activité contraire aux intérêts nationaux des États-Unis en matière de sécurité ou toute autre activité qui a un effet important et défavorable sur la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie de mettre en œuvre efficacement ou d'assurer la mise en œuvre efficace du Programme ou de tout projet ou de s'acquitter de ses responsabilités ou obligations au titre du Compact ou de tout document connexe ou qui a un effet important et défavorable sur les actifs du Programme ou sur tout Compte autorisé.

Formulaire d'auto-certification à remplir par les consultants/sous-traitants/fournisseurs

Le formulaire d'auto-certification ci-dessous doit être signé par le Fournisseur dans le cadre du Contrat. Cette auto-certification déclare que le Fournisseur n'achètera que des biens et matériels essentiels pour le Contrat, auprès de fournisseurs n'ayant pas recours au travail forcé et au travail des enfants et qui fournissent à leurs travailleurs directs un lieu de travail sûr et hygiénique.

Comme stipulé aux sections 11.6, 11.7 et 27.1 du Contrat, le Fournisseur doit se conformer aux **Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale** de la Société financière internationale en ce qui concerne les normes de travail et les mesures de protection qui leur sont garanties. Le Fournisseur doit s'assurer quant à lui que ses principaux fournisseurs, c'est-à-dire toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou des matériels essentiels pour l'exécution du Contrat, n'ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants dans la production de ces biens et matériels, et garantissent aux travailleurs directs du Fournisseur un lieu de travail sûr et hygiénique.

En conséquence, je certifie qu'en ce qui concerne ce contrat :

- ☐ je comprends les exigences du contrat conclu avec le MCA-[**Nom du pays**].
- ☐ [**Nom du Fournisseur**] s'assurera que toutes les activités entreprises sont effectuées conformément aux normes de performance d'IFC, telles que décrites aux sections 11.6, 11.7 et 27.1 du Contrat.
- ☐ [**Nom du Fournisseur**] n'a pas et n'aura pas recours au travail forcé ou au travail des enfants, et fournit à ses travailleurs un lieu de travail sûr et hygiénique.
- ☐ [**Nom du Fournisseur**] n'achète pas et n'achètera pas de matériel ou de biens auprès de fournisseurs ayant recours au travail forcé ou au travail des enfants.
- ☐ [**Nom du Fournisseur**] n'achètera du matériel ou des marchandises qu'auprès de fournisseurs offrant à tous les travailleurs un lieu de travail sûr et hygiénique.
- ☐ [**Nom du Fournisseur**] a mis en place un système pour assurer un suivi de nos fournisseurs, identifier les risques nouveaux et émergents. Ce système permet également à [**Nom du Fournisseur**] de remédier efficacement aux risques.
- ☐ Lorsqu'il n'est pas possible de remédier à de nouveaux risques ou incidents, [**Nom du Fournisseur**] s'engage à rompre les liens avec ces fournisseurs.

Enregistrez ici toute exception à ce qui précède :

JE CERTIFIE PAR LA PRESENTE QUE LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS CI-DESSUS SONT SINCERES ET EXACTS A TOUS LES EGARDS IMPORTANTS ET JE

COMPRENDS QUE TOUTE DECLARATION INEXACTE, FAUSSE DECLARATION OU OMISSION DE FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS DEMANDES DANS LA PRESENTE ATTESTATION PEUT ETRE CONSIDEREE COMME UN « UN CAS DE FRAUDE » AUX FINS DU CONTRAT. JE CONFIRME QUE JE REPRESENTE VALABLEMENT [NOM DU FOURNISSEUR] ET QUE J'AI LE POUVOIR LEGAL DE SIGNATURE.

Signataire autorisé : _____ Date :

Nom du signataire en caractères d'imprimerie :

Garantie Bancaire d'Exécution

[La banque, à la demande du Fournisseur, doit remplir le formulaire conformément

aux instructions indiquées]

Agence ou succursale de la banque : [insérer le nom et l'adresse du Garant en toutes lettres]

Bénéficiaire : [insérer le nom et l'adresse de l'Acheteur en toutes lettres]

Date : [Insérer la date d'émission]

GARANTIE D'EXÉCUTION N° : [insérer le numéro de la Garantie d'Exécution]

Nous avons été informés que [insérer le nom du Fournisseur en toutes lettres] **(ci-après le « Fournisseur ») a conclu le Contrat n°** [insérer le numéro] **en date du** [insérer le jour et le mois], [insérer l'année] **avec** [nom de l'Entité MCA] **(dénommée ci-après « le Bénéficiaire »), pour la fourniture de** [description des Biens et Services Connexes fournis] **(ci-après le « Contrat »).**

En outre, nous reconnaissons que, aux termes du Contrat, une Garantie d'Exécution est exigée.

À la demande du Fournisseur, nous nous engageons irrévocablement à verser au Bénéficiaire tous montants ne dépassant pas un total de [insérer le(s) montant(s) en chiffres et en toutes lettres], **à réception de la première demande écrite du Bénéficiaire accompagnée d'une déclaration écrite indiquant que le Fournisseur a manqué à ses obligations au titre du Contrat, sans difficulté ni discussion, ni que vous ayez à prouver ou à démontrer le bien fondé de votre demande ou du montant qu'elle vise.**

La Garantie expire au plus tard le [insérer jour] [insérer mois] [insérer année]

[remarque : la date d'expiration est à calculer sur la base des dispositions de la sous-clause 16.4 du CCAG], et toute demande de paiement au titre de cette Garantie devra nous parvenir, à cette agence/à cette succursale, à la date d'expiration au plus tard.

[La Banque Émettrice doit supprimer les mentions inutiles] Nous confirmons que [nous sommes une institution financière légalement autorisée à fournir cette garantie au Maroc] [OU] [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du Maroc mais avons une institution financière correspondante située au Maroc qui assurera l'applicabilité de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et nos coordonnées sont les suivants : **[fournir le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique]**].

Pour la Banque

Pour le Fournisseur

Signature

Signature

En qualité de :

En qualité de :

Date :

Date :

Garantie bancaire de restitution de paiement anticipé

[La banque, à la demande du Fournisseur, remplit le formulaire conformément aux instructions indiquées]

Agence ou succursale de la banque : [insérer le nom et l'adresse du Garant en toutes lettres]

Bénéficiaire : [insérer le nom et l'adresse de l'Acheteur en toutes lettres]

Date : [Insérer la date d'émission]

GARANTIE DE RESTITUTION DE PAIEMENT ANTICIPÉ n° : [insérer le numéro de la Garantie de restitution de paiement anticipé]

Nous avons été informés que [insérer le nom du Fournisseur en toutes lettres] (ci-après le « Fournisseur ») a conclu le Contrat n° [insérer le numéro] en date du [insérer le jour et le mois], [insérer l'année] avec [nom de l'Entité MCA] (dénommée ci-après « le Bénéficiaire »), pour la fourniture de [description des Biens et Services Connexes fournis] (ci-après le « Contrat »).

En outre, nous reconnaissons que, aux termes du Contrat, une Garantie de restitution de paiement anticipé d'un montant de [insérer le(s) montant(s) en chiffres et en toutes lettres] doit être effectuée en contrepartie d'une Garantie de restitution de paiement anticipé.

À la demande du Fournisseur, nous nous engageons irrévocablement à verser au Bénéficiaire tous montants ne dépassant pas un total de [insérer le(s) montant(s) en chiffres et en toutes lettres], à réception de la première demande écrite du Bénéficiaire accompagnée d'une déclaration du Fournisseur, que ladite déclaration figure dans la demande proprement dite ou dans un document distinct signé accompagnant ou identifiant la demande, indiquant que :

- (a) le Fournisseur n'a pas remboursé l'acompte reçu, en totalité ou en partie, conformément aux termes du Contrat ; et
- (b) le montant de l'acompte non remboursé par le Fournisseur.

Toute réclamation et tout paiement au titre de la présente garantie sont subordonnés à la condition que l'acompte mentionné ci-dessus ait été crédité au Fournisseur sur son numéro de compte [insérer le numéro] à [insérer le nom et l'adresse de la Banque].

Le montant maximal de cette garantie sera progressivement réduit du montant de l'acompte remboursé par le Fournisseur tel qu'indiqué dans les copies des relevés intermédiaires ou des certificats de paiement qui nous seront présentés. La présente

garantie expirera au plus tard à la réception d'une copie du certificat de paiement provisoire indiquant que **[insérer le pourcentage]** pour cent du Prix d'Adjudication a été certifié aux fins de paiement, ou le **[insérer le jour]** jour de **[insérer le mois]**, **[insérer l'année]**, selon la première éventualité. Par conséquent, toute demande de paiement au titre de cette Garantie devra nous parvenir, à cette agence/à cette succursale, à la date d'expiration au plus tard.

[La Banque Émettrice doit supprimer les mentions inutiles] Nous confirmons que [nous sommes une institution financière légalement autorisée à fournir cette garantie au Maroc] **[OU]** [nous sommes une institution financière située à l'extérieur du Maroc mais avons une institution financière correspondante située au Maroc qui assurera l'applicabilité de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et nos coordonnées sont les suivants : **[fournir le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique]**].

Cette garantie est soumise aux Règles uniformes pour les garanties sur demande (RUGDD) Révision 2010, publication de la CCI n° 758, à l'exception de la déclaration justificative visée à l'article 15(a) qui est par les présentes exclue et qui peut être mentionnée autrement ci-dessus.

Pour la Banque

Pour le Fournisseur

Signature

Signature

En qualité de :

En qualité de :

Date :

Date :

Lettre de Crédit

[La banque, à la demande de la Partie Titulaire du Compte, doit remplir le formulaire conformément aux instructions indiquées]

Non applicable

Agence ou succursale de la banque : [insérer le nom et l'adresse du Garant en toutes lettres]

Bénéficiaire : [Insérer le nom du Bénéficiaire en toutes lettres]

Partie Titulaire du Compte : [insérer le nom et l'adresse de la Partie Titulaire du Compte en toutes lettres]

Date : [Insérer la date d'émission]

LETTRÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE n° : [Insérer le numéro de la Lettre de Crédit]

Nous avons été informés que [insérer le nom de l'entité MCA en toutes lettres] **a conclu le Contrat n°** [insérer le numéro] **en date du** [insérer le jour et le mois], [insérer l'année] **avec** [nom du Fournisseur], **pour la fourniture de** [description des Biens et Services Connexes fournis].

Nous ouvrons par la présente notre crédit irrévocable en faveur du Bénéficiaire pour la ou les sommes n'excédant pas un montant total de [insérer le montant en chiffres et en toutes lettres et le nom de la monnaie] à mettre à disposition sur demande du Bénéficiaire pour paiement à vue sur présentation de votre traite accompagnée des documents suivants :

[insérer la liste des documents requis pour que le bénéficiaire puisse réclamer le paiement au moyen de la présente lettre de crédit]

La présente lettre de crédit est valide jusqu'au [insérer la date d'expiration], à condition, toutefois, que la présente lettre de crédit soit automatiquement prolongée sans modification pour [insérer le nombre de jours] à compter de la date d'expiration actuelle ou future de celle-ci, à moins qu'au moins trente (30) jours avant une telle date d'expiration, la banque émettrice donne au client, [insérer les nom et adresse postale du client] un préavis écrit de son intention de ne pas renouveler cette lettre de crédit pour cette période supplémentaire. L'avis exigé aux termes des présentes sera réputé avoir été donné au moment de sa réception par le bénéficiaire.

La présente lettre de crédit est émise sous réserve des Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires, révision 2007, publication no 600 de la Chambre de commerce internationale.

Pour la Banque

Signature

En qualité de :

Date :

Pour la Partie Titulaire du Compte

Signature

En qualité de :

Date :

Certificat de Réception

Date : *[Insérer la date]*

CB n° : *[insérer le numéro de CB]*

Contrat : *[Insérer le nom et le numéro du Contrat]*

À : *[insérer le nom et l'adresse du Fournisseur]*

Monsieur/madame,

En vertu de la clause 42 du CCAG (Réception) du Contrat conclu entre vous et le *[insérer le nom de l'Acheteur]* (ci-après l' « Acheteur » en date du *[insérer la date du Contrat]*, relatif à *[insérer une brève description des Biens et Services Connexes]*, nous vous informons par la présente que les Biens (identifiés ci-dessous) ont passé avec succès les Inspections et Tests spécifiés dans le Contrat. Conformément aux termes du Contrat, l'Acheteur prend en charge les Biens (identifiés ci-dessous), et assume également la garde et le risque de perte à cet égard à la date mentionnée ci-dessous.

1. Description des Biens : *[Insérer la description]*
2. Date de Réception : *[Insérer la date]*

Cette lettre ne vous libère pas de vos autres obligations au titre du Contrat ni de vos obligations pendant la période de garantie.

Pour et au nom de l'Acheteur :

Signé :

Date :

en qualité de : *[indiquer le « Chef de projet » ou l'autorité de haut niveau au sein de l'organisation de l'Acheteur]*